02 | année 02 Sept 2022

Écologie de guerre : un nouveau paradigme ?





Géopolitique, réseaux, énergie, environnement, nature

Revue éditée par le Groupe d'études géopolitiques

45 Rue d'Ulm 75005, Paris geg@ens.fr

Directeur scientifique

Pierre Charbonnier

Comité scientifique

Luiza Bialasiewicz, Amy Dahan, Patrice Geoffron, François Gemmene, Isabelle Kocher, Cécile Maisonneuve, Stéphanie Monjon, Magali Reghezza-Zitt, Adam Tooze, Shahin Vallée, Françoise Vimeux

Rédactrice en chef

Ramona Bloj

Directeur de la publication

Gilles Gressani

Pour citer un article de la revue

[Nom de l'auteur / Titre], GREEN. Géopolitique, réseaux, énergie, environnement, nature, n° 2, année 2, Paris, Groupe d'études géopolitiques, 2022. 5 Introduction

Pierre Charbonnier

APRÈS L'INVASION DE L'UKRAINE : GÉOPOLI-TIQUE DE L'ANTHROPOCÈNE

12 Le front de la guerre verte

Helen Thompson

19 La construction de la paix dans un monde en guerre écologique

Laurence Tubiana

27 Entre tragédie et techno-optimisme : la nouvelle Realpolitik climatique

Mona Ali

34 Boomerang géopolitique : peut-on encore relever le défi climatique global ?

Stefan C. Aykut, Amy Dahan

43 Le non-alignement : la nouvelle monnaie d'échange des BRICS

Tim Sahay

ÉCOLOGIE DE GUERRE : TRANSFORMER, PLANI-FIER, RÉGULER

50 Planification et économie de guerre face à la crise écologique

Éric Monnet

55 Un internationalisme écosocialiste : socialisation et émancipation à l'âge de la crise écologique

Cédric Durand, Razmig Keucheyan

61 Les horizons de l'économie de guerre et de la planification écologique

Massimo Amato

65 La sobriété au temps de l'écologie de guerre : comportements individuels et dimensions collectives de la transition

Magali Reghezza-Zitt

CONFIGURATIONS POLITIQUES À L'ÂGE DES GUERRES FOSSILES

76 La naissance de l'écologie de guerre

Pierre Charbonnier

84 Les armées et le changement climatique au temps de la haute intensité

Angélique Palle, Florian Opillard, Adrien Estève

89 La guerre d'indépendance des Ukrainiens et les frontières du monde

Étienne Balibar

92 Le sol européen est-il en train de changer sous nos pieds ?

Bruno Latour

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe en février 2022 a ouvert, de l'avis du plus grand nombre, une nouvelle période de l'histoire européenne et mondiale. Comme souvent, la guerre ne s'arrête pas au front militaire, à la souffrance et à la mort. Vue d'un peu plus loin, elle diffuse autour d'elle une aura économique, géopolitique, idéologique, et désormais écologique, que ce numéro de GREEN, l'une des revues scientifiques du Groupe d'études géopolitiques, s'attache à saisir.

Rétrospectivement, l'espoir d'un ordre libéral universel fondé sur la libre circulation des capitaux et la garantie des libertés formelles de l'individu apparaît comme une douce illusion. D'abord alimentée par la victoire alliée en 1945, puis par l'effondrement de l'Union soviétique après 1989, cette illusion s'effondre sous les coups de l'impérialisme et des crises contemporaines. Le rêve de stabilité politique qui animait les démocraties libérales est mis en danger par un empire déterminé à troquer les dividendes de la paix contre l'opportunité d'une extension territoriale - mais aussi, il faut le dire, par ses défauts internes. À cette réalisation bien trop tardive s'ajoute l'horloge climatique qui s'accélère sans cesse, et qui rend elle aussi nécessaire l'examen du modèle de croissance et des équilibres géopolitiques en place!

De ce point de vue, l'année 2022 marque un repère historique dont l'importance semble difficile à surestimer. Si l'on superpose les vastes réseaux de dépendance énergétique déployés par la Russie de Poutine, la volonté de l'Union européenne de retrouver une forme d'indépendance stratégique dans son tournant vert, l'inflation causée par la guerre et l'encombrement des circuits économiques, l'accélération des dégâts du changement climatique, et l'étau de la dette et du sous-investissement qui freinent le Sud global, le tableau historique auquel on aboutit est aussi complexe que tragique.

Complexe car les mesures à prendre pour traiter chacun de ces problèmes séparément ne sont pas toujours cohérentes entre elles, et tragique car ce qui se joue en ce moment est l'accumulation de tensions de rupture absolument décisives, où se joue la stabilité et la prospérité mondiales, peut-être même l'habitabilité de la Terre.

Cet examen fera l'objet de la prochaine livraison de la GREEN, publiée en novembre 2022, sous la direction de Laurence Tubiana.

En d'autres termes, la crise climatique bouleverse la structure même des rivalités géopolitiques en faisant planer la menace d'une guerre dont tous les acteurs seraient perdants, ou d'une paix impossible dans un monde perpétuellement instable. Ce numéro de la revue GREEN propose de décrire et d'analyser ce que l'historien Adam Tooze appelle la « polycrise » de ce début de 21e siècle. Dans l'« interrègne » déjà décrit dans les pages du Grand Continent², l'histoire avance à tâtons : les assemblages de pouvoir, de capital, de ressources, de mouvements sociaux qui font l'actualité subissent d'indéniables déstabilisations, sans que l'on ne voie clairement un ordre se dégager. Les sciences sociales sont appelées à épouser ces incertitudes, et parfois à faire l'hypothèse de futurs possibles. C'est ce que nous faisions au printemps dernier, lors des toutes premières semaines de la guerre en Ukraine, en risquant l'idée d'une « écologie de guerre »³.

La centralité de l'enjeu énergétique à la fois dans cette guerre - via les sanctions mutuellement imposées par la Russie et le bloc occidental - et dans les politiques climatiques rend indissociables les principes de sécurité internationale et de soutenabilité écologique. « L'écologie de guerre » renvoie donc à un contexte dans lequel la réinvention d'une économie tenue dans les limites planétaires et les rapports de pouvoir internationaux se fondent l'un dans l'autre. L'écologie politique, d'une part, est redéfinie par la géopolitique dans la mesure où l'orientation vers la soutenabilité peut s'appuyer sur la nécessité de lutter contre un rival stratégique – ici la Russie, pétro-État agresseur – ; la géopolitique est réciproquement affectée par l'impératif climatique, qui redessine la carte des atouts et des obstacles dans la transition.

Un premier ensemble de textes s'attache à décrire le paysage actuel des rapports de puissance tels qu'ils sont modifiés, directement ou indirectement, par la guerre en Ukraine. La marginalisation de la Russie par les sanctions occidentales a en effet induit un réalignement partiel des acteurs étatiques, en fonction des opportunités du moment, et une accélération dans la recherche d'une identité géopolitique de l'Union européenne, justement définie par le croisement entre

^{2.} Le Grand Continent, « Politiques de l'interrègne », Paris, Gallimard, 2022.

^{3.} Pierre Charbonnier, « La naissance de l'écologie de guerre », le Grand Continent, 18 mars 2022.

sécurité et soutenabilité. C'est ce que proposent les textes de Helen Thompson, à l'origine d'une étude de référence toute récente sur la géopolitique de l'énergie⁴, de Laurence Tubiana, de Mona Ali, de Tim Sahay, et de Stefan Aykut et Amy Dahan.

Une seconde partie se focalise sur l'économie politique de la transition et de la conquête de la sobriété. L'augmentation et l'instabilité des prix de l'énergie, suite à la guerre, bouleverse le modèle économique dominant, et confirme certaines hypothèses environnementalistes sur son manque fondamental de stabilité. Mais la mise en place d'une architecture institutionnelle de substitution fait toujours l'objet de vifs débats, en particulier en raison des résonances historiques entre économie de guerre et économie planifiée. C'est ce dont traitent les contributions d'Éric Monnet, Massimo Amato, Cédric Durand et Razmig Keucheyan.

Enfin, la pensée politique est aussi convoquée, puisque la souveraineté des États, l'idéal d'autonomie nationale, et les dynamiques d'alliance géo-économiques sont redéfinies par les principes de sécurité et de soutenabilité. De même que la Première guerre mondiale avait été l'accoucheuse d'un nouveau monde, où l'explosion du capitalisme libéral et du colonialisme impérial avaient accouché des expériences communiste, puis fascistes et totalitaires, la guerre d'Ukraine peut se comprendre comme une guerre révolutionnaire, au sens que donnait Élie Halévy à ce terme dans L'ère des tyrannnies⁵: une guerre qui signe l'état de décomposition d'un ordre, qui libère ses démons et ses possibilités de dépassement.

Cette section réunit notre contribution sur l'écologie de guerre, suivie de celles d'Angélique Palle, Adrien Estève et Adrien Opillard, d'Étienne Balibar et de Bruno Latour.

Pierre Charbonnier • Directeur scientifique

 $^{{\}tt 4. \quad Helen\ Thompson,\ Disorder:\ Hard\ Times\ in\ the\ 21st\ Century,\ Oxford,\ Oxford\ University\ Press,\ 2022.}$

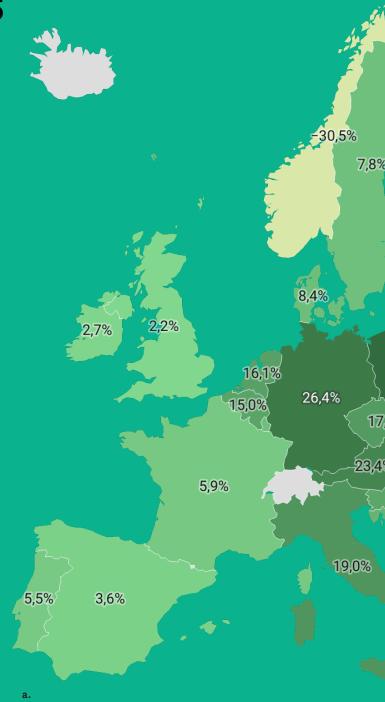
^{5.} Élie Halévy, L'Ère des tyrannies : études sur le socialisme et la guerre, Paris, Gallimard, 1938.

La réalité matérielle de la dépendance européenne aux hydrocarbures russes

En 2021, l'Union européenne importait plus de 40 % de sa consommation totale de gaz, 27 % de ses importations de pétrole et 46 % de ses importations de charbon de la Russie, pour une valeur totale de 99 milliards d'euros¹.

La Russie assurait 100 % des approvisionnements en gaz de l'Estonie et de la Finlande, 99,5 % la Bulgarie, 81 % de la Pologne, 80 % de l'Autriche, 77 % de la Hongrie, 53 % de l'Allemagne, 33 % de l'Italie, 7,6 % de la France et que 0,5 % et 0,1 % des importations de gaz de l'Espagne et de l'Irlande, respectivement².

Le gaz russe est acheminé principalement par quatre gazoducs : Nord Stream 1, qui passe sous la mer Baltique, est indispensable pour l'Europe centrale et surtout l'Allemagne. Le transit par l'Ukraine est important pour l'Italie et les pays des Balkans, tandis que Yamal, qui traverse la Pologne et la Biélorussie, alimente en partie les Pays-Bas et la Belgique. Turkstream, qui passe sous la mer Noire et traverse la Turquie, approvisionne les Balkans, mais aussi la Hongrie.

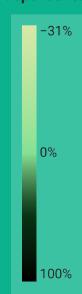


^{1.} Commission européenne.

^{2.} Entso-G, Eurostat.

Depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022, cinq pays européens - la Bulgarie, la Pologne, la Finlande, le Danemark et les Pays bas -, ont été coupés du gaz russe. L'Allemagne, l'Italie, la France, l'Autriche, la Slovaquie et la République tchèque ont vu une réduction 28,5% de leur approvisionnement. Le transit par la portion polonaise du gazoduc Yamal a été complètement arrêté (graphique e, page 29). 10,4% 31,3% 49,5% 30,3% 18,8% 5% 49,Ō%-42,6% 11,1% 11,3% 19,2% 29,2% 23,5% 10,4% 16,3%

Taux de dépendance



a • Nous utilisons les données Eurostat 2019 pour les imports et exports de combustibles solides, de pétrole et la Consommation Intérieure Brute, et les données Bruegel 2021 pour la part des imports russes de gaz, du fait de manques notables dans les données Eurostat.

Le taux de dépendance d'un intrant (e.g. le gaz) est le ratio des imports russes sur les imports totaux de cet intrant, pondéré par la part des imports nets de cet intrants rapportés à la Consommation Intérieure Brute. Le ratio qui est cartographié est la somme des ratios pour le gas, les combustibles solides et les produits pétroliers, qui représentent l'essentiel des imports russes en Europe

Réalisation: Thomas Belaich/le Grand Continent.
Une version intéractive de la carte est disponible dans la revue le Grand Continent, au lien: https://legrandcontinent.eu/fr/2022/04/01/cartographier-notre-dependance-energetique-a-la-russie/



Après l'invasion de l'Ukraine : géopolitique de l'anthropocène

À l'échelle planétaire, la guerre de Poutine a provoqué un choc sismique. Les plaques tectoniques s'agitent, comment comprendre les nouvelles lignes de front?

Des bâtiments détruits à Borodyanka, en Ukraine. Jeudi, 21 avril 2022.



Helen Thompson • Professeure d'économie politique au sein du département de sciences politiques et d'études internationales de l'université de Cambridge

Le front de la guerre verte

La tentative de Vladimir Poutine d'anéantir l'indépendance du plus grand État situé à la frontière occidentale de la Russie a provoqué un moment de convulsion dans le monde entier. La Russie étant la superpuissance mondiale en matière de ressources, il n'aurait pas pu en être autrement. Avant le 24 février 2022, la Russie était le premier exportateur de tous les produits du pétrole, de gaz et de blé, le deuxième exportateur de pétrole brut et le troisième exportateur de charbon et de minerai de potasse. Pour le dire encore plus simplement : l'issue de la guerre change les prédictions géopolitiques autour de l'énergie et des ressources que la puissance de la Russie génère pour l'Eurasie et l'Afrique, ainsi que les choix stratégiques américains.

Le choc cumulé des actions de la Russie et de ses réactions sur l'économie mondiale est sismique, à commencer par la flambée des prix des combustibles fossiles. Le prix au comptant du Brent – la référence européenne – s'est envolé d'environ 25 % en une semaine. Fin mai, il se situait à son plus haut niveau depuis 2012, avant que le pétrole de schiste ne commence à véritablement prendre de l'ampleur. Début mai, le prix du diesel était deux fois plus élevé que lors de son précédent pic à la mi-2008 lorsque le prix du pétrole brut était, en termes corrigés de l'inflation, supérieur d'environ 70 dollars le baril. Au cours de la première quinzaine de la guerre, les prix du gaz naturel dans l'Union ont augmenté d'environ 25 %. Début avril, les contrats à terme sur le charbon de Newcastle – la référence pour le marché asiatique – ont bondi en un jour de plus de 6 % à la nouvelle que l'Union allait imposer une interdiction pure et simple des importations de charbon en provenance de Russie. Bien que la conjonction de plusieurs gouvernements ordonnant le déblocage des réserves stratégiques de pétrole et le confinement de Shanghaï par la Chine aient atténué la pression en avril et pendant une grande partie du mois de mai,

même les marchés les moins directement touchés par les contraintes d'approvisionnement ont été mis à rude épreuve : à la mi-avril, les prix du gaz naturel aux États-Unis, pourtant largement isolés de la dynamique internationale, ont atteint leur plus haut niveau depuis le pic du dernier boom des matières premières de 2008.

La hausse des prix de l'énergie s'est rapidement traduite par une augmentation des prix des denrées alimentaires et des engrais. La guerre ayant perturbé les chaînes d'approvisionnement qui relient certaines des terres agricoles les plus fertiles de la planète au reste du monde ainsi que les exportations d'engrais de la Russie, ces marchés ont également eu à encaisser leur propre choc. En mars, l'indice des prix de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a atteint son niveau le plus élevé depuis sa création en 1990. Déjà aux prises avec la sécurité alimentaire et les pénuries d'énergie, un certain nombre de pays du Sud ont sombré dans une « crise de tout ».

Et il est un lieu où cette crise est probablement plus accablante que n'importe où ailleurs – le Sri Lanka. Ayant besoin de préserver les dollars pour les importations essentielles de nourriture et de carburant, le Sri Lanka a suspendu le paiement des intérêts étrangers le 13 avril. À la mi-mai, le nouveau Premier ministre sri lankais, Ranil Wickremesinghe, arrivé au pouvoir après que des émeutes eurent contraint son prédécesseur à démissionner, expliquait à ses compatriotes à quel point les perspectives économiques du pays étaient devenues catastrophiques. Prévenant que « les deux prochains mois [seraient] les plus difficiles de notre vie », il expliquait que les réserves de change du pays étaient décimées, que l'essence et les médicaments viendraient à manquer et que de longues coupures de courant quotidiennes étaient inévitables. Alors que la misère économique et sociale s'aggravait, des manifestants ont pris d'assaut le palais présidentiel à Colombo le 9 juillet. Après avoir promis de démissionner, le président sri lankais a finalement fui le pays.

En tout état de cause, le passage de la Russie à la guerre a constitué un point d'inflexion, créant des crises monstres pour les pays les plus vulnérables comme le Sri Lanka. Mais cette guerre a commencé dans une période déjà turbulente, caractérisée par une crise de l'énergie fossile, des lignes de fracture générées par la puissance géopolitique russe et une tentative de mener une révolution énergétique rapide en s'éloignant des combustibles fossiles. Mais les enjeux du tumulte actuel, informé par la guerre, ne deviennent compréhensibles que si le désordre est replacé dans le temps long de ces turbulences énergétiques.

La crise énergétique des combustibles fossiles

La crise actuelle commence par une asymétrie entre

l'offre de pétrole et la demande – un problème qui commençait à se manifester avant que la pandémie ne frappe. En 2019, la production de pétrole a chuté pour la première fois en dix ans, même si la consommation de pétrole a augmenté de près d'un million de barils par jour. La chute de la production de brut en 2019 a été particulièrement notable alors que les liquides de gaz naturel et les autres liquides ont augmenté. Au cours de l'année 2021, la reprise a été lente, la production restant toujours plus faible pour cette année qu'elle ne l'avait été pour toute autre année depuis 2014. Parmi les grands producteurs de pétrole, seuls le Canada, l'Iran, la Libye et le Mexique ont fourni davantage en 2021 qu'en 2020.

Sans surprise, l'ère des prix du pétrole en baisse puis relativement bas qui avait prévalu depuis le krach pétrolier de la mi-2014 jusqu'au deuxième trimestre 2016 avait également pris fin avant la pandémie. L'Arabie saoudite ayant établi une alliance avec la Russie pour former l'OPEP+ en 2016, deux des trois plus grands producteurs de pétrole du monde coopéraient pour assurer un prix plancher. À l'été 2018, les prix du West Texas Intermediate (WTI) ont dépassé les 80 dollars le litre, le niveau le plus élevé qu'ils aient atteint depuis la forte dégringolade du pétrole lors du krach de 2014. Même si, malgré la baisse de la production, les prix étaient restés plus bas jusqu'en 2019, l'économie mondiale connaissait alors ce que le FMI qualifiait de « ralentissement synchronisé », avec une croissance plus faible qu'à aucun autre moment depuis le krach de 2008.

Après le début de la reprise économique qui a suivi le confinement, les tensions sur les marchés pétroliers se sont rapidement résorbées. En octobre 2021, le prix du WTI avait de nouveau dépassé les 80 dollars ; en janvier 2022, il était supérieur à 90 dollars. Dès l'été 2021, les gouvernements américain et chinois se sont ouvertement inquiétés de la direction que prenaient les prix. Un mois seulement après l'élargissement des quotas de production de l'OPEP+, le président Biden a demandé pour la première fois au cartel d'augmenter encore la production en août 2021. Le mois suivant, la Chine a quant à elle libéré pour la première fois des réserves de sa réserve stratégique de pétrole. L'OPEP+ n'étant pas réceptive - et la décision de la Chine laissant le marché intact – les États-Unis ont coordonné la libération des réserves stratégiques avec la Chine, l'Inde, le Japon, le Royaume-Uni et la Corée du Sud. Cette coordination sans précédent entre les deux plus grands pays consommateurs de pétrole au monde était le pendant de la coordination exceptionnelle mise en place par Trump entre les trois plus grands producteurs de pétrole au monde pour inverser la chute des prix en mars 2020. Chacune de ces initiatives a mis en évidence le problème qui mine l'économie mondiale depuis le milieu des années 2000 : la plupart du temps, soit les prix sont trop élevés pour les pays importateurs, soit ils sont trop bas pour les producteurs de pétrole.

Du côté de l'offre, cette crise pétrolière a plusieurs causes. La production de pétrole conventionnel – hors schistes et sables bitumineux - stagne pour l'essentiel depuis 2005. Au début des années 2000, quand la question de savoir si le plus grand champ de pétrole conventionnel du monde - situé à Ghawar, dans l'est de l'Arabie saoudite – était en déclin, la compagnie pétrolière nationale saoudienne Aramco s'est empressée de démentir cette idée, donnant à l'affaire une tournure politique. Mais un prospectus d'émissions obligataires publié par Aramco en avril 2019 a révélé que Ghawar n'était capable, dans un scénario de production maximale, de fournir que 3,8 millions de barils par jour, soit pas moins de 2 millions de moins que l'hypothèse de travail des acteurs du marché. Le Koweït, autre membre de l'OPEP aux côtés de l'Arabie saoudite, connaît des problèmes de production encore plus manifestes. En 2021, le Koweït produira encore près de 300 mille barils par jour de brut de moins qu'en 2019, soit une baisse de 10 %. En mars 2020, un consortium de banques nord-américaines, européennes et japonaises a prêté 1 milliard de dollars au Koweït pour l'aider à augmenter sa capacité de production. Pendant ce temps, les champs russes de Sibérie occidentale étaient en déclin depuis environ une décennie en 2019.

Comme la production de ces grands champs pétroliers anciens est devenue plus difficile, relativement peu de nouveaux champs conventionnels les ont remplacés. La découverte de nouveaux gisements a connu une forte tendance à la baisse depuis les années 1960 et la dernière décennie n'a pas fait exception : les découvertes annuelles de pétrole conventionnel ont représenté à peine plus d'un quart en 2019 de ce qu'elles avaient représenté en 2010, et il a fallu attendre l'une des années intermédiaires de la décennie pour qu'elles atteignent 50 % du total de 2010.

Après l'effondrement des prix en 2014, les compagnies pétrolières ont sévèrement réduit leurs investissements. En 2021, les investissements en amont dans le pétrole et le gaz ne représentaient que 50 % de ce qu'ils étaient en 2014, la majeure partie de cette baisse étant le fait des cinq majors occidentales.

Au début de la dernière décennie, l'Irak représentait le grand espoir d'amélioration du paysage de l'offre conventionnelle. Ce pays possède en effet les cinquièmes plus grandes réserves du monde et est le troisième plus grand producteur de l'OPEP+. Tous ses principaux gisements sont situés dans les terres, tandis que la production et les coûts d'investissement pour produire en Irak sont très faibles par rapport à ceux pratiqués par l'Arabie saoudite et le Koweït. En 2009, le gouvernement irakien avait attribué des contrats pétroliers à divers partenariats entre les grandes compagnies, des sociétés asiatiques et la société russe non étatique Lukoil. Le gouvernement irakien de l'époque espérait que Bagdad pourrait faire passer sa production de 2,4 millions de barils par jour en 2009 à 12

millions en 6 ou 7 ans. Si beaucoup, au sein et autour de l'industrie pétrolière mondiale, avaient jugé cet objectif trop ambitieux, il aurait semblé réaliste de viser entre 6 et 7 millions de barils par jour. Mais même cette aspiration s'est avérée excessivement ambitieuse. La production irakienne a atteint 4 millions de barils par jour en 2015. En 2018, elle n'a atteint que 4,8 millions. En 2021, l'Irak a produit moins de pétrole qu'en 2020.

Et les problèmes irakiens ont proliféré. Très tôt, il est apparu que les majors doutaient de ce qui pouvait être réalisé dans le sud de l'Irak et étaient frustrées par les termes des contrats de services techniques. En 2011, ExxonMobil a signé un accord avec le gouvernement régional du Kurdistan qui a conduit le gouvernement irakien à lancer un ultimatum selon lequel le plus grand descendant direct de Standard Oil devait choisir entre ses contrats au Kurdistan et le reste de l'Irak. L'impasse a conduit ExxonMobil à vendre une partie de sa part de West Qurna à PetroChina et à la société indonésienne Pertamina. La chute des prix au second semestre 2014 et la montée en puissance de Daech la même année ont aggravé les difficultés. Avec des parties importantes de son territoire absorbées par le nouveau califat et ses revenus en chute libre, l'État irakien se retrouvait comme assiégé. La création de l'OPEP+ a fait augmenter les prix, mais le nouveau cartel a également laissé à l'Irak des quotas de production plus stricts pour lesquels le gouvernement irakien était censé compenser les majors pétrolières sans en avoir les moyens budgétaires. Bien que le gouvernement irakien ait déclaré Daech vaincu territorialement en 2017, les attaques de l'organisation terroriste contre les installations pétrolières se poursuivent, tandis que d'autres violences contre les sièges des entreprises occidentales ont également augmenté. En 2019, la plupart des compagnies pétrolières occidentales cherchaient une porte de sortie ou montraient de sérieuses réticences à rester. Conséquence la plus importante de cette séquence : Shell s'est retirée du champ pétrolier de Majnoon en 2018, confiant ses opérations à la société irakienne Basra Oil Company, tandis que Shell et ExxonMobil ont quitté le champ de West Qurna 1.

Le retour des grandes sociétés en Irak à partir de 2009 a été une expérimentation de facto pour savoir si les entreprises occidentales pouvaient encore trouver une place dans un Moyen-Orient post-impérial. Si la présence continue de BP et de TotalEnergies, ainsi que de la société italienne ENI, prouvait que les entreprises européennes avaient encore des opportunités, le contexte politique s'est avéré beaucoup plus difficile que prévu. Le poids de l'histoire, mais aussi l'instabilité interne causée par la seconde guerre du Golfe, rendaient pourtant le résultat de cet exercice prévisible. De plus, le fait que l'Irak soit l'un des pays les plus exposés aux conditions météorologiques extrêmes dues au changement climatique ne pourrait qu'intensifier les problèmes liés à la tentative d'utiliser

le pays comme solution à l'approvisionnement mondial en pétrole.

Comme une reprise rapide de la production irakienne n'a pas été possible, dans les années 2010, l'économie mondiale est devenue dépendante du pétrole de schiste. La production américaine de pétrole brut - y compris les condensats - est passée de 5 millions de barils par jour en 2008 à 12 millions. À la fin de 2019, l'essor des gaz de schistes semblait toucher à ses limites. Après avoir chuté entre 1980 et 2007, les réserves américaines récupérables ont considérablement augmenté à partir de 2008, avec le déploiement de la fracturation hydraulique (fracking). Après un recul en 2015, elles ont progressé d'au moins 9 % par an jusqu'en 2019, date à laquelle elles ont plafonné. Une grande partie du secteur du gaz de schiste a peiné à se rétablir après l'effondrement des prix provoqué par la pandémie de Covid-19. Les difficultés rencontrées par le secteur du schiste en 2021 s'expliquent en partie par le fait que les investisseurs ont exigé une certaine discipline financière après des années de faibles rendements. Or le type d'ajustement que le secteur et ses investisseurs pourront faire alors que les chaînes d'approvisionnement en pétrole russe sont perturbées est loin d'être évident. L'agence américaine d'information sur l'énergie prévoit que la production américaine de brut atteindra une moyenne de près de 13 millions en 2023. Mais pour ce qui est des zones de schiste, seul le bassin Permien – qui est aujourd'hui le plus grand champ pétrolier du monde, allant de l'ouest du Texas au sud-est du Nouveau-Mexique - a excédé son niveau de production de 2019 à la fin du premier trimestre de 2022. Le champ Bakken, dans le Dakota du Nord, où le grand boom du schiste a commencé, produit toujours environ 20 % de moins qu'en 2019 et la formation du Niobrara continue à enregistrer une baisse d'environ 25 %. Dans le même temps, le champ Eagle Ford au Texas a atteint son pic dès 2015.

Si la guerre en Ukraine n'est pas la cause principale de la crise pétrolière, elle fait ressurgir cette crise sousjacente de manière dramatique. Le déploiement de sanctions à l'encontre de la Russie prive le plus grand exportateur mondial de produits pétroliers de ses activités habituelles dans un contexte où le marché est déjà fortement tendu. Jamais auparavant les exportations de pétrole de l'un des deux grands exportateurs mondiaux n'avaient été soumises à de telles mesures restrictives, et encore moins dans de telles conditions du marché. Depuis les années 1960, après que Khrouchtchev ait ressuscité les capacités exportatrices soviétiques, les Européens de l'Ouest ont continué leurs importations de pétrole sans interruption, tout au long des crises de la guerre froide, y compris l'intervention militaire soviétique en Afghanistan et la loi martiale de 1981 en Pologne. Même les importations américaines de produits pétroliers russes ont doublé entre mars 2014, moment de l'annexion de la Crimée par la Russie, et mai 2021, juste après le début du renforcement militaire russe à la frontière ukrainienne. Vu sous cet angle historique, il est assez extraordinaire que quiconque à Washington puisse considérer que les États-Unis pourraient utiliser la guerre pour « affaiblir le statut [de la Russie] en tant que principal fournisseur d'énergie », selon la déclaration d'un fonctionnaire de l'administration Biden le 8 mai.

Les conditions sur les marchés de gaz mondiaux avant l'invasion compliquent les conséquences probables d'un tel objectif. La Chine joue à cet égard un rôle central. Entre 2010 et 2020, la demande de gaz chinoise a augmenté de 300 %, avec une accélération à la fin de la décennie, lorsque le Ministère de l'Écologie et de l'Environnement a pris des mesures pour faire passer le chauffage des ménages du charbon au gaz. Tout au long des années 2010, la production nationale de la Chine par rapport à sa consommation a fortement diminué, au point qu'en 2021, les importations représentaient bien plus de 40 % de la consommation totale. En 2021, la demande chinoise du gaz naturel liquéfié (GNL) a enregistré une hausse stupéfiante de 19 %, le changement structurel vers le gaz ayant été renforcé par la reprise économique post-pandémique. Au cours de l'année 2021, la Chine a remplacé le Japon en tant que premier importateur mondial de GNL, alors même que les importations de Pékin par le gazoduc Force de Sibérie augmentaient également. Pour les autres pays importateurs de gaz en Asie et en Europe, il s'agissait d'un énorme choc énergétique d'une ampleur plus que comparable aux chocs pétroliers précédents. En décembre 2021, les contrats à terme de gaz naturel de l'Union européenne étaient dix-huit fois plus élevés qu'en janvier 2020.

Pourtant, le fait essentiel de la stratégie énergétique de Pékin est sa volonté d'assurer une diversification des sources d'approvisionnement. Le gaz ne fait pas exception. Lorsque Poutine et Xi Jinping se sont rencontrés à Pékin, juste avant l'invasion de l'Ukraine, ils ont convenu que la Chine importerait 10 milliards de mètres cubes supplémentaires via des gazoducs. En marge de cet accord, les entreprises énergétiques chinoises ont signé une série d'accords de vente et d'achat avec des entreprises américaines de GNL, dont deux grands accords à long terme et un à moyen terme avec Global LNG. Les accords d'octobre 2021 ont mis fin à une période au cours de laquelle les relations entre les États-Unis et la Chine ont été affaiblies, d'abord par la guerre commerciale de 2018-19, puis par la pandémie. Vue dans un contexte plus large, cette évolution, associée à la coordination de la libération des stocks de pétrole, a laissé entrevoir une certaine complémentarité des intérêts énergétiques américano-chinois, même si d'autres dynamiques plus antagonistes demeuraient. Néanmoins, l'entrée, due à la guerre, de la plus grande économie et du plus grand consommateur de gaz d'Europe sur les marchés du GNL pourrait déstabiliser à nouveau la relation énergétique entre Washington et Pékin. Désormais, les trois plus grandes économies exportatrices - dont deux, l'Allemagne et le Japon, sont presque entièrement dépendantes du gaz étranger et dont l'autre, la Chine, consomme en volume absolu plus de gaz que les deux autres réunis - sont en concurrence directe et intense pour l'approvisionnement en gaz américain.

La puissance géopolitique russe et l'Ukraine comme ligne de fracture

La tentative de la Russie de conquérir l'est et le sud de l'Ukraine, qui a fait naître ce nouvel ordre gazier, a une longue histoire géopolitique ayant de profondes implications pour l'avenir de l'Europe. L'Europe de l'aprèsguerre froide a été marquée par un certain nombre de lignes de fracture autour de la Russie et de l'Ukraine qui ont contribué, en fin de comptes, à affaiblir la sécurité ukrainienne. Quant à la relation énergétique entre l'Europe occidentale et la Russie, l'histoire, loin d'atteindre sa « fin » lors de la chute de l'empire soviétique en 1989 et la dissolution de l'URSS en 1991, n'a fait que commencer. La Russie a hérité d'une économie soviétique dont le pétrole et le gaz étaient les principales exportations. Les gazoducs traversaient des États souverains indépendants situés entre la Russie et l'Allemagne : l'Ukraine et la Biélorussie pour l'oléoduc Druzhba et l'Ukraine pour le réseau de gazoducs Brotherhood. La Russie exportait également du pétrole à partir de ses ports de la Baltique. Dès l'indépendance de l'Ukraine, le gouvernement russe a cherché à réduire le transit du gaz à travers le territoire ukrainien. En 1993, les gouvernements polonais et biélorusse ont accepté de construire le gazoduc Yamal Europe ; quatre ans plus tard, du gaz russe entrait pour la première fois en Allemagne sans transiter par l'Ukraine.

Pour l'Ukraine, le besoin permanent de la Russie en matière de transit est devenu une condition matérielle effective de son indépendance, empêchant la Russie de couper l'approvisionnement énergétique du pays. Avant même la révolution Orange, le Parlement ukrainien insistait sur le fait que l'Ukraine devait gérer les gazoducs sur son territoire, au nom de sa souveraineté. Mais comme l'Ukraine a l'une des économies les plus énergivores du monde, ses propres besoins énergétiques constituaient un talon d'Achille. En 1998, le gouvernement ukrainien a signé un accord qui liait les frais de transit russes à des prix inférieurs à ceux du marché. Après l'accession à la présidence de Viktor Iouchtchenko en janvier 2005, Gazprom a pris une deuxième mesure pour réduire la dépendance à l'égard du transit en obtenant l'accord de deux sociétés énergétiques allemandes et du deuxième gouvernement rouge-vert de Gerhard Schröder pour construire le premier gazoduc Nord Stream sous la mer Baltique.

La crise économique de 2008 a accru la vulnérabilité de l'Ukraine. La monnaie ukrainienne ayant connu une chute vertigineuse, l'Ukraine a dû se tourner vers le FMI, et l'une des conditions pour obtenir un prêt était de réduire les subventions énergétiques qui, en plus des rabais russes, permettaient le maintien du niveau de vie. Face à la nécessité impérieuse de réduire les prix de l'énergie, le président Viktor Ianoukovitch, arrivé au pouvoir après les élections de février 2010, a conclu un accord avec Moscou pour prolonger le bail russe de Sébastopol au moins jusqu'en 2042 en échange d'une réduction de 30 % des prix du gaz.

Malgré sa réputation de président pro-russe, Ianou-kovitch a cherché à utiliser la révolution du schiste pour remédier à la situation énergétique difficile de l'Ukraine. Il s'agissait d'utiliser les capitaux et les technologies occidentaux pour exploiter les gisements de gaz de schiste de l'Ukraine dans le bassin Dniepr-Donets dans le Donbass et le champ d'Oleska dans l'ouest du pays. En plus d'avoir conclu en 2012 et 2013 des contrats avec Shell et Chevron, il a également autorisé Shell et ExxonMobil à prospecter le gaz offshore en mer Noire, à Skifska.

Ainsi, l'Ukraine est devenue en Europe une ligne de fracture en matière de ressources, qui s'est ajoutée aux lignes de fracture en matière de transit existantes depuis 1991. Au moment où l'Ukraine négociait un accord d'association à l'Union, les difficultés énergétiques immédiates du pays demeuraient une vulnérabilité aiguë. Le fait que les prix pour les consommateurs soient subventionnés et fortement réglementés a limité la capacité du gouvernement de Kiev à recevoir un soutien financier substantiel et durable de la part du FMI et de l'Union, chacun exigeant la libéralisation du secteur. Lorsque l'Ukraine a été confrontée à une crise financière à la fin de l'année 2013, au moment où l'Union était prête à finaliser l'accord d'association, Poutine est intervenu et a proposé à Ianoukovitch une importante réduction des prix du gaz et le rachat de 15 milliards de dollars de la dette souveraine ukrainienne. En échange, celui-ci a renoncé à l'accord d'association avec l'Union européenne, ce qui a déclenché les événements que l'on connaît : la révolution de Maïdan, l'annexion de la Crimée par la Russie et la violente tentative de sécession des factions pro-russes de Donetsk et de Louhansk.

La crise de 2014 a brisé bien plus que l'intégrité territoriale ukrainienne. Elle a réorganisé le paysage énergétique européen. L'Ukraine étant en plein tumulte, les entreprises énergétiques occidentales ont suspendu leurs activités dans le pays. Après plusieurs litiges amers arbitrés par l'Union européenne, l'Ukraine a cessé d'acheter du gaz directement auprès de Moscou en novembre 2015, achetant plutôt ce qui était en grande partie des importations russes auprès de plusieurs membres orientaux de l'Union, principalement de la Slovaquie. En ce qui concerne le transit, le conflit de 2014 a conduit Vladimir Poutine à intensifier ses efforts pour exclure totalement l'Ukraine du réseau de Gazprom, en s'engageant à construire de nouveaux gazoducs sous la mer Baltique et la mer Noire. En outre, la profondeur de la crise ne

pouvait qu'inciter l'Allemagne et les États d'Europe centrale à soutenir les nouveaux projets Nord Stream 2 et Turkstream pour assurer leur sécurité énergétique.

La décision de Moscou d'annexer la Crimée en 2014 a également reconfiguré l'orientation géoéconomique de la Russie. En s'adaptant aux sanctions imposées par les États occidentaux, Poutine a interdit les importations de denrées alimentaires en provenance des États-Unis, de l'Union européenne et du Canada et a encouragé la production nationale. Le contrôle complet de Sébastopol et de la côte centrale nord de la mer Noire depuis mars 2014 a permis à la Russie de développer l'infrastructure portuaire nécessaire pour devenir un exportateur agroalimentaire important, notamment vers le bassin méditerranéen. Au moment où Poutine lançait la guerre en 2022, la Russie était devenue le premier exportateur d'engrais et le premier exportateur de blé au monde, s'arrogeant près d'un quart du marché.

Ce passage à la guerre n'a fait que renforcer la capacité de la Russie à perturber les flux alimentaires et, en fin de compte, à diviser les membres de l'OTAN. La marine russe ayant rapidement fermé le détroit de Kerch, qui relie la mer d'Azov à la mer Noire, et patrouillé les eaux autour d'Odessa, la Russie a pu empêcher l'Ukraine d'utiliser ses ports alors qu'avant la guerre, 80 % des exportations ukrainiennes étaient transportées par voie fluviale. L'Ukraine étant un important exportateur de denrées alimentaires, notamment de blé, le blocus russe s'est traduit directement par une crise alimentaire quasi catastrophique pour certains pays du Sud, où l'offre est insuffisante et les prix élevés. Ce qui pourrait être fait pour atténuer cette crise alimentaire redevient rapidement une question complexe pour l'OTAN, car la Turquie devrait donner son autorisation pour permettre aux forces navales de l'OTAN d'entrer dans la mer Noire et, si elle le faisait, l'escalade des risques serait inacceptable pour l'Allemagne et la France.

Ni la Russie ni le reste du monde ne peuvent échapper à ce que la Russie a mis en mouvement au plan géopolitique. Si la Russie devait conserver son contrôle actuel sur la majeure partie de la côte nord de la mer Noire, sur une bonne partie du Donbass et sur la ville de Kherson dans l'estuaire du Dniepr, la guerre qu'elle aura menée pour s'assurer ce territoire aura considérablement renforcé l'identité nationale ukrainienne et le soutien extérieur à un État-nation ukrainien indépendant. Cet État-nation pourrait bien être matériellement non viable sans un changement de l'équilibre actuel des forces militaires dans le sud de l'Ukraine : en dehors de toute autre considération, si l'Ukraine reste enclavée au-delà d'Odessa et que la Russie contrôle les eaux autour de cette ville, comment l'Ukraine pourra-t-elle importer du gaz dans un monde où l'Europe se tourne vers le gaz maritime? C'est précisément pour cette raison qu'une victoire russe

à court terme qui enclaverait l'Ukraine signifierait que la guerre ne pourrait en fait pas se terminer sans que les pays occidentaux n'abandonnent l'Ukraine - une solution que ni l'Union ni l'Alliance atlantique ne pourront tolérer.

La transition énergétique au point mort

Le poids de la puissance énergétique de la Russie témoigne de la centralité persistante de l'énergie fossile dans l'économie mondiale et la vie quotidienne. La transition énergétique, qui, si elle réussit, serait en fait une révolution énergétique, s'est avérée jusqu'à présent très lente. En 1992, année du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro, les énergies fossiles représentaient 87 % de la consommation mondiale totale d'énergie. Aujourd'hui, elles en représentent 84 %. Sans percées technologiques en matière de stockage, le solaire et l'éolien restent des sources d'énergie primaire intermittentes pour la production d'électricité et, même si les ventes de véhicules électriques personnels augmentent, les transports sur lesquels fonctionne l'économie mondiale - bateaux et camions - nécessitent des produits pétroliers. L'Allemagne, qui s'est engagée bon an mal an dans une transition énergétique depuis les années 1980 et où moins de 50 % du mix électrique provient de combustibles fossiles, utilisait encore des combustibles fossiles pour 77 % de sa consommation d'énergie primaire en 2020. Alors qu'à l'inverse, les solutions pratiques pour remplacer le gaz dans le chauffage des ménages existent dans les pompes à chaleur et l'isolation, les gouvernements n'ont pas agi pour convaincre les citoyens de leur nécessité, ni engagé les fonds nécessaires aux travaux requis.

Les problèmes de l'Europe concernant la transition dans la production d'électricité ont été particulièrement mis en évidence en 2021. À la fin de l'hiver, au printemps et au début de l'automne de l'année dernière, la vitesse du vent était souvent faible. Pour une île septentrionale relativement étroite, le Royaume-Uni bénéficie de certaines des conditions les plus propices au monde pour l'énergie éolienne, mais la société britannique SSE a indiqué qu'entre avril et septembre 2021, ses actifs renouvelables centrés sur l'éolien terrestre et en mer ont produit 32 % d'électricité de moins que prévu. En raison de la faiblesse des vents, les centrales électriques ont dû utiliser davantage de gaz. À l'automne, cet impératif a accru la demande à un moment où les prix des importations de gaz naturel s'envolaient sous la pression du choc chinois et de la réticence de Gazprom à fournir davantage.

L'augmentation du coût de l'énergie fossile suscite à la fois le désir d'accélérer la transition énergétique et – tout en rappelant à quel point le monde est encore dépendant des combustibles fossiles – incite les gouvernements à donner la priorité à toute forme d'énergie exigée sur le moment. La crise énergétique qu'a connue la Chine à l'automne 2021, qui a commencé par des perturbations

autour du charbon et a vu le rationnement de l'électricité dans vingt provinces entre septembre et novembre, est révélatrice de cette situation difficile. Inquiets de savoir d'où viendrait l'énergie nécessaire pour répondre à la demande, le Comité central du Parti communiste chinois et le Conseil d'État ont publié de nouvelles directives officielles mettant en garde contre « toute réaction excessive » en matière de réduction des émissions de carbone.

La guerre a également exposé au grand jour certaines des dures réalités de la transition comme la durabilité de la consommation énergétique mondiale actuelle. Englués dans leur crise énergétique de l'automne 2021, les dirigeants chinois ont promis une « stratégie de conservation globale » et un objectif stratégique de « contrôle approprié de la consommation totale d'énergie ». En revanche, pour les pays occidentaux, le souvenir de la politique des années 1970 rend les appels aux sacrifices extrêmement désagréables sur le plan politique. Si certains hommes politiques européens de premier plan, comme Mario Draghi, ont été disposés à suggérer que les citoyens devraient consommer moins d'énergie pour rendre les sanctions énergétiques contre la Russie réalisables, aucun n'a été tout à fait disposé à suggérer que cela pourrait représenter une nouvelle permanence pour faire avancer la transition énergétique.

En augmentant de la sorte l'importance de ce qui se trouve être en jeu, la guerre met toujours en relief la dureté d'un ici et maintenant dramatique tout en libérant des forces chaotiques. Par opposition, la manière dont les gouvernements ont poursuivi la transition énergétique a davantage ressemblé à une tentative de mettre le présent en suspens et de sauter dans l'avenir par la seule force de la volonté. Les gouvernements européens ont de nouvelles raisons géopolitiques profondes d'aspirer à un avenir qu'ils souhaitaient déjà et dans lequel, comme le déclarait Angela Merkel en janvier 2020, l'Europe deviendrait « le premier continent sans CO2 ». En d'autres termes : dans la nécessité géopolitique et économique du pétrole gît en puissance la subordination ; dans l'espoir de l'énergie solaire et éolienne et de l'électrification se trouve l'offre de Macron en faveur de la souveraineté européenne. Or la guerre n'aurait pas pu rendre plus claire la difficulté d'un tel changement matériel. L'énergie contraint ceux qui font la guerre comme ceux qui la subissent : l'Ukraine transporte le pétrole et le gaz russes vers l'Europe par ses pipelines ; la Russie paie l'Ukraine pour transporter ces exportations. En matière d'énergie, même le pouvoir transformatif de la guerre a ses limites.

Les choix sont aujourd'hui plus difficiles. L'engagement en faveur d'un avenir énergétique différent entrave déjà la recherche par l'Allemagne d'un approvisionnement en gaz non russe dans le présent. En mars, le ministre allemand de l'économie, Robert Habeck, s'est rendu au Qatar pour tenter de conclure un accord sur le GNL. Lorsqu'un accord a finalement été conclu le 20 mai, l'Allemagne ne pouvait se féliciter que d'un engagement qatari pour le gaz exporté par l'usine américaine Golden Pass du Qatar à partir de 2024 et de la promesse de discussions supplémentaires sur l'approvisionnement à long terme. Une bonne partie du problème réside dans le fait que le Qatar veut un accord à plus de vingt ans tandis que l'Allemagne veut se retirer du marché du gaz avant 2040. Plus généralement, la question de savoir si les gouvernements et les citoyens devront faire face aux contraintes d'approvisionnement en énergie fossile par rapport aux impératifs écologiques de la transition énergétique nous rapproche d'une réponse.

À l'imitation de Wilkins Micawber, le personnage de fiction inventé par Dickens, les politiciens occidentaux peuvent espérer que « quelque chose se passera ». Dans le « Sud global », le rationnement de l'énergie est déjà là, rendant la pression de la réalité déjà beaucoup plus forte. D'une manière ou l'autre - que ce soit à travers « l'écologie de guerre », par la tentative de réduire plus rapidement les émissions de carbone ou par la récession — les pays occidentaux se dirigent vers une réduction de la consommation d'énergie.



Laurance Tubiana • Directrice de la Fondation européenne pour le climat, Professeure à Sciences Po Paris et à l'université Columbia (New York, États-Unis)

La construction de la paix dans un monde en guerre écologique

L'invasion de l'Ukraine par la Russie génère une convergence de diverses notions de sécurité: énergétique, militaire, financière, alimentaire, climatique. Ces champs habituellement traités de manière distincte ne peuvent plus l'être, tant cette crise aggrave tous les vecteurs d'instabilité au-delà du conflit lui-même. Une flambée des prix de l'énergie et des produits de base, une inflation qui menace sérieusement les ménages, un ratio du service de la dette qui atteint des taux dangereux pour de nombreux pays, la menace d'une récession économique, la réorientation du système multilatéral par des dynamiques de guerre froide... la réponse européenne a consisté à lier l'impératif climatique à la sécurité énergétique à travers le plan « RePowerEU »1, en accélérant la transition hors des énergies fossiles - et en premier lieu des fossiles russes, au plus tard d'ici 2027.

Mais cette convergence est avant tout une convergence de crises, et celle-ci restreint aussi le champ d'action, ce alors que les impacts physiques climatiques se manifestent déjà avec violence à presque 1,2 C° de réchauffement. Sans décarbonation, l'avenir nous promet des turbulences toujours croissantes - par l'accroissement des impacts climatiques mais aussi la contraction économique, le repli diplomatique et financier, ainsi que des conflits et des crises humanitaires sans précédent. Ces chocs annoncés nous priveront peu à peu d'outils pour être à leur hauteur.

Cette nouvelle convergence des crises demeure à la recherche d'un prisme capable de mobiliser les gouvernements et le système multilatéral dans la même direction, celle de l'Accord de Paris. L'action climatique s'est construite dans une autre ère, d'évidence plus propice

 Commission européenne, REPowerEU: Un plan visant à réduire rapidement la dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes et à accélérer la transition écologique, mai 2022. aux avancées multilatérales : 2015, c'était aussi l'année où furent entérinés les objectifs de développement durable des Nations-Unies, ainsi que l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien.

Comment donc protéger le climat aujourd'hui au sein d'une trajectoire géopolitique profondément différente – que l'on y voie la démondialisation ou, de façon plus nuancée, une « fragmentation géo-économique »², pour emprunter l'expression de Kristalina Georgieva ?

La diplomatie du Pacte vert à l'ère de l'écologie de guerre

Il est entendu, dans la notion même de la nouvelle « écologie de guerre », comme Pierre Charbonnier la décrit si richement³, que ce nouvel impératif écologique porté par l'invasion russe n'est pas forcément propice à la diplomatie et la coopération. Cet impératif comporte un risque, celui d'être invalidé ou détourné en faveur de la sécurité énergétique et la recherche à tout prix de sources fossiles alternatives, ces énergies retrouvant soudain une légitimité. L'écologie de guerre peut être un piège pour le Pacte vert européen.

Comme la réaction des institutions européennes et des États membres le montre, l'écologie dite « de guerre » offre effectivement une puissante capacité de ralliement, un large dispositif d'action et une polysémie d'enjeux (souvent) légitimes, qui entendent dans leur ensemble accélérer l'action écologique. Mais elle constitue aussi un encouragement tacite à mélanger et à fusionner les objectifs (isoler la Russie, réussir notre autonomie énergétique...) et les échelles de temps (se chauffer cet hiver, réduire nos émissions de 55 % d'ici à 2030...), à un tempo dont nos institutions perdent le contrôle.

En ce sens, l'impératif climatique se voit déformé dans le prisme de l'écologie de guerre. Le Pacte vert européen se voit réfracté en champs distincts - allant de la sécurité énergétique, à l'agriculture comme assise stratégique, etc. - reléguant au second plan, voire au statut d'externalité, son objectif pourtant central : réussir la décarbonation et, par effet d'entraînement, rendre vraisemblable celle de la planète entière.

Or la question climatique relève de la protection d'un bien public mondial. Cet enjeu est d'une ampleur qu'aucune logique de conflit ou d'attrition ne peut intégrer, puisque les jeux à somme nulle n'ont pas leur place dans la protection du climat.

Il est évident, par ailleurs, que ce nouveau paradigme d'écologie de guerre est *sui generis* au leadership

- Kristalina Georgieva, Why We Must Resist Geoeconomic Fragmentation—And How, FMI, mai 2022.
- Pierre Charbonnier, "La naissance de l'écologie de guerre", le Grand Continent, 18 mars 2022.

de l'Europe dans la gouvernance climatique tel qu'elle s'est constituée à ce jour. En effet l'Union européenne, par la précision de ses engagements, se dresse depuis des années en à l'avant-garde de l'ambition climatique et en interlocuteur privilégié de la Chine, des États-Unis, et du G20 sur les questions de réduction des gaz à effets de serre et des objectifs entérinés dans l'Accord de Paris. C'est aussi ce rôle qui est visé par Poutine aujourd'hui, car cet engagement permet à l'Europe de porter le système multilatéral au-delà de l'ère des énergies fossiles, et priverait, à terme, la Russie de 70 % de son marché d'exportation de gaz, de pétrole et de charbon, sa plus importante source de revenus.

L'invasion, en plus de revendiquer la souveraineté russe dans sa sphère d'influence auto-proclamée, impose aux États européens des choix énergétiques terriblement difficiles et susceptibles de creuser les divisions, comme le montre évidemment le positionnement de la Hongrie vis-à-vis de l'invasion et les exceptions qui lui sont accordées dans l'embargo sur l'importation de pétrole russe. La France, pour sa part, est depuis le début de la guerre devenu le premier acheteur mondial de gaz naturel liquéfié russe.

Et pourtant, la résilience dont fait preuve l'Europe en dépit de ces contradictions quotidiennes nous fait aussi prendre conscience de la contribution du Pacte vert à la stabilité européenne aujourd'hui. Cela rappelle la résilience du Pacte vert au choc économique provoqué par la pandémie : un tiers du plan de relance NextGenerationEU, soit 800 milliards d'euros, lui fut alors dédié. On n'ose imaginer le bouleversement géopolitique qu'aurait déclenché l'agression russe si l'Europe n'avait pas eu un cadre et une feuille de route claire, crédible et financée pour acter le désinvestissement des énergies fossiles. Celui-ci serait d'un autre ordre de grandeur.

Un renversement de cette ampleur reste possible. Dans les dernières lignes de son texte, Pierre Charbonnier conclut très justement que :

« de l'invention d'un modèle de développement, de coopération et de construction civique qui intègre l'impératif planétaire au jeu des rivalités géopolitiques dépend la capacité de l'Europe à ne pas tomber entièrement sous l'influence du modèle autoritaire et impérialiste. »

Il y a là, pour commencer, un enjeu interne au Pacte vert. En France, comme en Hongrie et bien ailleurs, les populismes d'extrême droite laissent le champ libre au projet géopolitique du Kremlin. Il est essentiel de contrer ses populismes en réussissant la mise en place d'un nouveau contrat social⁴ par le Pacte vert, et il est légitime d'user des dispositifs ou de la rhétorique de la situation

 Laurence Tubiana, Le Green Deal est le nouveau contrat social, le Grand Continent, septembre 2021. de guerre, notamment pour inciter à efforts historiques en matière de sobriété énergétique et d'indépendance.

En revanche, l'impératif climatique ne peut jamais être asservi à un jeu géopolitique imposé par la Russie. Depuis longtemps, celle-ci emprunte un discours du déni ou de doute sur l'action climatique. Désormais, elle entend imputer la convergence des crises actuelle à une politique européenne qui, selon les dires de Vladimir Poutine, a produit l'inflation en partie car elle a « tout misé aveuglément sur les énergies renouvelables. » Ce discours cynique destiné au reste du monde, a pour but d'isoler l'Europe dans son soutien à l'Ukraine. À cela s'ajoutent les soutiens russes aux mouvements populistes européens qui font du déni climatique une marque de l'identité.

Or pour l'Ukraine comme pour le climat, l'Europe ne peut pas faire seule. On mesure là la nécessité existentielle pour l'Europe de réussir une véritable mue diplomatique dans le cadre du Pacte vert.

Cette ambition d'une grande diplomatie climatique est inscrite dans la logique du Pacte vert. Elle est aujourd'hui réitérée, et explicitement recadrée par l'agression russe. Représentant la position de la Commission et de la Banque européenne d'investissement, Josep Borrell et Werner Hoyer ont signé une tribune en ce sens depuis la guerre⁵, soulignant que celle-ci « a renforcé la logique stratégique » pour tous les pays de sortir des énergies fossiles. Un constat qui, disent-ils, animera donc les choix d'investissements internationaux de l'Europe.

Autrement dit, c'est par l'ancrage et l'enrichissement de l'action climatique que ce pari russe sera vidé de son propos pour être remplacé par une nouvelle géopolitique, celle des énergies renouvelables. La diplomatie du pacte vert se lira comme un pacte de paix.

Mais si la guerre a souligné cet impératif, la réaction internationale à l'invasion montre que c'est un message qu'il sera difficile pour l'Europe de transmettre.

Le Pacte vert face au nouveau non-alignement

L'invasion russe est la plus violente transgression de la souveraineté d'un État depuis l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Ce constat, par des raccourcis d'alliances occidentales et d'historiques de guerre froide, facilite une sorte d'équivalence qui favorise l'ambiguïté et le non-alignement de nombreux États dans le monde vis-à-vis de l'Ukraine.

Ceci endommage l'espoir d'une résolution rapide du conflit, d'un soutien humanitaire digne de ce nom aux Ukrainiens, et affaiblit la diplomatie européenne dans son

^{5.} Josep Borrell, Werner Hoyer, « Decarbonization Is Now a Strategic Imperative », Project Syndicate, 27 avril 2022.

ensemble.

Malgré sa proximité et son horreur, le conflit en Ukraine est critique non pas parce qu'il se situe en Occident, comme certains l'entendent, mais parce qu'il mobilise les grandes puissances de façon à devenir le plus grand déterminant de sécurité mondiale - sur le plan nucléaire notamment, mais également sur le plan climatique.

Or ce non-alignement nous fait aussi mesurer l'énorme déficit de confiance que la diplomatie européenne a engendré ces dernière années, notamment vis-à-vis des pays africains. Échéances manquées pour la finance climat, gestion violente des politiques migratoires, dette, non-partage de la propriété intellectuelle des vaccins... le communiqué du sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne, qui s'est tenu à la veille de l'invasion et avec 18 mois de retard en raison du Covid, se donne l'apparence d'un « reset » sur tous ces épineux dossiers préalables, mais ne fait aucune mention des centaines de milliers de forces russes alors massées aux frontières ukrainiennes. Un non-dit comme un gouffre, qui menace de se creuser depuis.

Depuis l'invasion, l'Assemblée générale des Nations-Unies s'est par trois fois exprimée par un vote sur l'invasion de l'Ukraine. Par trois fois, ce non-alignement s'y est manifesté⁶.

Le 2 mars, une résolution déplorant l'invasion, bien que soutenue par 141 États, a vu s'abstenir des partenaires européens clé, et particulièrement essentiels pour le climat : la Chine et l'Inde. La moitié des pays africains, dont l'Afrique du Sud, ont également manqué de soutenir la résolution, par leur abstention ou par leur absence.

Alors que le conflit perdure, le système multilatéral voit cette dynamique de soutien envers la Russie se creuser. Le 7 avril, le jour où furent révélées les exécutions en masse de civils dans la ville de Boutcha, un vote à l'Assemblée générale voué à éjecter la Russie du Conseil des droits de l'homme a révélé ce contraste criant : 93 États pour, 58 absentions et 24 contre, soit presque la moitié des États qui, d'une manière ou d'une autre, n'ont pas souhaité apporter leur soutien à cette forme de condamnation. Certes, ces votes sont d'abord un affront pour la paix en Ukraine et la protection des Ukrainiens. Il n'y était pas question de climat. Mais cela démontre bien - si cela est nécessaire - que ce n'est pas par la force morale ou la preuve d'exactions que ce dangereux pari du Kremlin sera rendu illégitime au regard du monde.

Cette dangereuse dynamique menace de cliver le sys-

 « Trois cartes pour comprendre le bouleversement géopolitique que constitue la guerre en Ukraine », le Grand Continent, 8 avril 2022 ainsi que « Cartographier les réactions à l'invasion de l'Ukraine », le Grand Continent, 24 février 2022. tème multilatéral au moment le plus décisif pour l'action climatique, ce alors que le GIEC nous donne trois ans pour enclencher une décarbonation mondiale avec l'impulsion nécessaire.

Des partenariats énergétiques sur fond de tensions

Le Pacte vert est actuellement le seul dispositif dans le monde capable de dépasser cette dynamique. Or, parmi les États contre ou s'étant abstenus de ce dernier vote, on retrouve des partenaires essentiels à l'ambition climatique européenne. Un exemple : dans le pourtour méditerranéen, l'Algérie et le Maroc, deux pays à la fois candidats à des partenariats approfondis avec l'Europe, mais qui trouvent de nouveaux leviers - énergétiques - pour asseoir leur ambiguïté stratégique en réponse à la crise ukrainienne.

Cet exemple met aussi en évidence l'importance de lignes de faille existantes, en l'occurrence la question du Sahara occidental. Territoire largement contrôlé par le Maroc mais sur lequel l'Union européenne ne lui reconnaît pas la souveraineté, et auquel les Nations Unies ont conféré le statut spécial de « territoire non autonome », celui-ci fait l'objet de tensions persistantes et croissantes avec l'Algérie qui y soutient un mouvement séparatiste. Ayant rompu leurs relations diplomatiques (et énergétiques, l'Algérie sevrant l'exportation de son gaz vers le Maroc depuis l'an dernier), la situation est si sérieuse que certains analystes y voient les prémices d'un conflit armé entre les seconde et troisième puissances militaires d'Afrique.

En mars 2022, l'annonce par le Maroc d'une formule qui entend accorder au Sahara occidental un certain degré d'autonomie a été soutenu par les gouvernements européens, avec en contrepartie, notamment, un engagement de la part de l'Espagne à compenser cette coupure du gaz algérien, ainsi que le rétablissement de relations diplomatiques avec le nouveau gouvernement allemand (après plus d'un an de gel), qui pourrait laisser présager de la reprise d'un projet d'infrastructure pour la production et l'exportation d'hydrogène vert. Celui-ci avait également été interrompu l'an dernier, au plus bas des relations entre le Maroc et l'Union européenne.

Ce nouveau rapprochement tâtonnant ne suffit manifestement pas pour voir le Maroc apporter son soutien à la position européenne sur l'Ukraine, mais indique que les solutions aux enjeux énergétiques du Maroc sont un domaine probant pour la diplomatie européenne.

Depuis l'invasion, l'Algérie, pour sa part, signe des accords avec l'Italie pour augmenter ses exportations de gaz, et menace l'Espagne de couper son approvisionnement de gaz en raison de son rapprochement avec le Maroc. L'Algérie fournit plus d'un dixième des importations de gaz européens, son principal partenaire militaire pour l'armement est la Russie, auprès de qui elle s'est également engagée - avant l'invasion - à devenir l'un des principaux acheteurs de blé. On voit dans la position de l'Algérie cette volonté prononcée de non-alignement. Mais on voit plus largement comment la conjonction de crises actuelle rend le pays vulnérable, que ce soit à la flambée des prix des denrées alimentaires ou aux impacts climatiques. Sombre métaphore pour cette conjoncture climato-géopolitique : l'été dernier, en réponse aux incendies dévastateurs de forêt qui ont fait 90 morts, l'Algérie a fait l'achat de huit bombardiers d'eau russe.

Pourtant, les propositions qui ressortent de la crise actuelle illustrent le champ des possibles pour la diplomatie du Pacte vert : le think tank italien Ecco⁷, par exemple, souligne le vaste potentiel d'un partenariat européen avec l'Algérie et l'Égypte pour une transition énergétique du gaz vers le renouvelable. L'Algérie, dont le système énergétique dépend à 99 % du gaz aujourd'hui, pourrait ainsi créer des dizaines de milliers d'emploi pérennes et diversifier son infrastructure énergétique de manière compatible avec l'Accord de Paris, tout en générant des revenus importants et en subvenant pendant la transition, aux besoins de gaz européen par ses infrastructures existantes. Souhaitable et nécessaire.

En ce sens, on peut saluer le fait que les nouveaux partenariats entrepris par la Commission européenne avec les exportateurs de gaz, comme l'accord récemment conclu avec l'Égypte, sont assortis d'un volet sur l'investissement dans les énergies propres. Une initiative d'autant plus précieuse que l'Égypte accueille la COP27 cette année, et fait face à des pressions macro-économiques qui la rendent particulièrement vulnérable à l'actuelle convergence des crises, comme l'ont explicitement reconu le G7 dans un communiqué en juin. Ce type d'initiative pourrait être répliquées par d'autres pays comme l'Inde avec son « alliance solaire », ou la Chine qui s'efforce de verdir les investissements de la Belt & Road Initiative.

L'Afrique du Sud, certainement le plus vocal de ces « non-alignés » aujourd'hui, constitue un autre déficriant : un partenaire avec lequel la diplomatie climatique européenne est la plus poussée, novatrice, mais où la crise ukrainienne donne une nouvelle dimension et une obligation de réussite.

L'Afrique du Sud est effectivement le pays avec lequel l'Europe (accompagné des États-Unis et du Royaume-Uni,) ont élaboré le « plan de transition énergétique juste » à ce jour le plus concret et précis en matière de coopération internationale. Ce partenariat, voué à être financé à hauteur de 8,5 milliards de dollars dans sa première phase,

 Annalisa Perteghella, Elena Corradi, Gas-to-clean transition in the Mediterranean: Towards New Partenrships with Algeria and Egypt, ECCO avril 2022. est voué à appuyer le pays dans sa sortie du charbon et notamment de cibler les communautés les plus touchées par la fin de ce secteur, pays où les industries extractives emploient un demi-million de personnes, dont 20 % dans le charbon.

L'annonce de ce partenariat, dévoilé lors de la COP26 à Glasgow l'an dernier, a été très largement reconnu comme l'un des points forts de ce sommet : un soutien ciblé, cohérent, en apparence correctement financé, et qui a le potentiel de développer une base d'expertise en matière de transition énergétique qui doit servir d'exemple au sein du G20 et au-delà, et ce rapidement. Or le gouvernement sud-africain et son président, Cyril Ramaphosa, se mettent en première ligne des États non-alignés, dans leurs votes et leurs propositions de textes à l'Assemblée générale, ainsi que dans un discours qui impute à l'OTAN la responsabilité de l'invasion russe.

Il est évidemment difficile pour la diplomatie européenne d'accepter de tel positions, comme en témoigne alors la réponse de l'ambassadrice de l'Union européenne en Afrique du Sud, Riina Kionka, après l'affront du premier vote à l'Assemblée générale. « Nous cherchons toujours à comprendre », déclara-t-elle. « Nous sommes perplexes, » dit-elle par ailleurs à la presse locale, « parce que l'Afrique du Sud se voit, et est vue dans le monde, comme un pays champion des droits humains, du droit international et de l'état de droit. »

Au-delà de ces positionnements diplomatiques convenus, l'Europe doit tirer le constat qu'il est difficile pour l'Afrique du Sud d'accepter que leur action climatique ne revienne qu'à une nouvelle accumulation de dette vis-à-vis des bailleurs occidentaux. « Je ne suis pas négative quant aux opportunités que cet argent présente » expliquait plus récemment la ministre sud-africaine de l'environnement, Barbara Creecy, « mais je suis réaliste quant au fait que nous devons l'examiner correctement et que nous ne devons pas nous précipiter. Il y a beaucoup de scepticisme sur le fait qu'il ne s'agit que d'un financement de prêt, que cela va aggraver la situation de notre dette souveraine. »

En avril, l'Afrique du Sud a fait l'expérience d'inondations dévastatrices ayant fait des centaines de morts et déplacé des dizaines de milliers de personnes. Le président Ramaphosa a directement attribué ces chocs à la crise climatique, et la science lui donne raison. Au-delà des rapports de force, le constat de l'urgence d'agir et la volonté politique sont manifestement là. Il revient à la diplomatie européenne d'apporter une enveloppe financière et un projet de coopération sensibles à l'actuelle convergence des crises, et donc de traduire concrètement l'engagement de 300 milliards attribués au projet d'investissement d'infrastructure internationale de l'Union européenne, le « Global Gateway ».

La trajectoire et la progression de ce partenariat - ainsi que l'annonce attendue d'autres plans de transition énergétique justes avec d'autres pays candidats, comme l'Indonésie ou l'Inde (non alignés, eux aussi) - sera un test essentiel de la capacité européenne à faire primer l'impératif climatique sur les calculs de la géopolitique russe.

Dans ce domaine, l'Europe apparaît à la traîne, comme le montre la « *International Energy Strategy* » lancée en même temps que le plan RePowerEU pour expliciter la nouvelle diplomatie énergétique du continent. Là où RE-PowerEU insuffle une volonté politique renouvelée aux objectifs climatiques à long terme de l'Europe, la stratégie internationale apparaît plutôt comme une course contre la montre pour remplacer le gaz russe par une nouvelle série de dépendances envers d'autres exportateurs d'hydrocarbures. Les actions de certains membres, dont l'Allemagne, brouillent encore plus les cartes, comme en témoigne la visite du chancelier allemand Olaf Scholz au Sénégal, où des accords sur des nouvelles explorations de champs gaziers ont aboutis, sans volet d'investissements dans les renouvelables.

Étant donné que la durée des projets fossiles se mesure en décennies, qu'ils mobilisent d'importants capitaux et qu'ils nécessitent des infrastructures onéreuses, il est difficile de voir comment de telles dépendances répondent à la crise actuelle et servent la sécurité de l'Europe ou du monde. Si ces infrastructures sont durables, elles nous enferment dans des choix énergétiques à long terme qui entraveront la transition.

L'Union européenne devrait plutôt tirer les leçons de sa réponse au Covid et sa politique d'achat de vaccins, et s'appuyer pleinement sur la proposition d'acheter conjointement du gaz non russe, de manière à minimiser le besoin de nouvelles infrastructures et à éviter une concurrence dommageable entre États membres et exportateurs potentiels. D'autre part, la ruée mondiale vers le gaz se déroule alors que certains États membres prévoient également de prolonger l'usage du charbon. Même s'il s'agit d'une mesure d'atténuation de la crise limitée dans le temps, elle est difficile à concilier avec notre rhétorique internationale. Nos partenaires internationaux, notamment au sein du G20, voient ces décisions d'un très mauvais œil, ce alors même que l'Europe s'est accordée des exceptions pour le financement du gaz dans sa taxonomie en qualifiant de « verts » les investissements dans le gaz à certaines conditions.

En outre, l'Union européenne, bien que leader en matière de subventions aux énergies renouvelables, est beaucoup plus lente à réduire son soutien aux combustibles fossiles. Les 27 États membres subventionnent le renouvelable à hauteur de 78 milliards d'euros contre 56 milliards d'euros pour les fossiles.

Climat et sécurité, un prisme peu pensé

Malgré ces dangereux impensés, qui soulignent les risques inhérents à la géopolitique des énergies fossiles, l'Union européenne reste une référence en matière de volonté politique et d'engagements institutionnels pour la décarbonation. Ces crises mettent nos institutions à rude épreuve, mais elles nous éclairent également. Elles révèlent la responsabilité singulière de l'Europe, aujourd'hui, pour réaliser une vision du monde ancrée dans la sécurité et la solidarité.

La plus grande épreuve à court terme - et la manifestation la plus critique de ce maillage de crises - sera la pénurie alimentaire mondiale annoncée par tous les observatoires compétents. Selon le Programme Alimentaire Mondial, le nombre de personnes en insécurité alimentaire a doublé de 135 million à 276 million depuis 2019, une tendance déjà aggravée par les chocs climatiques sur les rendements agricoles, l'enlisement des conflits, et l'impact économique continu de la pandémie.

Par ailleurs, la Russie et l'Ukraine fournissent presque 30 % du blé et de l'orge sur le marché mondial, ainsi que trois quarts de l'huile de tournesol. Leurs exportations de denrées alimentaires représentent environ 12 % des calories sur le marché international. Le blocus sur les ports d'Ukraine et les destructions massives de marchandises par la Russie ont exacerbé les tensions sur les marchés des produits agricoles.

La guerre russe a des conséquences en chaîne sur le reste du monde, en particulier la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires en particulier pour les pays les moins avancés sans pouvoir de négociation. Cela s'ajoute à la série de sécheresses record qui sévit depuis 2021 dans plusieurs régions du monde, et le risque que les pays producteurs suspendent leurs exportations. Un certain nombre de pays en Afrique et au Moyen-Orient, et d'autres tels que l'Inde, la Serbie et (brièvement) l'Indonésie ont déjà usé d'embargos. Une conjoncture macroéconomique dévastatrice qui expose désormais 1,6 milliards de personnes dans 94 pays à l'insécurité alimentaire selon les Nations-Unies, et pose dans plusieurs géographies un risque clair de famine. Ces facteurs font écho à la conjoncture qui a précédé le printemps arabe, mais à une échelle sans précédent. D'ores et déjà, des révoltes ont éclaté en Équateur ou au Sri Lanka.

L'Europe se dit déjà mobilisée pour répondre à cette crise, bien que l'appareil institutionnel ne puisse pleinement compenser un choc de cette ampleur. En parallèle aux mesures d'urgence à penser, la question fondamentale qui se pose est celle-ci : quelle analyse et quels outils permettraient de prévenir plus largement cette convergence des crises plutôt que de la subir, à un coût humain inestimable, et au risque de miner encore plus le système

24

multilatéral?

Vu sur le long terme, le concept de « sécurité climatique » se révèle être la pierre angulaire du dispositif à penser. La finesse et la précision des modèles que le GIEC est désormais en mesure d'apporter sur les conséquences des impacts physiques du réchauffement climatique doit révolutionner la manière dont les institutions se saisissent et rendent opérationnelle cette notion. Or les notions de « risque » et de « sécurité », telles qu'elles figurent dans le régime de la gouvernance climatique, souffrent d'emblée du fait qu'elles manquent de cadre multilatéral pour les traiter. Bien que l'aboutissement de l'Accord de Paris à la COP21 en 2015 ait commencé à pallier ce manque, la traduction de l'Accord en engagements et en actions pour la décarbonation par les États - mais aussi par les marchés financiers, les autorités locales et une constellation d'autres acteurs non-étatiques - est un processus fluide et décentralisé.

Par ailleurs, la conception même de l'Accord de Paris protège les lignes rouges des États sur le maintien de leur souveraineté, tirant le constat des échecs des tentatives précédentes d'entériner des objectifs climatiques, et mise sur un effet d'entraînement graduel à tous les niveaux d'action. Les questions les plus sensibles et politiques, comme le sont les questions de sécurité, sont alors difficiles à aborder en son cadre. Ajoutons à cela une dépendance au chemin qui privilégie la réflexion menée par les acteurs étatiques, et en grand partie militaires. En amont de la COP21, une conférence spéciale « climat et sécurité », organisée par le ministère français de la défense, fut la première en son genre.

Dans les facteurs d'impact habituellement intégrés à ces projections, on retrouve notamment les catastrophes naturelles, la sécheresse, la désertification et l'insécurité alimentaire - autant de « variables » que l'on pourrait qualifier de conventionnelles, en raison du fait qu'elles sont comprises comme étant des « intensificateurs » de scénarios qui dominent déjà l'appareil diplomatique, humanitaire et militaire de gestion de crise des États, car déjà critiques. Autrement dit, elles sont des problématiques où le système multilatéral est déjà en état d'échec avéré.

Les migrations, d'abord. Nous savons qu'en moyenne 21,5 millions de personnes dans le monde se sont vues contraintes de quitter leurs habitations en raison de chocs climatiques chaque année depuis 2008. Selon les « best case scenarios » de la Banque mondiale, il pourrait par ailleurs y avoir jusqu'à 216 millions de migrants climatiques provenant d'Afrique sub-saharienne, d'Asie du sud et d'Amérique latine d'ici à 2050. Les conflits, aussi. L'an dernier, le Haut-commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés signalait 82,4 millions de personnes déplacées par les conflits en Afrique en 2021. L'Institute for Economics & Peace estime qu'il pourrait y avoir 1,2 milliard de

personnes déplacées d'ici 2050 dans le monde, en raison de la multiplication et de l'intensification des conflits par l'inaction climatique.

Le GIEC, pour sa part, n'a pas pour mandat de proposer de telle simulations chiffrables en matière de coût (qu'il soit humain ou financier), mais son constat n'en est pas moins criant. Avec un « haut degré de confiance », son dernier rapport est catégorique : « Les risques climatiques sont un facteur croissant de migration et de déplacement involontaires et contribuent aux conflits violents. » Pour les raisons abordées, le système multilatéral peine à se saisir formellement de ces questions mêmes primaires, et immédiates, de sécurité et de conflit. On l'a vu en décembre 2021 au Conseil de sécurité, alors qu'une résolution portée par le Niger et l'Irlande sur l'importance d'intégrer le risque climatique à la planification de la prévention de conflit n'a pas trouvé l'unanimité. S'y sont opposées l'Inde et la Russie, la Chine s'étant abstenue.

Bien que cette question apparaisse par définition pertinente au mandat du Conseil de sécurité, une des objections principales soulevées relevait de la question du meilleur cadre multilatéral pour en traiter, alors que la Convention cadre des Nations-unies pour les changements climatiques (CCNUCC, dans lequel s'est construit l'Accord de Paris) pourrait également s'en saisir. Par ailleurs, le récent rapport du GIEC a servi de prétexte à la Russie et l'Inde, ainsi que le Brésil, pour affirmer que les liens complexes et non-linéaires entre climat et sécurité qui y sont établis montrent de manière perverse qu'il ne s'agit donc pas d'une causalité directe.

À ce titre, la Russie a mis en garde le Conseil de sécurité « contre les tentatives d'affirmer un lien inhérent entre le climat et la sécurité », rejetant donc la perspective d'intégrer le climat aux questions de guerre et de paix. Mais pour sa part, la CCNUCC n'est en rien équipée pour les traiter. Les outils du système multilatéral sont défaillants ou inexisants pour traiter des liens complexes entre climat et sécurité : que ce soit le système financier, qui ne répond pas au besoin d'investissements, ou l'absence d'un dispositif pour anticiper et gérer les conflits, ce alors que 50 % des pays les plus vulnérables aux impacts climatiques sont déjà en proie aux conflits armés. On pourrait citer ici aussi des sujets émergents comme la géo-ingénierie.

L'humanitaire dans l'immédiat

À défaut de réussir une refonte du système multilatéral, qui plus est dans les délais requis, la diplomatie européenne peut certainement actualiser les enjeux de climat et de sécurité en se saisissant de problématiques humanitaires immédiates, pertinentes et transversales.

La santé, par exemple : la destruction de la biodiversité privilégie la diffusion des zoonoses, comme le sont Ebola, le Covid-19 et 60 % des maladies infectieuses, dont 75 % sont d'origine animale. Cinq nouvelles maladies deviennent transmissibles à l'homme chaque année, un phénomène qui prévoit de s'accélérer alors que l'homme poursuit ses incursions au coeur des écosystèmes et les fragilise. Le concept de « One Health », qui unit la santé humaine, animale et des écosystèmes gagne en importance, notamment auprès des institutions de santé européennes. C'est une tendance à accompagner dans la diplomatie et la coopération, soulignant la dimension évidemment mondialisée de toute maladie infectieuse aujourd'hui, ce alors que la pandémie a illustré à quel point celles-ci pouvaient bouleverser le système multilatéral en profondeur.

La sécurité alimentaire aussi : les chocs auxquels font face le système alimentaire mondial à nouveau ne sont que la confirmation d'une tendance. C'est la troisième fois qu'une telle crise se produit en 15 ans. Comme le soulignait récemment le Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables, il s'agit d'un risque intrinsèque à un système qui repose fortement sur l'importation et l'exportation des denrées alimentaires, où les pays fortement endettés et souvent exposés à l'insécurité alimentaire, doivent exporter leur rendement pour financer leur créances, et où les produits de base sont soumis à une spéculation excessive sur les marchés financiers. La diplomatie européenne pourrait notamment agir pour prévenir la spéculation, soutenir la constitution de réserves céréalières régionales ainsi que la diversification de la production alimentaire et l'adoption de l'agroécologie.

En outre, l'Europe peut aussi apporter des solutions humanitaires et médicales face à l'insécurité alimentaire et particulièrement la malnutrition infantile. Des solutions bien connues des acteurs de terrains existent pour sécuriser les premiers 1000 jours d'un enfant - par la nutrition et la vaccination, notamment - qu'il serait possible d'étendre à moindre investissement. En revanche, la Banque mondiale souligne que la dénutrition coûte entre 3 et 16 % de PIB dans certains pays, par ses impacts dévastateurs sur les populations, surtout les femmes et les enfants.

Conclusion

L'Europe, aux prises avec des turbulences majeures et le retour du tragique sur son sol, écrit en parallèle les premières pages de l'ère post-fossiles. Ce faisant, l'Europe entend se libérer d'une géopolitique des hydrocarbures qui, par la concentration de revenus étourdissants, devient un obstacle à la construction d'institutions démocratiques et constitue un facteur avéré de conflit.

En s'engageant pour une nouvelle géopolitique des énergies renouvelables, l'Europe s'engage aussi à des perspectives économiques qui, dans la conjoncture actuelle, apparaissent encore plus probantes qu'elles ne l'étaient déjà : en dehors de l'effet sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'énergie renouvelable devrait aussi permettre à l'Europe de se prévenir d'un type d'inflation énergétique hors contrôle comme celui que lui est imposée par la Russie aujourd'hui.

Mais cette nouvelle géopolitique sera elle aussi extractive, reposant sur un besoin de métaux rares et de minéraux essentiels à l'infrastructure solaire, éolienne, géothermique, ainsi qu'aux véhicules électriques, comme le cobalt, le lithium, le cuivre, le zinc et des douzaines d'autres. Selon l'Agence internationale de l'énergie, le taux d'extraction de certaines de ces matières premières devra augmenter jusqu'à 44 fois dans de nombreux pays producteurs afin de subvenir aux besoins du marché. Dans le cas du graphite, du lithium et du cobalt, selon la Banque Mondiale, l'augmentation de la production irait jusqu'à 500 % d'ici 2050. Le recyclage complet de ces matériaux est donc essentiel pour ne pas se relancer dans une nouvelle guerre des ressources.

Comme dans toute industrie extractive, les problématiques de sécurité resurgissent donc car se pose la question d'une concurrence sur l'accès aux ressources. Or les analyses laissent penser que nous entrerons dans une dynamique de dépendances qui - bien qu'elle générera, on l'imagine, des tensions entre les États - n'engendrera pas le même degré de volatilité, notamment car les revenus anticipés seront moins démesurés et le commerce de ces matières premières ne permettra pas aux États d'établir les mêmes dynamiques de rente continues, comme l'ont fait le pétrole et le gaz pendant des décennies.

Ces besoins en approvisionnement tendront vers la diversification de ces chaînes de valeur. Il est par exemple question d'exploiter le lithium en Serbie. Mais la société minière Rio Tinto et le gouvernement ont récemment fait face à un rejet massif d'un tel projet par les communautés locales. Là où, dans des géographies plus lointaines de l'Europe, l'industrie minière se serait certainement imposée par la corruption, la force et les exactions, elle doit ici tirer les conclusions d'une nouvelle conjoncture. Il n'y a actuellement qu'une seule mine de lithium dans l'Union européenne, au Portugal, mais une dizaines de projets viables existent en Allemagne, en Autriche, en Espagne, en Finlande, au Portugal et en République tchèque.

La géopolitique des renouvelables devra se poursuivre dans un cadre régulé et propre, ou elle échouera : parce que ces projets seront rejetés par ceux qui en sont en première ligne, comme en Serbie, mais aussi parce qu'elle verra l'industrie renouvelable diabolisée aux yeux des citoyens et des consommateurs, ce qui enfreindra profondément l'action climatique dans son ensemble.

Grâce à la réglementation européenne existante, ainsi

que des initiatives multilatérales comme l'Extractive Industry Transparency Initiative, et des organes de certification respectés comme l'Initiative for Responsible Mining Assurance, il existe déjà un cadre sérieux pour l'Europe d'opérer dans un cadre transparent. Les efforts entrepris en Europe pour assurer la traçabilité des importations de bois et lutter contre la déforestation doivent également servir de référence.

Enfin, comme pour la question de l'achat de gaz nonrusse aujourd'hui, une politique d'approvisionnement commune permettrait aussi à l'Europe d'établir de nouveaux accords dans un cadre concerté et moins en proie aux tensions ou aux transgressions. Ici encore - et l'exemple de la Serbie, pays candidat à l'accession au sein de l'Union européenne, le démontre également - il est question pour l'Europe de prendre l'ampleur de son pouvoir de projection et de sa capacité à devenir un socle de sécurité, climatique et humain, pour ses citoyens, ceux de son pourtour et ceux du monde.

Être à la hauteur de ces défis, c'est aussi tenir promesse à une autre nation prétendante à l'Union européenne : l'Ukraine. Si le Pacte vert réussit ce projet de paix, nous offririons au peuple ukrainien un avenir à la hauteur de de son courage et de ses sacrifices.



Mona Ali • Professeure associée d'économie à l'Université d'État de New York

Entre tragédie et technooptimisme : la nouvelle Realpolitik climatique

Empire

Le musée du Prado et le musée national Reina Sofía ont été fermés au public au cours des deux jours du sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Madrid la dernière semaine du mois de juin. La veille de l'ouverture du sommet, devant le Guernica de Picasso au Sofia, Extinction Rebellion et Fridays for Future ont organisé un die-in. Cinq mille représentants et délégués de l'OTAN sont arrivés à Madrid. Ils étaient accompagnés d'équipes de sécurité comptant près de dix mille personnes. Cette même semaine, la Cour suprême des États-Unis a révoqué le droit à l'avortement, limité la capacité de l'Agence américaine de protection de l'environnement à réduire les émissions de gaz à effet de serre et assoupli le droit de port d'armes aux États-Unis. Et pourtant, le chaos que le système juridique américain avait déclenché à l'intérieur des États-Unis a été temporairement mis de côté lors du sommet de Madrid ; l'équipe du président Biden, mettant en avant l'idée que l'hyperpuissance américaine peut encore, par son hégémonie, stabiliser la planète.

Dans la structure hiérarchique de l'OTAN, les États-Unis occupent le rang de commandant suprême. Le concept stratégique de l'OTAN¹ affirme explicitement que la capacité nucléaire des États-Unis est le pilier de la sécurité de la région Atlantique Nord. À la suite de la guerre déclenchée par le Russie en Ukraine, le programme politique de l'OTAN, récemment mis à jour, a remplacé le partenariat stratégique initialement planifié avec la Russie en 2010 par une position plus agressive à l'égard de la puissance eurasienne. L'OTAN rappelle une constance de son concept stratégique : si un membre de l'OTAN est attaqué, l'article 5 peut être invoqué, ce qui permet à l'alliance de mettre en place des mesures de représailles. L'adhésion

1. Le concept stratégique de l'OTAN, 29 Juin 2022.

de l'Ukraine à l'Union européenne prendra peut-être des années, mais plus de cent mille soldats américains sont actuellement stationnés en Europe. Depuis janvier, presque vingt mille soldats sont venus s'y ajouter.

La mise en place du plus grand déploiement militaire américain en Europe depuis la guerre froide s'accompagne du ravitaillement de l'Europe. Le gaz naturel liquéfié (GNL) américain représente aujourd'hui près de la moitié des importations européennes, un revirement étonnant par rapport à l'année dernière, lorsque le GNL américain s'était trouvé écarté par l'Europe pour des raisons environnementales. Au grand regret des défenseurs du climat, le Parlement européen a voté en faveur de l'inclusion du gaz dans sa taxonomie des énergies vertes. En sécurisant son plus grand marché étranger tout en révisant les règles (taxonomies) des énergies durables, les faucons de la politique étrangère de l'administration Biden ont réussi un remarquable coup d'éclat.

Henry Kissinger a récemment fait remarquer : « Un aspect curieux de cette guerre est qu'elle ressemble presque à la Première Guerre mondiale »2. Un mythe commun propagé par les économistes, est qu'en interrompant le commerce et les investissements internationaux, les guerres freinent la mondialisation. Adam Tooze et Ted Fertik³ complexifient ce raisonnement. Ils affirment que la Première Guerre mondiale a stimulé les circuits de la mondialisation du 19e siècle et les a profondément redessinés. La guerre en Ukraine a bouleversé de manière irrévocable le paysage mondial. L'invasion a été suivie par l'expulsion de la Russie du système commercial et financier mondial par les États membres du G7. La contre-offensive de l'Occident contre l'invasion russe a été menée sur le terrain économique par le biais d'embargos sur les importations et exportations russes, par des saisies des réserves de change russes et d'un soutien militaire important à l'Ukraine. L'expulsion coordonnée de la Russie des infrastructures financières et commerciales mondiales a été sans précédent par son ampleur si ce n'est par son degré de complexité.

Lorsque l'Union européenne a adopté son sixième train de sanctions à l'encontre de la Russie cet été, elle a accepté de se joindre aux Américains et aux Britanniques pour imposer un embargo sur le pétrole russe. Peu après que le plan du Trésor américain visant à plafonner le prix du pétrole brut russe a été accepté par les gouvernements européens, le 2 septembre 2022, Poutine a suspendu la livraison de gaz naturel vers l'Europe via le gazoduc Nord Stream 1. Initialement proposé par Janet Yellen, la secrétaire américaine au Trésor, dans le but explicite de réduire l'inflation intérieure, ce plafonnement a été ultérieurement présenté comme un geste bienveillant visant

^{2.} Henry Kissinger, Interview, PBS Newshour, 8 Juillet 2022.

Adam Tooze, Ted Fertik. «The World Economy and the Great War.» Geschichte Und Gesellschaft 40, no. 2 (2014): 214–38.

Importations hebdomadaires de gaz naturel en provenance de la Russie au niveau européen (en million de m3)



L'Union européenne vise à éliminer les importations d'hydrocarbures russes avant 2030 à travers la diversification des sources d'approvisionnement, l'économie de l'énergie et l'accélération de la transition énergétique.

Le défi immédiat est de remplir les stocks autant que possible avant l'hiver et de trouver des sources d'approvisionnement, dans un contexte de marché tendu.

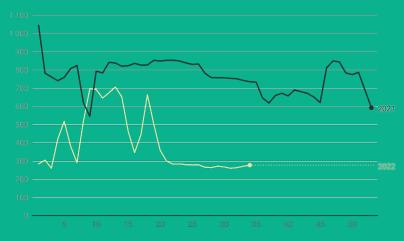
a • Graphique : Groupe d'études géopolitiques. Source : Bruegel

b • Graphique : Groupe d'études géopolitiques. Source : Bruegel

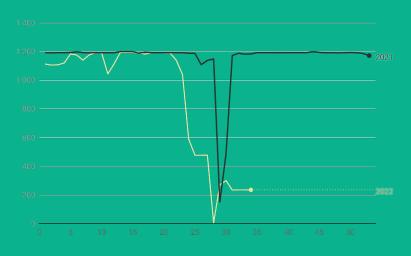
c • Graphique : Groupe d'études géopolitiques. Source : Bruegel

Si les importations européennes de gaz russe sont à leur plus bas, (garphique a) les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) ont atteint des volumes record (graphique f). La Norvège a également pu compenser une partie des livraisons russes. L'Europe cherche également à accroître les volumes d'importations de gaz en provenance de l'Azerbaïdjan et de l'Algérie.

Transit via l'Ukraine, 2021 versus 2022



Nord Stream 1, 2021 versus 2022



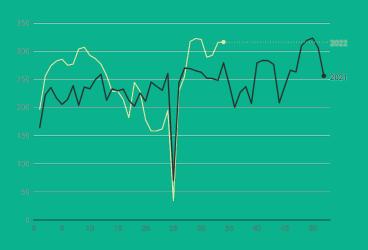
Yamal (Pologne), 2021 versus 2022

Sur les quatres gazoducs qui relient l'Europe à la Russie, depuis le début de la guerre le 24 février, seul le transit *via* Turkstream (graphique f) n'a pas été affecté, ayant connu, au contraire, une augmentation des flux par rapport à la même période en 2021.

2021
700
400
300
200
100
5 10 15 20 25 30 35 40 45 50

Du 11 au 21 juillet, Nord Stream 1 a fait l'objet d'une maintenance de routine (graphique d). Le 2 septembre, après l'accord au G7 sur un plafonnement du prix du pétrole russe importé, Gazprom a arrêté de nouveau le transit *via* cette route pour une période indéterminée, au prétexte d'une fuite d'huile.

Turkstream, 2021 versus 2022



Importations quotidiennes de gaz, au niveau européen, en provenance de la Russie, de la Norvège, de l'Algérie, de l'Azerbaidjan, et de LNG (2022)



- **d** Graphique : Groupe d'études géopolitiques. Source : Bruegel
- **e** Graphique : Groupe d'études géopolitiques. Source : Bruegel
- **f** Graphique : Groupe d'études géopolitiques. Source : Bruegel

à permettre l'acheminement de pétrole russe moins cher vers les économies à faible et moyen revenu.

Avant la guerre, 40 % du gaz de l'Europe était fourni par la Russie. Au début de la guerre, les exportations de matières premières russes avaient été exemptées des sanctions occidentales. L'élimination de la Russie, un important producteur d'hydrocarbures - qui, avant la guerre, fournissait 14 % du pétrole et du gaz mondial⁴ - a entraîné des pénuries d'énergie et une escalade des prix, notamment en Europe. La hausse des prix mondiaux des produits de base, en particulier ceux du carburant et des denrées alimentaires, a entraîné des niveaux d'inflation jamais vus depuis plus de quarante ans. La guerre en Europe de l'Est a bouleversé l'ensemble du système économique et énergétique mondial.

Une décision majeure prise lors du sommet de Madrid a été l'établissement d'une base militaire américaine permanente en Pologne. L'OTAN incarne la concentration de la puissance financière, juridique et militaire mondiale dans la région de l'Atlantique Nord. Il s'agit avant tout d'une alliance militaire transatlantique. Dans le cadre de l'approche à 360 degrés de la dissuasion intégrée qu'elle s'est fixée - impliquant la cybertechnologie et l' « interopérabilité » entre les systèmes de défense alliés -, elle est un panopticon benthamien du 21e siècle, sous le regard duquel se trouve le reste du monde. Au nom de la défense des valeurs et des institutions démocratiques, l'OTAN s'est assigné le rôle de gestionnaire de crise mondiale. Son mandat extraterritorial s'étend désormais de la « violence sexuelle en temps de conflit » à l'adaptation climatique.

En exposant clairement les liens entre la défense nationale, l'indépendance énergétique et la sécurité économique, le cadre climatique de l'OTAN constitue une version militarisée de l'« écologie de guerre » de Pierre Charbonnier⁵ : un cadre dans lequel la décarbonation est intégrée à un projet hégémonique.

L'écologie de guerre face aux reconfigurations militaires

La conceptualisation de l'écologie de guerre de Pierre Charbonnier est quelque peu différente de l' « adaptation militarisée » de l'OTAN. À première vue, la vision de Pierre Charbonnier semble être une vision typiquement européenne, qui proclame l'austérité énergétique comme la résistance de l'Europe à sa dépendance aux « ressources toxiques » russes. Pierre Charbonnier demande instamment à l'Europe de rompre sa dépendance aux importations de pétrole et de gaz et de reconquérir sa souveraineté énergétique et économique par la décarbonation. Il affirme également que l'écologie politique devrait intégrer la décarbonation dans un grand récit - un

- Energy Fact Sheet: Why does Russian oil and gas matter?, Agance internationale de l'énergie, mars 2021.
- Pierre Charbonnier, La naissance de l'écologie de guerre, le Grand Continent, 18 mars 2022.

récit qui lie la transition énergétique à une transformation sociale plus large. Un grand récit, affirme-t-il, permettra de créer une large coalition autour de la décarbonation. Les mobilisations financières, technologiques et administratives à grande échelle nécessaires à la production d'énergie propre ont historiquement été associées à la « guerre totale ». Cette vision est désormais manifeste dans le programme *RePowerEU* de l'Union européenne. Son équivalent américain - le projet de loi omnibus de 555 milliards de dollars sur le climat et les dépenses sociales désigné sous le nom de *Build Back Better* - a été fortement réduit au point que ses aspects novateurs ont été supprimés.

Ainsi, la géopolitique de l'« écologie de guerre » de Pierre Charbonnier se situe entre la vision tragique - qui déclare l'impossibilité de limiter les émissions de carbone pour éviter l'impact le plus catastrophique du changement climatique - et la naïveté des techno-optimistes pour qui les technologies de séquestration du carbone peuvent être développées à temps pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré Celsius. Conscient de la nature asymétrique de la guerre menée par l'Occident en réponse à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et des souffrances qu'elle entraîne pour les gens ordinaires, Pierre Charbonnier met en garde contre la possibilité d'une subordination de l'écologie politique à l'impératif de guerre. Il met en garde contre le risque que l'« écologie de guerre » ne débouche sur un nationalisme écologique. Alors qu'une realpolitik autour de la politique climatique est nécessaire, les défenseurs du climat doivent empêcher sa récupération par de puissants intérêts (financiers et de combustibles fossiles) tout en dirigeant les capacités financières, logistiques et administratives des fournisseurs d'énergie et des États vers des investissements et des infrastructures vertes.

Ce concept d'« écologie de guerre » de Pierre Charbonnier incite ceux d'entre nous qui vivent aux États-Unis à envisager les possibilités de lier le programme de croissance durable associé à la transition énergétique au seul domaine qui échappe à la rigidité du légalisme procédural américain, à savoir son complexe militaro-industriel. Compte tenu de ce que Cass Sunstein appelle « le nuage noir qui plane désormais sur l'État administratif »6 et du fait que la défense représente le seul aspect de la politique américaine qui soit véritablement non partisan, il pourrait être nécessaire d'intégrer le financement du climat dans le budget du ministère américain de la défense. Avant même l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en pleine pandémie, les dépenses militaires mondiales ont dépassé les montants records de 2 000 milliards de dollars en 2021. Les dépenses américaines totalisent à elles seules 40 % du total, soit environ 800 milliards de dollars par an. Alors que la loi d'autorisation de la défense nationale, qui permet d'augmenter les dépenses de défense, a reçu

6. Cass R. Sunstein, Who Should Regulate?, The New York Review, 26 Mai 2022.

le soutien de tous les partis, une initiative très positive visant à réduire la pauvreté des enfants aux États-Unis (le crédit d'impôt pour enfants) a expiré en décembre 2021 et n'a pas été prolongée.

À première vue, l'« adaptation militaire » - la version de l'OTAN de l'écologie de guerre - semble offrir une solution sans faille au retard pris dans l'action climatique. (Au fur et à mesure que les taux d'intérêt augmentent, retarder l'atténuation et l'adaptation au changement climatique deviendra de plus en plus coûteux). L'adaptation militarisée est le résultat progressif de la normalisation des pouvoirs d'urgence mis en place au cours de la pandémie. Aux États-Unis, la loi sur la production de défense a été activée à plusieurs reprises au cours des deux dernières années et demie, pour produire des ventilateurs et des vaccins, importer du lait maternisé et, également, saisir les actifs étrangers d'autres gouvernements. Les déclarations d'urgence peuvent irriter les libertaires et Agamben⁷ mais ne sont pas remarquées ou ne sont pas contestées par la majorité de la population américaine.

En réalité, les militants du climat ont poussé Biden à décréter une urgence climatique et à recourir à des pouvoirs d'urgence pour mettre en place un nouveau pacte écologique. Biden a répondu par la publication, le 6 juin, d'un décret intitulé « Defense Production Act For Clean Energy »8. Ce décret contourne l'impasse électorale pour développer les infrastructures vertes, par exemple les parcs éoliens sur les terres fédérales. Le décret prévoit également qu'il imposera des pratiques de travail équitables pour bâtir un arsenal des énergies propres⁹. Arme à double tranchant en termes de relations étrangères, cette nouvelle législation réduit simultanément les droits de douane sur les importations de technologies solaires asiatiques (essentielles à la capacité de production solaire américaine) tout en promettant de renforcer les chaînes d'approvisionnement vertes entre les États alliés.

Turbulences sur les marchés

Environ un tiers de l'approvisionnement énergétique mondial provient du pétrole, un peu moins d'un tiers du charbon et environ un quart du gaz naturel. Les énergies renouvelables représentent moins d'un dixième de l'approvisionnement énergétique mondial. La guerre a été extrêmement profitable pour les producteurs de combustibles fossiles, dont les revenus ont plus que doublé¹⁰ par rapport à leur moyenne sur cinq ans. La flambée des prix du pétrole a permis à Saudi Aramco de dépasser Apple en termes de capitalisation. La plus grande compagnie pétrolière du monde est également son plus grand émetteur de

- 7. Giorgio Agamben, State of Exception, 2003.
- 8. FACT SHEET: President Biden Takes Bold Executive Action to Spur Domestic Clean Energy Manufacturing, Maison Blanche, o6 JUin, 2022.
- FACT SHEET: President Biden Takes Bold Executive Action to Spur Domestic Clean Energy Manufacturing, Maison Blnche, o6 Juin, 2022.
- 10. Agence internationale de l'énergie, World Energy Investment 2022, Juin 2022.

carbone. Les États-Unis restent pourtant le premier producteur mondial de pétrole et de gaz. Pour diverses raisons - notamment l'effondrement des prix du pétrole brut en 2020 et la crainte de voir des actifs de combustibles fossiles bloqués à mesure que la transition énergétique s'accélère - les producteurs de pétrole et de gaz hésitent de plus en plus à accroître leurs investissements. Cette réticence s'est traduite par de faibles stocks et des prix élevés. Bien que l'Arabie saoudite dispose des stocks les plus importants au niveau mondial, les plus fortes augmentations des investissements en amont dans le secteur sont attendues de la part des entreprises pétrolières et gazières américaines. L'investissement dans le gaz naturel liquéfié a été le plus important parmi les catégories de combustibles fossiles. À la suite de la crise ukrainienne, les États-Unis sont en passe de devenir le premier exportateur de GNL. La guerre a été une aubaine pour l'industrie américaine des combustibles fossiles. Les bénéfices exceptionnels réalisés cette année dans le secteur du pétrole et du gaz suffisent à financer une décennie d'investissements dans des combustibles à faible taux d'émission qui pourraient permettre d'atteindre l'objectif mondial de zéro émission nette. Comme le montre clairement l'évolution des sanctions, l'ingérence des grands États dans les marchés compromet leur efficacité. Mais la non-intervention des gouvernements sur les marchés peut être coûteuse à l'échelle planétaire. Les profits de guerre réalisés par l'industrie des combustibles fossiles pourraient être taxés afin de financer les énergies propres.

À mesure que les prix des combustibles fossiles augmentent, les alternatives éoliennes et solaires deviennent de plus en plus compétitives. La plus forte augmentation des investissements dans les technologies propres est essentiellement le fait des grands groupes pétroliers et gaziers européens. Le choc énergétique que subit l'Europe va accélérer la tendance vers les énergies renouvelables. Toutefois, les perturbations en amont (par exemple dans l'approvisionnement en minerais de terres rares, dont la Chine est le principal fournisseur) ont ralenti les chaînes de production vertes. Si l'envolée des prix du pétrole profite aux producteurs de pétrole, la hausse des prix à la pompe est un facteur important de mécontentement des électeurs américains.

Les prévisions selon lesquelles les démocrates perdraient des sièges lors des prochaines élections de mi-mandat aux États-Unis ont incité l'administration Biden à proposer une réduction massive des prix de l'essence. Les progressistes ont suivi le mouvement. Les propositions récentes des groupes de réflexion de gauche aux États-Unis proposent notamment le financement par l'État de nouveaux forages nationaux et la construction de raffineries de pétrole publiques. La volonté de juguler l'inflation des produits de base a incité l'administration à revenir sur d'anciennes promesses. L'administration Biden a effectué ses premières ventes de concessions pétrolières *onshore* sur des terrains publics. Elle a également publié un plan de forage pétrolier *offshore* et supplie un monarque saoudien à la sinistre réputation de produire davantage de pétrole.

La façon dont cela va se réaliser est incertaine. La position américaine consiste à dire que la construction de nouvelles infrastructures de combustibles fossiles est préférable à l'atténuation des sanctions russes en échange d'une augmentation des exportations énergétiques russes. Si le Trésor américain parvient à imposer un plafonnement des prix du pétrole russe et que la Russie riposte en mettant fin à ses exportations d'énergie vers l'Ouest, la flambée des prix de l'essence sonnera le glas de l'administration Biden. Les Saoudiens pourraient très bien ne pas ouvrir leurs robinets pour un second mandat de Biden, préférant une triangulation hydro-carbone avec Poutine et Trump à la place.

Le centre et la périphérie

L'avenir climatique des pays en voie de développement sera lié à l'évolution de l'ordre économique mondial militarisé.

En tant que puissance manufacturière mondiale, la consommation d'énergie de la Chine représente environ un quart de la consommation mondiale. L'Asie consomme près de la moitié de l'approvisionnement énergétique mondial, les États-Unis environ 16 % et l'Europe environ 14 %. La déstabilisation des infrastructures financières et commerciales a aggravé la crise énergétique et économique qui touche aujourd'hui une grande partie de l'économie mondiale. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales ont également contribué à une inflation généralisée¹¹. La combinaison de l'inflation, des hausses de taux d'intérêt et de la valorisation continue du dollar a provoqué des crises de la dette dans 54 économies. La Russie, elle aussi, a fait défaut sur sa dette, non pas par manque de moyens financiers mais à cause des sanctions. Ses paiements d'intérêts n'ont pas été acceptés par les banques occidentales¹².

Les nouveaux engagements de l'Allemagne en matière de réarmement (au-delà de 2 % du PIB) et la volonté de créer une nouvelle force armée européenne commune (capacité de déploiement rapide de l'Union européenne) vont de pair avec les engagements visant à approfondir et à stabiliser les marchés européens des obligations souveraines. Des réformes du Pacte de stabilité et de croissance de l'Union ont été proposées afin de soustraire les dépenses militaires et écologiques à ses exigences en matière de déficit et de dette. Le mouvement en faveur des

énergies renouvelables en Europe est étroitement lié à la volonté d'indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Le choc énergétique a incité la Banque centrale européenne à s'engager à accroître ses achats d'actifs verts, ce qui la distingue de la Réserve fédérale américaine et de la Banque d'Angleterre qui ont suspendu d'achats d'actifs verts. Alors que l'euro atteint son plus bas niveau depuis vingt ans par rapport au dollar, le renforcement des finances publiques et de la défense européennes constituent un rempart contre les menaces qui pèsent sur la souveraineté européenne, non seulement de la part de la Russie mais aussi de l'empiètement monétaire et militaire américain.

Des erreurs évidentes telles que l'abandon de l'énergie nucléaire par l'Allemagne et la réorientation de la sécurité et de l'approvisionnement énergétique de l'Europe par l'Amérique troublent le grand récit historique de la marche de l'Europe vers l'indépendance énergétique. Il en va de même pour la recherche d'une plus grande « sécurité énergétique » en Europe qui entraîne d'importants dommages collatéraux dans le reste du monde. La hausse des prix sur le marché européen du gaz (contrairement au pétrole, le GNL est un marché segmenté) pousse les fournisseurs de GNL à rompre des contrats (en invoquant des clauses de force majeure) et à réacheminer vers l'Europe des navires-citernes initialement destinés à l'Asie.

Les trois quarts du GNL américain sont désormais acheminés vers l'Europe, ce qui entraîne de graves pénuries d'approvisionnement aux périphéries de l'économie mondiale. Les importateurs de GNL, comme le Pakistan, ont été plongés dans une spirale inflationniste de la dette énergétique. La Chine vient de prêter 2,3 milliards de dollars au Pakistan pour renforcer ses réserves de change qui s'amenuisent.

Pour ceux d'entre nous qui se trouvent sous le parapluie nucléaire de l'OTAN - qui, selon l'organisation, couvre 30 États ou un milliard de personnes - l'adaptation militarisée ressemble de plus en plus à la construction d'une forteresse Nord dans une mer de réfugiés climatiques.

La polycrise (dette-climat-pandémie) à la périphérie entraînera des vagues de migration beaucoup plus importantes, notamment de l'Afrique vers l'Europe. L'entreprise de défense américaine Raytheon - saluée par l'Agence de protection de l'environnement pour son leadership en matière de climat - a insisté sur la demande de produits et de services militaires face à l'urgence climatique. Le même ensemble de moyens militaires pourrait être déployé pour contrôler un afflux de réfugiés climatiques.

La guerre en Ukraine a cristallisé l'émergence de deux blocs distincts en matière d'énergie, d'économie et de sécurité : l'un s'articulant autour de l'Atlantique Nord

^{11.} Déterminés par les fluctuations de l'offre et de la demande sur des marchés hautement financiarisés, les prix des produits de base - tels que le blé, le pétrole, le gaz naturel - sont intrinsèquement volatils.

Juste avant la guerre en Ukraine, la Russie avait 640 milliards de dollars de réserves de change. La moitié de ceux-ci ont été gelés.

(OTAN) et l'autre autour des grandes économies en développement (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ou BRICS. Le raidissement monétaire des banques centrales a rendu les conditions de financement plus difficiles. Dans un ordre économique mondial militarisé, les économies à faible et moyen revenu renouent avec la logique de la Guerre froide pour s'assurer des avantages sur des axes géopolitiques différents, comme l'Inde - située à la fois dans les BRICS mais aussi dans le Quad (Australie, Inde, Japon, États-Unis) - l'a fait avec un certain succès sous couvert d'une position de neutralité. Le Japon est en train de réviser sa constitution afin de supprimer sa position pacifiste en matière de politique étrangère - ironiquement, mise en place par ses occupants américains - pour soutenir les États-Unis, qui soutiennent essentiellement les forces d'autodéfense du Japon.

Ce n'est pas une coïncidence si le Japon est le plus gros détenteurs de bons du Trésor américain. Une « écologie de guerre » renforcée peut produire de bons résultats : le plan américain « Build Back Better World » et le plan d'investissement et d'infrastructures vertes mondiales du G7 sont, après tout, des réponses géopolitiques à la Belt and Road Initiative.

Parmi les nombreuses incertitudes d'un ordre économique mondial militarisé, il est clair que la transition énergétique entraînera une instabilité et des inégalités macroéconomiques importantes, comme nous n'en avons jamais connues auparavant. Il est également évident qu'une grande partie des dommages collatéraux sera supportée par les pays périphériques. Avant la guerre en Ukraine, on estimait que le Sud avait besoin de 4 300 milliards de dollars pour se remettre de la pandémie. Les prêts accordés par les principaux prêteurs multilatéraux tels que le FMI et la Banque mondiale ont été nettement insuffisants.

Sur les 650 milliards de dollars d'émission de droits de tirage spéciaux en 2021, 105 milliards ont été dépensés par les économies en développement et émergentes. Cependant, les économies sanctionnées telles que l'Afghanistan ou le Yémen - avec un nouveau gouvernement reconnu internationalement - ont été incapables de convertir leurs DTS). L'engagement du G20 consistant à verser 100 milliards de dollars en DTS aux économies en développement n'a pas encore été concrétisé. L'ensemble de ces engagements sont insuffisants.



Stefan C. Aykut • Professeur de sociologie et Directeur du Center of sustainable society research CSS, Universität Hamburg

Amy Dahan • Directrice de recherche émérite au CNRS

Boomerang géopolitique : peut-on encore relever le défi climatique global ?

Le 28 avril 2022, deux mois après le début de l'invasion russe en Ukraine, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, se fait bombarder à Kiev par la Russie, quelques heures après avoir rendu visite au Président Poutine à Moscou. Depuis plusieurs semaines, la guerre a pris pied au cœur de l'Europe. Nous sommes confrontés aux images des massacres de Boutcha, celles des ruines de Marioupol et du Donbass, des millions de réfugiés ukrainiens. Or, en dépit des guerres des Balkans, de l'Irak ou de la Syrie, il nous faut reconnaître - à notre immense et coupable honte - que cet imaginaire de la guerre nous avait quittés, nous, citoyens de l'Europe démocratique.

Quelques mois auparavant, à la cérémonie d'ouverture de la COP26 de Glasgow en novembre 2021, Boris Johnson à la fête, enfourchant les sirènes de Davos, appelait au ré-enchantement du capitalisme devant un parquet de chefs d'État et de gouvernement : « Dans cette salle, nous pourrions déployer des centaines de milliards, cela ne fait aucun doute. Mais le marché dispose de centaines de milliers de milliards et il s'agit maintenant de travailler ensemble pour aider nos amis à décarboner ».1 Les amis en question, les multinationales des fossiles, du numérique, des vieilles ou des smart technologies - dont certaines (Shell, Apple, et autres Walmart...) affichent un chiffre d'affaires supérieur au PIB de bon nombre d'États - sont censés investir massivement pour décarboner l'économie mondiale et relever le défi climatique. Or on sait ce qu'il en est pour le moment : des décennies d'efforts en mobilisant différentes grammaires du marché, des engagements volontaires à l'idée fixe d'un prix unique du carbone, jusqu'aux tentatives de 'dérisquer' les investissements verts pour réorienter les épargnes privées, n'ont jamais produit les effets escomptés. Les efforts politiques,

 PM address at COP26 World Leaders Summit Opening Ceremony, Gouvernement du Royaume-Uni, 1er novembre 2021. les instruments économiques se sont avérés insuffisants, ils manquent fondamentalement le réel².

On n'est plus, si tant est qu'on l'ait jamais été, dans l'optique d'une transition ordonnée, graduelle, facilitée par un consensus global, vers un monde vert. Pourtant cette illusion et quelques autres sur lesquelles nous revenons ici ont tacitement accompagné depuis trois décennies la gouvernance globale et le cadrage même du problème climatique. L'invasion russe de l'Ukraine fait brutalement voler en éclat ces illusions, et son onde de choc met à nu les contours de dynamiques désordonnées et inégales, opérées par des forces contradictoires, dans un paysage très conflictuel. L'impensé géopolitique de la gouvernance climatique nous revient comme un boomerang aujourd'hui, exposant les fragilités d'une construction qui a tout misé sur la force civilisatrice des marchés et les vertus d'une coopération internationale large, quasi-universelle.

L'impasse de la gouvernance climatique se conjugue aussi avec de grandes difficultés dans le fonctionnement démocratique des États de l'Ouest: partout se manifestent l'incapacité de se mettre d'accord au niveau national, la montée des populismes (agissements anti-démocratiques de Trump aux États-Unis ou de Bolsonaro au Brésil, scores croissants de l'extrême droite, notamment en France ou en Italie, manifestations violentes anti-vax, campagnes anti-éoliennes), mais aussi l'explosion des colères sociales dans plusieurs pays d'Europe et ailleurs. Le rêve de dissoudre les inégalités de développement à l'échelle de la planète et les inégalités sociales à l'échelle des États-nations par les seules vertus du doux commerce et de l'économie de marché n'a jamais paru aussi vain.

Alors, comment caractériser notre moment présent, qu'est-ce qui est précisément en crise aujourd'hui, comment imaginer pouvoir encore relever le défi climatique ? C'est à ces questions que cet article veut tenter de commencer à répondre.

Un monde incertain et éclaté face au drame climatique

Au tournant du 21ème siècle, le changement climatique paraissait aux esprits les plus lucides et informés sur cette question le défi majeur des temps à venir. À l'alerte des projections de hausses de température des climatologues à l'horizon de la fin du siècle, répondaient les divers scénarios à moyen et long terme des économistes du groupe 3 du GIEC ou des think tanks spécialisés. Mais, paradoxalement, l'imaginaire de la prise en mains du péril climatique a été très longtemps isolé des problèmes (et des investissements) de politiques industrielles, énergétiques et économiques, tant globales que

 Danny Cullenward, David Victor, Making climate policy work, John Wiley & Sons, 2020.

nationales, indispensables pour relever ce défi. C'est le sens même de notre thèse sur l'existence d'un schisme de réalité dans la gouvernance globale du climat, et de notre appel à une reterritorialisation des politiques climatiques à toutes les échelles³. Quant aux fractures suscitées par l'explosion des inégalités sociales et aux autres problèmes environnementaux (biodiversité, eau, sols, pollutions etc.) dans les divers territoires ou mers de la planète, ils ont été aussi longtemps séparés de la crise climatique. Sur ce dernier front, néanmoins, les débats autour de la notion d'Anthropocène ont beaucoup modifié la perception et les frontières du problème climatique, devenu le signe d'une nécessaire et profonde transformation écologique des rapports sociétaux à la Nature, à la Planète et à ses ressources. Même les économistes du courant dominant ne peuvent plus ignorer la problématique des « limites planétaires ».

Deux décennies plus tard, il est évident qu'il n'y a pas que le défi des gaz à effet de serre, aussi grave soitil. Les crises géopolitiques multiples sont à répétition, elles se succèdent et occupent les espaces politiques et médiatiques, accaparent les esprits, supplantant régulièrement l'urgence du défi climatique, retardant sa prise en mains ou l'application de mesures déjà décidées. Parmi ces crises, mentionnons les attaques dramatiques du terrorisme islamiste, du 11 septembre 2001 aux attaques du Bataclan en 2015, les guerres américaines en Irak et Afghanistan, les révolutions de couleur des années 2000, suivies déjà par l'affirmation de la volonté de domination russe, la crise financière mondiale puis celle de l'euro, les révolutions arabes, la guerre en Syrie et les mouvements migratoires qu'elle a déclenché en Europe, enfin, les deux années de pandémie du Covid, et aujourd'hui la guerre en Ukraine.

Les conséquences du Covid-19 ont été planétaires : mise à l'arrêt de l'économie mondiale, du commerce et des échanges pendant plusieurs mois, menaces sur la souveraineté des nations incapables de produire masques, médicaments, ou certains produits de première nécessité. Un accroissement inquiétant des dettes des États en a résulté. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas toujours su témoigner de capacités à développer des politiques rationnelles, transparentes, en dehors des lobbys divers, suscitant ainsi méfiances vis-à-vis des responsables politiques et parfois des scientifiques. Pourtant, 2020 est la seule année où les émissions des gaz à effet de serre aient jamais baissé, dans l'histoire récente, à la hauteur requise pour atteindre les objectifs climatiques ; l'épisode a donné lieu à des expérimentations importantes dans les rapports au travail, à la mobilité, à la consommation, aux sociabilités dans les territoires, etc., sans toutefois que les politiques ne veuillent s'en saisir pour les mettre en débat ou les inscrire dans un quelconque projet de transformation écologique de nos sociétés et modes de vie.

La guerre criminelle en Ukraine provoque, elle, chocs sur les prix de l'énergie, chocs sur le prix des céréales, inflations; elle charrie des menaces de crise alimentaire et de faim dans plusieurs régions du monde. Elle met les enjeux d'indépendance énergétique de l'Europe à l'agenda, ouvrant sans doute une fenêtre d'opportunité pour la réduction des fossiles, mais aussi pour lancer de nouvelles explorations, s'orienter vers d'autres exportateurs de fossiles. De fait, la fenêtre ne s'ouvre pas, ou si peu. Nulle part n'a émergé encore un discours churchillien, appelant les peuples ou les nations à se saisir de cet électrochoc pour nous engager dans la voie de la sobriété, seul moyen de faire progresser tant l'objectif stratégique du climat que l'objectif tactique de l'assèchement du budget de guerre russe. Au terme d'un été marqué en Europe par la guerre et des vagues successives de canicules, des feux de forêts et des sécheresses inédites, le président Emmanuel Macron a récemment évoqué « la fin des temps de l'abondance et de l'insouciance ». L'Union européenne a présenté un plan d'urgence pour économiser du gaz. En Allemagne, le ministre de l'économie Robert Habeck a appelé à un « grand effort national » et présenté deux paquets de lois pour économiser de l'énergie. Mais pour l'instant, ces mesures et prises de parole restent peu systématiques, parcellaires et en contradiction avec d'autres priorités politiques. On ne perçoit pas de virage résolu et courageux vers d'autres politiques, pas de prise de conscience profonde du drame climatique. La sobriété continue à être considérée comme liberticide et punitive. Et la nouvelle confrontation des blocs accentue encore le besoin de croissance, de sécurité d'approvisionnement, et augmente la consommation de ressources.

Dans ce monde incertain et en crise, on peine à percevoir avec clarté le terrain politique sur lequel se jouera ce drame dans les décennies à venir. Commençons par le cartographier en esquissant les principales lignes de fracture qui s'y superposent actuellement. À l'origine, la principale division dans l'arène climatique fut celle entre pays développés, responsables historiques du réchauffement, et l'ensemble des pays en développement, qui défendaient leur droit à se développer. À cette division initiale se superpose aujourd'hui une seconde qui oppose les grands émetteurs du Nord et du Sud global (Chine, Inde, Brésil) aux pays les plus vulnérables et les petites îles menacées de submersion. Cette deuxième fracture s'est manifestée avec force à la fin de la conférence de Copenhague en 2009, quand un 'deal' entre grands émergents et États-Unis esquissait les contours du futur régime climatique : affirmation des enjeux de souveraineté, refus de toute contrainte en termes de réductions et de financements, et mise en avant de contributions volontaires. La COP26 à Glasgow en novembre 2021 a montré que ce compromis entre grands émetteurs du passé et du futur, qui permet aux uns de gagner du temps sur leur transition

Stefan C. Aykut, et al, Gouverner le climat. 20 ans de négociations internationales. Paris, Presses de Sciences Po. 2015.

et aux autres de se défausser en termes de financements, est désormais un axe structurant des arènes internationales⁴. Les COPs peuvent toujours continuer, mais quelle importance, quel impact peuvent-elles encore avoir dans ce monde? Un des arguments majeurs en leur faveur a toujours été que les pays pauvres en développement y ont une voix. Or vu ce pacte de fait, cela est de moins en moins le cas. Les 100 milliards de dollars par an promis à Paris par exemple, somme bien modique comparée aux besoins réels pour l'adaptation et la transition dans les pays du Sud, ne sont toujours pas au rendez-vous. Si les conférences climatiques servent encore à quelque chose, c'est quand elles laissent parfois surgir les impasses et contradictions au cœur des politiques climatiques actuelles. C'est le cas en de rares moments proprement politiques, où, derrière la langue de bois onusienne et la communication incantatoire des cabinets de conseil, se révèlent des tensions profondes entre positions légitimes mais irréconciliables : d'une part, l'urgence climatique absolue défendue par scientifiques, jeunes activistes et pays vulnérables, qui insistent sur la nécessité d'échéances très courtes pour la décarbonation mondiale au risque de paraître ignorer les réalités politiques (par exemple « nous n'avons plus que trois ans pour sauver le climat ») ; d'autre part, la logique de la souveraineté et des grands blocs, qui se targue de prioriser justice et développement au risque de créer de nouvelles injustices en repoussant les transformations nécessaires. Il faut bien reconnaître que si les COPs sont une arène où ces tensions ont pu se révéler, elles se sont montrées structurellement incapables de les résoudre.

Il ne suffit pas de regarder les arènes onusiennes pour comprendre les politiques climatiques. Celles-ci s'inscrivent aussi dans les réalités géopolitiques de notre monde. Dans les années 1990 et 2000, les États-Unis étaient le plus grand importateur de pétrole au monde, et leur alliance historique avec les pays du Golfe, l'Arabie Saoudite en premier lieu, enfermait le régime climatique dans un paradigme excluant toute discussion explicite sur les ressources énergetique ou les technologies. Aujourd'hui, cette constellation géopolitique se modifie. Des changements rapides, plus subreptices et silencieux que les grandes crises géopolitiques, ont pris le monde de court. Ainsi la révolution des gaz de schiste aux États-Unis n'a jamais été évoquée dans l'enceinte des arènes climatiques. Or, en moins de 15 ans, les États-Unis sont passés de pays importateur pour 60 % de ses besoins en pétrole, à la situation de premier pays producteur de fossiles et même exportateur. Il s'agit d'un facteur très déstabilisant pour le Moyen-Orient, dont les États-Unis se sont partiellement émancipés, et crée un nœud de tensions pour les dynamiques géopolitiques actuelles car cette capacité d'exportation fait des États-Unis un nouveau concurrent de la Russie sur le marché européen du

 Aykut, et al. Circles of Global Climate Governance. Power, Performance and Contestation at the UN Climate Conference COP26 in Glasgow, Hamburg, Center for Sustainable Society Research. 2022. gaz. Autre révolution silencieuse, l'essor fulgurant des énergies renouvelables, solaire photovoltaïque et éolien, en Europe, Chine et ailleurs dans le monde, redessine tout aussi profondément la carte de l'énergie. Cet essor s'est accompagné d'une chute vertigineuse des coûts, atteignant jusqu'à - 85 % pour l'électricité photovoltaïque et - 56 % pour l'éolien terrestre entre 2010 et 2020⁵. En 2020, les parcs photovoltaïque et éolien chinois représentaient chacun 35 % du total mondial. Ces deux secteurs, en augmentation constante, ne représentent encore que 9,3 % de la production d'électricité en Chine (23 % en Union européenne), du fait de la croissance globale de la demande, mais les capacités manufacturières chinoises dans ces secteurs sont énormes. Enfin, la Chine investit dans tous les maillons de la filière (lithium, terres rares, batteries) et préempte des sites lui assurant à terme une disponibilité des ressources nécessaires.

Helen Thompson parle dans ce contexte de « deux géopolitiques de l'énergie »6 qui se superposent et déstabilisent les repères traditionnels. Il serait naïf d'appréhender ces changements sous l'angle d'une transition douce vers un monde plus stable et coopératif. Au contraire, écrivent Jason Bordoff et Meghan O'Sullivan, « le monde ne peut éviter des bouleversements majeurs alors qu'il transforme l'ensemble du système énergétique, qui est le moteur de l'économie mondiale et le fondement de l'ordre géopolitique »7. Les pays pétroliers risquent encore de jouer un rôle incontournable pour des décennies. L'Agence internationale de l'énergie estime qu'au moins jusqu'en 2030, la demande en énergies fossiles croîtra partout sauf en Amérique du Nord, en Europe et au Japon. De plus, la volatilité croissante des prix des fossiles et la pression sur les investisseurs pour réduire leurs actifs dans ce secteur pourraient avoir comme effet pervers d'accroître le pouvoir des gros producteurs comme l'Arabie Saoudite ou la Russie, qui peuvent facilement augmenter leur capacité de production si nécessaire.

Le boomerang géopolitique

Ce qui caractérise le plus fortement le moment contemporain est la contestation dure et radicale de l'ordre politique issu de la Seconde Guerre mondiale, et même au-delà puisque la domination de l'Occident dure depuis cinq siècles. Ceci est patent dans le cas de la Russie, avec son agression violente contre l'Ukraine, qui prend la forme d'une guerre impériale sous menace nucléaire... Russie dont la population a chuté de moitié depuis le temps de l'Union soviétique et dont le PIB ne dépasse pas celui de l'Espagne, mais qui dispose du premier arsenal d'armes nucléaires du monde et d'énormes

- IRENA, Renewable Power Generation Costs in 2020, International Renewable Energy Agency, Abu Dhabi, 2021, p.14.
- 6. Helen Thompson, « Les deux géopolitiques de l'énergie », le Grand Continent, 31 mars 2022.
- Jason Bordoff, Meghan O'Sullivan, « Green Upheaval: The New Geopolitics of Energy Essays », Foreign Affairs, n°101, 2022, p. 69.au

réserves de pétrole, gaz, charbon, d'autres matières premières et de céréales, lui permettant d'instrumentaliser la dépendance énergétique de l'Europe et de peser sur les prix mondiaux de ressources premières.

La contestation est également palpable du côté de la Chine. Sa croissance exceptionnelle au cours des années 2000-2010 et la volonté des États-Unis de défendre âprement leur suprématie mondiale ont fait de ce tandem celui d'une rivalité stratégique pour les temps à venir. Désormais premier émetteur mondial avec environ 30 % des émissions de CO2, la Chine a surpassé les États-Unis en 2007, près de 20 ans plus tôt que prévu au début des négociations climatiques. La même année, le président Hu Jin Tao introduit le terme de "civilisation écologique" pour définir une nouvelle philosophie politique du pays, censée s'inscrire dans un grand récit de progrès qui fait succéder à la civilisation agricole ancestrale, la civilisation industrielle instaurée par Mao Zedong, puis la civilisation matérielle impulsée par Deng Xiaoping. Dans une Chine traversée de rivalités entre État et Parti Communiste, entre pouvoir central et pouvoirs régionaux, ce projet unificateur va acquérir sous Xi Jinping une double fonction. A l'intérieur, il se mue en véritable autoritarisme vert8, qui permet d'aligner les intérêts techno-politiques du pouvoir avec des sujets environnementaux. Cet environnementalisme coercitif d'État a des visées non environnementales : centralisation du pouvoir, suppression des droits individuels et de la participation publique. La gestion de la dernière vague de l'épidémie Covid-19 à Shanghaï est une illustration sinistre de cet autoritarisme pour le « bien du peuple ».

Sur le plan géopolitique, le projet de civilisation écologique se double d'une opération grandiose pour contrebalancer l'ordre occidental et assurer la sécurité énergétique de l'expansion chinoise. La Belt and Road Initiative (BRI), annoncée en 2013 pour revivifier l'ancienne Route de la Soie et assortie d'un volet « vert » en 2021, devient vite une des plus grandes opérations, en termes d'infrastructures et de programmes de développement, jamais conçue, avec une ambition colossale de commerce et d'échanges9. Le corridor économique terrestre se compose en fait de multiples routes terrestres qui d'un côté, partent toutes de la province occidentale du Xinjiang, - là où vit le peuple Ouïgour - et de l'autre, circulent à travers l'Asie centrale jusqu'à la Russie et l'Europe. Ce corridor se double d'une route maritime à travers les côtes de l'Asie du Sud (Pakistan, Birmanie, Ceylan) vers l'Afrique et le Moyen-Orient. Dès 2015, 60 pays font partie de cette initiative; en 2020, ils sont 130. Le partenariat stratégique avec les pays d'Asie Centrale, riches en pétrole et en gaz, signifie un transport plus sûr de ces ressources, à l'abri des interférences américaines sur les routes maritimes. Ce financement d'infrastructures matérielles (projets énergétiques, chemins de fer, ports etc.), mais aussi de programmes sociaux, d'éducation et de santé, se fait en échange de droits d'usage et d'exploitation de ressources, de mainmise sur les économies locales souvent pour des décennies. Depuis quelques années, les banques d'investissement chinoises affichent des principes verts, comme d'ailleurs leurs homologues occidentales et internationales, et cela inclut les centrales à charbon, mines, barrages hydrauliques et autres détournements de cours d'eau aux conséquences écologiques et sociales souvent désastreuses. Dans le cadre de la BRI, la Chine renforce aussi ses liens avec les pays pétroliers. Citant l'exemple des Émirats Arabes Unis, Li et Shapiro écrivent que dans ce partenariat, la Chine cherche le pétrole et a le numérique, les Émirats cherchent le post-pétrole, et les deux États autoritaires partagent un intérêt pour les nouvelles technologies de surveillance de leurs citoyens¹⁰. Dans cette nouvelle configuration géopolitique, les enjeux de souveraineté deviennent centraux : de la campagne américaine contre le géant chinois des télécom Huawei à la coupure de banques iraniennes et russes du système de communication bancaire Swift, les tentatives de découpler des parties du globe de certains marchés et services, mais aussi de tisser de nouveaux liens de s'approvisionner ailleurs, redessinent la carte d'une globalisation désormais à géométrie variable, soumise à la primauté du politique. En parallèle, une compétition toujours plus féroce pour les parts de marché, le contrôle des nouvelles technologies, l'accès aux ressources et aux technologies militaires, se déploie et risque de verrouiller la planète dans une dynamique de croissance et d'aggravation permanente.

L'Europe, notre seule béquille

Cette rivalité systémique forme désormais l'arrière-fond géopolitique sur lequel se déroule le drame climatique. Inversement, le climat devient un des terrains sur lequel se joue la confrontation entre modèles politiques et sociétaux. Réussir la décarbonation, reconvertir des secteurs industriels, se positionner sur les marchés du futur, mais aussi diriger le changement social et façonner la société - autant de défis en forme d'épreuves pour déterminer quel modèle sera mieux à même de naviguer dans les eaux troubles de ce 21ème siècle.

Dans cette compétition, l'Union européenne est aujourd'hui le seul grand acteur qui est à la fois démocratique, doté d'une politique de protection sociale digne de ce nom, et engagé de long terme et de manière crédible en matière de climat. Depuis 1990, elle a baissé ses émissions d'environ un tiers. Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, elle est la seule région du monde à avoir atteint et même surpassé son objectif de réduction pour 2020 et être en mesure d'atteindre aussi

^{8.} Yifei Li, Judith Shapirp, China Goes Green, Polity, 2020.

Eric Armando, Comprendre les Routes de la soie de l'énergie, GREEN, n°1, année 1, Paris, Groupe d'études géopolitiques, 2021, p. 90-97.

^{10.} Yifei Li, Judith Shapirp, La transition écologique chinoise : à quel coût ?, année 1, Paris, Groupe d'études géopolitiques, 2021, p. 116-120.

celui pour 2030¹¹. Avec 450 millions d'habitants, elle est la première économie du monde, et ses choix technologiques, de production, de consommation et de modes de vie pèsent au niveau mondial. Autrement dit, l'Europe est notre seule béquille, imparfaite mais indispensable, et si précieuse dans la course pour une planète vivable d'un point de vue écologique, social et politique.

Toutefois, le chemin à parcourir reste énorme : même si l'Europe n'émet plus que 8 % des émissions GES mondiales, ses émissions par tête s'élèvent toujours à plus de 8 tonnes par habitant, soit quatre fois plus qu'en Inde¹². En 2019, la nouvelle Commission européenne d'Ursula von der Leyen avait lancé un « Green Deal » européen, qui combinait objectifs climatiques, politiques industrielles vertes et mesures pour une transition juste. Ce projet semble avoir échappé au risque d'un démantèlement complet face au Covid-19 et à la guerre. Il se matérialise aujourd'hui sous forme d'une obligation d'investir au moins 30 % du fonds de reconstruction NextGenerationEU de 800 milliards d'euros (entre 2021-2027) dans l'action climatique. Un mécanisme de « transition juste » de 100 milliards d'euros a été créé pour accompagner les transformations de secteurs industriels et soutenir les régions les plus touchées jusqu'en 2050. Et en juin 2021, L'Union européenne a adopté deux objectifs contraignants : réduire les GES de 55 % jusqu'en 2030 (comparé à 1990) et atteindre la neutralité climatique en 2050. Pour mettre en œuvre ses objectifs, la Commission propose le paquet « Fit for 55 », qui contient des mesures pour inclure de nouveaux secteurs comme le transport maritime, le transport routier et le bâtiment dans le marché de carbone européen et durcir ses quotas, des régulations sectorielles (comme l'interdiction des véhicules neufs à moteur à combustion interne en 2035) et un partage du fardeau entre États-membres.

Malgré la pression des lobbies et une succession de crises depuis plus d'une décennie, l'Europe n'a donc pas, pour l'instant, perdu le cap et fait figure de moins mauvais élève en matière de transformation de son économie¹³. Historiquement, le moteur de cette ambition climatique a été l'action de certains États-membres, mais aussi une volonté de la Commission. Le climat permettait à celle-ci de s'arroger de nouvelles compétences, d'avoir son mot à dire dans des domaines stratégiques comme l'énergie et les politiques industrielles. Mais la guerre en Ukraine a mis à nu les failles de ce modèle d'une cogestion complexe entre Europe et États membres, qui marie volonté de centralisation, concurrence entre égoïsmes nationaux et hégémonie d'une idéologie du libre marché. En excluant de fait toute considération géopolitique, celle-ci a

conduit à une dépendance croissante et désormais très problématique au gaz russe. De manière analogue, cette politique risque demain d'exposer l'Europe à de nouvelles vulnérabilités face à une Chine superpuissance des renouvelables, des batteries et terres rares. En effet, le Danemark et surtout l'Allemagne ont été à l'avant-garde du développement des renouvelables au début des années 2000. Or, comme l'écrit Daniel Yergin, « ce qui a catapulté le solaire dans le mainstream, c'est le mariage de la politique environnementale allemande avec la prouesse manufacturière chinoise »14. Il faudrait ajouter que ce mariage s'est fait aux dépens de l'industrie solaire européenne. Après des plaintes de producteurs européens pour concurrence déloyale en 2012, l'Europe fait alors un choix politique lourd de conséquences, en décidant de ne pas protéger son industrie contre les prix de dumping de producteurs chinois. Soutenus par l'État, ceux-ci pouvaient produire bien moins cher... ce qui permettait de faire baisser les coûts de la transition en Europe, notamment en Allemagne. Du pain béni pour les consommateurs. Pour les producteurs européens en revanche, ce fut un massacre, avec la perte de 50 000 emplois sur plus de 100 000 seulement en Allemagne. Le résultat est une concentration de la production en Chine, qui domine aujourd'hui 70 % du marché du photovoltaïque¹⁵.

Dans cet aperçu géopolitique, trop partiel, Il y a un sujet d'avenir qu'il nous faut évoquer : l'Afrique. Pour le climat, le temps presse sur ce continent comme ailleurs, puisque c'est la seule partie au monde, où le développement est encore principalement devant nous et qui dispose de beaucoup de richesses naturelles, de soleil, de vent, tout en souffrant d'une insuffisance notoire d'autonomie alimentaire. Aux Nations Unies, près d'une quarantaine de pays de ce continent (et d'Amérique latine dont le Brésil) ne se sont pas associés à la condamnation de l'invasion russe en Ukraine ; ils ont choisi de s'abstenir aux côtés de la Chine et de l'Inde. Depuis plusieurs années, la Chine puis la Russie ont cherché à renforcer leurs liens avec l'Afrique, faisant miroiter des activités économiques et commerciales fructueuses pour les pays du continent, sur des bases très différentes de celles des pays d'Europe anciens colonisateurs. Aujourd'hui, la présence nouvelle de forces de sécurité russes, celle très agressive et efficace des entreprises chinoises, mais également les exportations russes de fossiles, de céréales et d'engrais, bref la complexité des liens d'interdépendances économiques et d'exploitation de ressources entre la Russie et la Chine d'une part, l'Afrique (ou le Brésil) de l'autre expliquent largement ces votes. Alors que l'Europe, la France en particulier, devrait avoir une relation importante à développer avec l'Afrique du fait de sa proximité géographique et des liens linguistiques cela en dépit du lourd passé colonial, elle n'y consacre pas les moyens suf-

UNEP Emissions Gap Report 2021: The heat is still on. A world of climate promises not delivered, Nairobi, Kenya, UNEP 2021.

^{12.} Toutes les données sont extraits d'Eurostat : https://ec.europa.eu/eurostat/

von Homeyer, et al. « EU climate and energy governance in times of crisis: towards a new agenda », Journal of European Public Policy, 28(7), 2021, p. 959-979.

Yergin, Daniel. The new map: Energy, climate, and the clash of nations.
 Penguin UK, 2020, p. 395.

^{15.} Regional distribution of solar module production. In: statista.com.

fisants. Un exemple parmi tant d'autres : dans le débat sur le bouquet énergétique français, focalisé sur le nucléaire, on n'évoque jamais la nécessité d'intensifier les initiatives avec l'Afrique sur les énergies renouvelables et l'accès à l'énergie. Nous sommes pourtant face à un enjeu stratégique de stabilisation du climat, dont l'Europe doit s'emparer.

Ni ré enchantement du capitalisme, ni mystique de l'État

En Europe comme en Amérique coexistent aujourd'hui deux grandes approches des politiques climatiques.

Le modèle de la transition douce par les marchés

Le premier modèle est celui d'une transition douce par les marchés, l'innovation et la finance verte qui domine la gouvernance globale et inspire une partie des élites en Europe et aux États-Unis. Ce modèle mise sur le levier des investissements privés et l'action volontaire des entreprises, sur la force de la transparence, du reporting et des taxonomies vertes. C'est le sens de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero de Mark Carney, ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, qui se vante de réunir 450 des plus grands investisseurs mondiaux gérant plus de 150 billions de dollars d'actifs financiers. L'initiative repose sur le grand récit d'une « tragédie de l'horizon » et d'un dysfonctionnement des marchés financiers au cœur de la crise climatique. Cette défaillance serait expliquée principalement par un manque d'informations sur les risques climatiques et des incitations perverses favorisant le court-terme, et pourrait donc être corrigée. Carney propose de combiner obligations de reporting pour les entreprises, taxonomies vertes pour les marchés financiers, et mesures politiques pour « dérisquer » les investissements bas-carbone. Ainsi réformés, les marchés financiers deviendraient les meilleurs alliés de la transition. Ce récit forme la base de ce que Daniela Gabor appelle le « Wall Street Climate Consensus »16. Selon cette vision, les grands fonds d'investissements, plus enclins à prendre en compte le long terme, pourraient prendre le devant. La Banque d'Angleterre avec son nouveau mandat environnemental, la Banque centrale européenne avec sa feuille de route climatique et la Commission européenne avec sa taxonomie verte soutiennent cette politique, mais aussi des grands gestionnaires d'actifs privés comme BlackRock et son directeur exécutif Larry Fink.

Cependant, le grand récit qui soutient cette politique est de plus en plus contredit par les faits. En dépit de toutes les initiatives pour créer plus de transparence, des grands discours pour la responsabilité environnementale des entreprises et le désinvestissement, les entreprises fossiles ont le vent en poupe. La reprise post-Covid et la

 Gabor « The Wall Street Consensus », Development and Change, 52(3), 2021, p. 429-459. guerre en Ukraine ont même conduit à une nouvelle ruée vers l'or noir, et une explosion des profits des géants miniers et pétroliers. Au premier trimestre de 2022, Shell a réalisé 9,1 milliards de dollars, soit son plus important surplus depuis 2008, et ExxonMobil a doublé ses profits par rapport à l'année précédente. Les « Big Three » des grands gestionnaires d'actifs, loin d'accélérer la transition des firmes dont ils détiennent des actifs, utilisent leur influence pour bloquer tout virage décisif vers la soutenabilité¹⁷. Par ailleurs, en dehors des champions climatiques de la Sillicon Valley comme Apple, Google et Microsoft, qui voient en la transition bas carbone une série de futurs marchés smart, riches en donées et technologies de surveillance, l'ancienne économie se porte bien et poursuit son chemin. Les lobbies de la « coalition du carbone » continuent à bloquer la transition ou à la ralentir, en empruntant aux stratégies éprouvées de l'industrie du tabac18.

Deuxième modèle : Green New Deal ou Grand État vert

Pour sortir de l'impasse d'une économie de la promesse perpétuelle et sans prise sur le réel, des courants de la gauche européenne et étatsunienne défendent aujourd'hui un deuxième modèle : celui d'une transformation keynésienne impulsée par un État fort qui combinerait régulations, investissements stratégiques et politiques sociales - c'est le Green (New) Deal, ou ce que Daniela Gabor appelle le « Grand État Vert ». Cette deuxième approche viserait à atteindre des objectifs écologiques et sociaux par des investissements publics massifs dans les infrastructures et formes de production « vertes » (au lieu du derisking de capitaux privés) et une politique de transition juste. On peine à voir émerger ce Grand État Vert, autant aux États-Unis, où le projet Build Back Better du Président Biden est longtemps resté bloqué au Sénat, qu'en Europe, qui fait certes figure de bon élève en termes d'objectifs et d'investissements verts, mais ne constitue pas un État central et ne peut, dans l'état actuel des choses, investir de manière coordonnée et stratégique sans l'aval des États membres. Le plan climat de Biden, renommé Inflation Reduction Act pour faire passer la pilule auprès de sénateurs démocrates réticents, a finalement été adopté par le Sénat cet été, reposant principalement sur des incitations fiscales et non sur des contraintes ; il est jugé assez encourageant par les experts, puisqu'il prévoit des investissements jusqu'à 360 milliards de dollars dans les renouvelables (ce qui est énorme) et les innovations technologiques et pourrait conduire à une baisse significative des émissions des États-Unis à l'horizon 2030, que certains estiment de 35 à 45 % par rapport à 2005. Néanmoins, le plan autorise toujours l'exploration des ressources fossiles, et l'augmentation des investissements

- Golland, et al. « Proxy voting for the earth system: institutional shareholder governance of global tipping elements », 2022, URL: https://papers.ssrn.com/ sol3/papers.cfm?abstract_id=4067103.
- Cory, et al. « Supply Chain Linkages and the Extended Carbon Coalition », American Journal of Political Science, 65(1), 2021, p. 69-87.

dans la fracturation hydraulique pour la production de gaz et pétroles de schiste¹⁹. Ce faisant, le paquet législatif reste dans la logique dominante des additions, ou accumulations énergétiques et démontre en creux toute la difficulté de s'engager dans une véritable politique de réduction de la production et de la consommation d'énergies fossiles²⁰.

Plus fondamentalement, le modèle du Grand État Vert porte toujours en lui la logique de vouloir substituer une technologie destructrice de l'environnement par une autre, en consommant autant et en imaginant tout remplacer: les renouvelables au charbon, l'ammoniaque au gaz naturel, l'hydrogène au pétrole, etc. Il s'accompagne du risque d'un nouvel extractivisme visant à s'accaparer les ressources nécessaires pour la transition - terres rares, cuivre, zinc, cobalt ou lithium - en particulier dans les pays du Sud. Une telle politique a des limites, comme le montre l'envolée des prix de ces matières premières au cours des dernières années, appelée à se poursuivre selon les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie. En d'autres termes, si l'État apparaît aujourd'hui comme une solution pour certains, il s'agit aussi d'un terrain de luttes entre intérêts contradictoires, et d'un acteur profondément ancré dans le paradigme de croissance et de productivisme. L'État joue donc un rôle ambigu dans la transition écologique.

Un dernier point doit nous interroger. Si la crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine constituaient des fenêtres d'opportunité pour accélérer la transition bas-carbone, force est de constater que ces opportunités n'ont pas, à ce jour, été saisies. Bien au contraire : dans la crise, les élites politiques et économiques ont plutôt eu tendance à réactiver les anciennes alliances et à recourir à des routines éprouvées, en dépit de l'urgence climatique. On voit ici les limites d'une approche par les marchés et la technologie, mais aussi par les États et les gouvernements. Le possible alignement du problème climatique à un nouveau paradigme géopolitique ne peut conduire à projeter tous les espoirs vers un grand État vert et keynésien. Surtout, il ne suffit pas de dire ce que les gouvernements devraient faire, quels instruments ils devraient mettre en œuvre. Il faut aussi expliquer comment, dans quel monde et sous quelles conditions précises, il serait plausible qu'ils le fassent.

Articuler politiques structurelles et stratégies subversives

« Pourquoi la destruction de l'environnement ne déclenche-t-elle pas de prise de la Bastille, pourquoi pas d'Octobre Rouge de l'écologie ? », c'est en ces termes que le sociologue Ulrich Beck s'interrogeait en 2010 sur l'absence de mouvement social pour le climat21. S'il était encore parmi nous, il aurait suivi avec grand intérêt, à peine une décennie plus tard, comment la grève d'une écolière suédoise a catalysé l'émergence d'un tel mouvement en Europe, porté par les jeunes de Fridays for Future et d'Extinction Rebellion; comment la mobilisation contre l'oléoduc Keystone XXL aux États-Unis a posé les jalons du Sunrise Movement pour une politique écologique et sociale ; et comment l'activisme environnemental en Amérique latine et ailleurs dans les pays du Sud a pris de l'ampleur et s'est conjugué avec une critique des modèles de développement extractivistes et destructeurs du climat. Ulrich Beck reliait l'absence d'une mobilisation de masse pour le climat à l'hégémonie d'un discours expert et élitiste, sans lien avec les préoccupations citoyennes et les enjeux sociaux. Il aurait sans doute noté la présence, dans les manifestations de Fridays for Future, du slogan « suivre la science » (follow the science), mais aussi des demandes pour une « transition juste », qui relient enjeux sociaux et écologiques, et font de la réduction des inégalités une question consubstantielle de la lutte contre le réchauffement.

Au-delà des États et des marchés, les sociétés civiles mondiales sont bien en mouvement et elles se mobilisent pour le climat. Elles le font en manifestant, en engageant des poursuites judiciaires contre des gouvernements et des entreprises, sous forme d'expérimentations locales de nouveaux modes de vie, ou en créant des réseaux économiques de solidarité qui se structurent par le bas. Ainsi, des particuliers, coopératives énergétiques et régies locales dominent les nouvelles installations de renouvelables en Allemagne; la consommation de viande baisse en France de 10 kg par personne en 20 ans ; la pratique du vélo a connu une poussée supplémentaire durant le Covid et fait de plus en plus concurrence à la voiture en ville, tandis que les ventes de vêtements d'occasion grignotent la croissance de la fast fashion. Bien sûr, ces évolutions posent la question d'une montée en échelles et d'une généralisation au-delà des noyaux de transformation dans les élites éduquées et urbaines. Elles nécessitent d'être conjuguées à des mouvements sociaux classiques et relayées par l'action publique. Toutefois, elles ouvrent déjà de nouveaux horizons en questionnant les dogmes de croissance et d'un développement industriel et consumériste. Au-delà du hiatus flagrant entre objectifs affichés et mesures de mise en œuvre - le fameux « emission gap » - le schisme dans la gouvernance climatique renvoyait historiquement à la manière dont le problème climatique avait été imaginé, pensé, et cadré, à savoir comme enjeu d'environnement, et non de géopolitique, de stratégie industrielle ou de modèle économique et social. Ce cadrage particulier avait conduit à une mise en politique inefficace, en le confiant à des organisations aux mandats restreints, sans prise réelle sur les causes profondes du

^{19.} Cf. Entretien avec Laurence Tubiana, Le Monde, Jeudi 11 août, 2022

Fressoz « Pour une histoire des symbioses énergétiques et matérielles », Annales des Mines - Responsabilité et environnement, vol. 101, n°1, 2021, p.7-10.

^{21.} Beck, « Climate for Change, or How to create a Green Modernity? », Theory, Culture & Society, 27, 2010, p. 254.

problème. Aujourd'hui, on observe quelques progrès, notamment sous forme d'un décloisonnement partiel du problème et de sa politisation par des mouvements sociaux, mais aussi de nouveaux hiatus, béants, qui résultent d'une gouvernance par le consensus et l'incantation, qui reposent sur des promesses lointaines, alors que l'ancien monde se perpétue à travers les crises.

Si nous affirmons donc qu'il faut saisir la conjoncture politique actuelle et la convergence possible entre temporalités géopolitiques et climatiques pour réduire notre dépendance aux fossiles, nous croyons qu'il faut changer également de logiciel intellectuel pour penser les politiques climatiques. Il nous semble primordial de combiner d'une part, stratégies structurelles et matérielles, visant à remplacer les infrastructures fossiles, transformer les modes de production et construire de nouvelles filières économiques vertes, et d'autre part, stratégies plus subversives²², culturelles et sociétales qui ouvrent les horizons et les imaginations en opérant une mise en cause fondamentale de notre modernité industrielle et son organisation capitaliste globale. À l'heure où, en France, la notion de planification écologique commence à faire débat²³, où des propositions intellectuelles visent à injecter une realpolitik centrée sur l'État dans la pensée écologique²⁴, nous pensons qu'il est important de ne pas uniquement s'adresser aux gouvernements ou se focaliser sur les mesures à mettre en œuvre par le haut. Nous formulons donc quatre propositions pour repenser les politiques climatiques, qui s'adressent autant aux chercheuses et chercheurs qu'aux activistes et aux politiques.

Premièrement, toute politique est désormais une politique climatique.

Au vu de l'urgence croissante et des effets de plus en plus visibles des bouleversements climatiques en cours, toute décision ou toute non-décision politique, y compris dans des domaines plus éloignés à première vue du cœur du problème, a des conséquences sur notre futur climatique. Il faut les expliciter, ainsi que les liens entre climat et autres enjeux. Par exemple, une politique européenne restrictive en termes de santé globale et d'accès aux vaccins réduit la confiance nécessaire pour construire des alliances Nord-Sud pour un développement bas-carbone. Substituer le pétrole et le gaz russes par des importations d'autres pays tout aussi peu démocratiques risque de nous exposer à de nouveaux boomerangs géopolitiques qui compliqueront encore les politiques climatiques du futur. En d'autres termes, on ne peut séparer les enjeux et mettre les peuples à l'abri du nouveau désordre géo-

- 22. Andreas Malm, Théorie et pratique de la violence du carbone, Politiques de l'interrègne, le Grand Continent, Gallimard, 2022.
- De Catheu, Louis et al. (2022), "Un État pour la planification écologique", Le Grand Continent, 05.05.2022, URL: https://legrandcontinent.eu/ fr/2022/05/05/un-État-pour-la-planification-ecologique/
- Charbonnier, Pierre (2022), "La naissance de l'écologie de guerre", Le Grand Continent, 18.03.2022, URL: https://legrandcontinent.eu/fr/2022/03/18/lanaissance-de-lecologie-de-guerre/

politique et climatique, comme la plupart des dirigeants européens le promettent aujourd'hui. Il faut clairement énoncer les choix et les risques. Appelons donc de nos vœux des discours churchilliens ou rooseveltiens qui dramatisent les défis et clarifient les options plutôt que des discours rassurants qui nous voilent la face. Il ne suffit pas d'additionner de nouvelles sources d'énergie sans pénaliser les anciennes, sans s'attaquer plus profondément aux causes de notre consommation énergétique. Il faut articuler accélérations et ralentissements, investir dans l'innovation et utiliser la force des marchés pour développer des alternatives, mais aussi viser davantage de sobriété et réduire la frénésie productiviste dans les économies avancées.

Deuxièmement, au lieu de rechercher un consensus de tous, il faut procéder par alliances stratégiques.

Le problème climatique est trop important, trop vital même, pour attendre que tout le monde soit d'accord avant d'avancer. Il ne s'agit pas d'un problème politique classique, pouvant être résolu par un compromis corporatiste entre intérêts divergents, mais d'une question de survie désormais. Au lieu de chercher un juste milieu, il faut clarifier les antagonismes, désigner et isoler des positions moralement inacceptables. Cela veut dire qu'au niveau international, le processus onusien avec sa règle de décision par consensus ne doit plus focaliser toutes les attentions. Nous savons qu'un tel modèle favorise ceux qui ne tiennent pas forcément à obtenir un accord²⁵ - donc les monarchies pétrolières et autres grands producteurs de fossiles. Puisqu'un changement des règles de vote sous la Convention climat est hautement improbable, il faut désormais aller au-delà de ce cadre. La bonne nouvelle est que la décarbonation dépend sans doute moins de l'existence d'un cadre universel que le supposaient les initiateurs du processus onusien. Longtemps pensée comme un cas type de dilemme du prisonnier (où il est indispensable d'assurer la coopération de tous), elle s'apparenterait de fait plutôt à un conflit distributif entre gagnants et perdants de la transition²⁶, où une dynamique lancée par quelques-uns peut entraîner d'autres27. Il peut donc être préférable de favoriser l'ambition sur le compromis, et créer des accords plus restreints entre ceux qui sont prêts à aller plus loin sur un sujet. Plus généralement, il faut dissiper l'illusion d'une écologie « non-punitive » qui créerait partout des situations gagnant-gagnant, et mener de front les conflits nécessaires, tout en soutenant les perdants de transformations structurelles là où cela est possible. Enfin, pour les mouvements sociaux, il ne suffit pas d'avoir le meilleur argument et de savoir convaincre. Il importe tout autant de créer des rapports de force favorables à

- Fisher, Roger, William L. Ury, and Bruce Patton. Getting to yes: Negotiating agreement without giving in. Penguin, 2011 (original: 1981).
- Aklin et Mildenberger « Prisoners of the Wrong Dilemma: Why Distributive Conflict, Not Collective Action, Characterizes the Politics of Climate Change », Global Environmental Politics, 20(4), 2020, p. 4-27.
- 27. Hale « Catalytic Cooperation », ibid.73-98.

toutes les échelles.

Troisièmement, au lieu d'optimiser des trajectoires imaginaires, il faut s'appuyer sur les dynamiques sociétales existantes.

« La politique n'est pas le calcul d'un optimum, mais l'art du possible »²⁸. Ce constat contraste avec l'approche qui a longtemps dominé les débats climatiques et qui consiste à calculer des trajectoires de réduction optimales en termes de coûts, soit par un calcul global entre dégâts du réchauffement et coûts des mesures climatiques, soit par rapport à un objectif politique donné (2° C, 1,5° C). Le choix des mesures politiques suit cette même logique d'efficacité économique. Or, au lieu de rêver imposer encore un prix global du carbone dans le monde entier, ou planifier des transitions optimales sur 50 ans - comment penser que les prochains gouvernements s'y tiendront ? - il importe aujourd'hui de se saisir des opportunités présentes et d'ouvrir progressivement l'espace des possibles.

Cela signifie placer la focale sur la dimension proprement politique du problème, l'opposition aux lobbies, la construction d'alliances et le soutien sociétal. Les coûts des politiques climatiques par exemple sont moins un problème au niveau agrégé (comme dans les modèles économiques); ils importent dans la mesure où ils affectent des populations spécifiques, souvent déjà défavorisées, et accroissent les tensions sociales. Face aux incertitudes profondes relatives aux évolutions géopolitiques et technologiques, la transformation bas-carbone apparaît davantage comme une navigation à vue dans un champ de forces mouvant, ce qui exige bien sûr de fixer des objectifs, mais aussi de s'adapter au terrain, sécuriser les acquis, et déroger éventuellement du chemin le plus direct quand se présentent obstacles ou opportunités pour avancer ailleurs.

Quatrièmement, nous devons raccourcir les horizons et localiser les enjeux.

Ce dernier point résulte directement des précédents. La recherche d'un consensus global n'est plus, répétons-le, à l'ordre du jour. Il faut agir là où cela est possible, en créant des dynamiques dans les territoires, au niveau national, bien sûr au niveau européen, et dans des initiatives sectorielles internationales. Les objectifs à très long terme peuvent être utiles pour simuler des futurs climatiques, débattre sur des questions de justice climatique ou formuler des revendications juridiques. Mais ils ne sont pas adaptés à l'horizon politique des sociétés démocratiques. Il faut donc raccourcir les échelles temporelles : jouer sur le court et moyen terme.

En bref, le contexte géopolitique actuel, brutal et incertain, met à nu l'impasse d'une stratégie illusoire focalisée sur la coopération de tous, les marchés et les engagements volontaires, face à l'urgence climatique. À la place, nous préconisons une stratégie politique plus large, qui conçoit la question climatique comme le grand conflit sociétal de notre temps, et considère l'économie, le droit, l'État et ses appareils, et les diverses arènes onusiennes, comme des sous-champs de ce conflit. Les contours de cette stratégie se dessinent actuellement dans différentes luttes et initiatives à travers le monde. Elle confère un rôle clef aux mouvements sociaux et aux sociétés civiles, aux stratégies de pression et à la construction d'alliances stratégiques, y compris au sein de l'État et dans les territoires. Au lieu de tout miser sur les instruments économiques et l'innovation technologique, nécessaires mais insuffisants pour lever les blocages qui persistent à toutes les échelles, les nouvelles politiques climatiques devront s'appuyer sur ces dynamiques sociétales pour avancer.

Geels, et al. « The Socio-Technical Dynamics of Low-Carbon Transitions », Joule, 1(3), 2017, p. 463-479.



Tim Sahay • Expert du climat et des systèmes complexes. Il a obtenu son doctorat en physique au MIT et est aujourd'hui Senior Fellow au Centre Europe de l'Atlantic Council et stratège en politique environnementale au Green New Deal Network

Le non-alignement : le nouveau moyen de négociation des BRICS

Le 25 mars, alors que la guerre menée par la Russie en Ukraine s'intensifiait, le ministre chinois des affaires étrangères Wang Yi s'est rendu à New Delhi et a déclaré : « Si la Chine et l'Inde parlent d'une seule voix, le monde entier les écoutera. Si la Chine et l'Inde se donnent la main, le monde entier y prêtera attention. » En avril, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a effectué son premier voyage dans la capitale indienne, où elle a entamé plusieurs semaines de négociations sur un vaste programme allant de la défense à la production verte.

Le mois suivant, lors d'une tournée éclair de trois jours en Allemagne, au Danemark et en France, le Premier ministre Narendra Modi a obtenu des concessions que les responsables politiques indiens souhaitaient depuis plus de deux décennies. Sept chefs d'État européens ont accepté des investissements dans le domaine du climat, des transferts de technologie et des contrats d'armement, donnant ainsi la substance nécessaire à l'établissement d'un partenariat stratégique Union européenne-Inde jusque-là relativement peu développé.

À Berlin, le chancelier Olaf Scholz a annoncé un Partenariat vert de 10 milliards d'euros pour aider l'Inde à atteindre ses objectifs climatiques à l'horizon 2030 et à réaliser des transferts de technologie de pointe. À Copenhague, les pays nordiques ont signé des accords sur l'énergie éolienne et solaire, ainsi que des investissements dans le transport maritime et les villes vertes. À Paris, Emmanuel Macron a signé un accord¹ visant à investir dans l'hydrogène vert, a donné un coup de pouce aux accords franco-indiens dans le domaine de l'aéronautique et de la construction navale, tandis qu'EDF a accéléré un partenariat en suspens depuis longtemps pour la construction

 Déclaration conjointe Inde-France à l'occasion de la visite du Premier ministre en France, Ministère des Affaires Étrangères indien, 4 mai 2022. de six réacteurs nucléaires (EPR-1650)² à Jaitapur. Ces accords font suite à l'important accord d'investissement de 42 milliards de dollars conclu entre l'Inde et le Japon pour des véhicules électriques, l'hydrogène vert et l'ammoniac, ainsi que pour la transition de l'industrie lourde.

Le calendrier de ces importantes concessions n'est pas un hasard. Modi négocie astucieusement un ordre mondial émergent dans lequel le divorce entre la Chine, la Russie et l'Occident offre une opportunité inédite pour conclure de nouveaux accords. Alors que le monde se divise en nouveaux blocs - qui ressemblent étrangement aux anciens blocs de la Guerre froide - l'ancienne grande stratégie indienne de non-alignement réapparaît³. Et cette fois-ci, la montée en puissance de la Chine garantit que le nouveau bloc contre-hégémonique bénéficiera de ressources considérablement plus importantes que les anciennes puissances communistes.

Cette confédération renforcée s'étend au-delà du sous-continent. Les 30 dernières années de croissance de rattrapage de l'Inde ont été menées par la conduite des États-Unis. À l'instar d'autres nations en développement dont les intérêts sont indépendants de ceux de Washington, l'Inde s'inquiète des dessous contraignants de l'hégémonie américaine. Le Brésil et l'Indonésie, leaders dans l'orchestration des mouvements de non-alignement, profitent également de leur nouvelle force d'attraction. L'Europe ne devrait pas sous-estimer l'intérêt des élites postcoloniales à tracer une voie indépendante.

La divergence avec l'Occident est certaine. Mais les diplomates des pays en voie de développement sont prêts à faire des concessions pour éviter une confrontation coûteuse et risquée avec l'axe sino-russe. En d'autres termes, la réponse des pays en voie de développement à la question de l'Occident, « voulez-vous freiner le développement de la Chine avec nous ? » est probablement « oui ». Mais la réponse à la question « voulez-vous contenir la Chine et la Russie avec nous ? » est probablement « non ».

Au cours de la décennie qui a suivi les attentats du 11 septembre, le Trésor américain, l'Agence de sécurité nationale et le Département du commerce ont mis en place un panoptique pour surveiller les principaux réseaux de la mondialisation : la surveillance des finances par l'Office of Foreign Asset Control du Trésor et le système de paiement SWIFT ; la surveillance des informations par l'Internet de la Silicon Valley⁴ de Snowden ; et la surveillance des chaînes d'approvisionnement *via* la liste de contrôle des

- Déclaration conjointe du sommet Japon-Inde: Partenariat pour un monde pacifique, stable et prospère après le COVID, ministères des Affaires Étrangères indien et japonais, 19 mars 2022.
- La géométrie de la peur en Eurasie, L'Inde et la logique du non-alignement, Policy Tensor, 28 mars 2022.
- Le secret des États-Unis, documentaire PBS, produit par Michael Kirk Jim Gilmore Mike Wiser Martin Smith, 13 mai 2014.

exportations de technologies⁵. Les principaux points de blocage⁶ se situaient et étaient utilisés par les États industrialisés du G7. Parallèlement, la volonté des États-Unis de renforcer le dollar⁷ s'est intensifiée. Le signal envoyé aux pays en développement était clair : en cas de menace, les États-Unis sont résolus à contrôler étroitement les technologies qui sous-tendent leur croissance économique et leur supériorité militaire.

La maîtrise des technologies clefs par le G7 reste la source de son pouvoir militaire. Il l'a démontré par la mise en place de sanctions économiques⁸ après l'invasion de l'Ukraine. Alors que les sanctions contre les avoirs de la banque centrale russe et la coupure de l'accès au réseau SWIFT annonçaient une guerre financière⁹, un rideau de fer technologique est tombé, bloquant les exportations de haute technologie vers la Russie. Le G7 a ciblé l'approvisionnement en puces de silicium en provenance de Corée et de Taïwan afin d'immobiliser l'armée russe (les puces sont un élément clé du matériel militaire), tandis que les livraisons de composants essentiels pour l'aéronautique ont été suspendues afin d'immobiliser l'aviation.

Il n'est donc pas étonnant que les pays en voie de développement adoptent une position de non-alignement pour s'assurer¹0 un accès à ces mêmes technologies clefs – avions de chasse, technologies vertes, puces, sous-marins, nucléaire, produits pharmaceutiques, 5G – qui pourraient alimenter leur croissance. La carte des pays qui sont restés neutres face aux sanctions contre la Russie n'est pas une protestation mais un acte qui répond à des exigences sécuritaires. Avant d'adhérer au nouveau régime financier, technologique et militaire de l'Occident, ils entendent obtenir un maximum de concessions. La menace de quitter la table, comme tout négociateur le sait, c'est ce qui vous rend puissant.

Des pays comme la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis refusent¹¹ de sacrifier leurs intérêts sécuritaires¹² et de

- Aperçu du système de contrôle des exportations des États-Unis, Gouvernement des États-Unis, 2009.
- Interdépendance militarisée: Comment les réseaux économiques mondiaux façonnent la coercition étatique, Henry Farrell, Abraham L. Newman, 1er inillet 2010.
- 7. Changement de régime ? Mona Ali, Phenomenal World, 27 avril 2022...
- Le coût de la guerre économique : Comment les sanctions contre la Russie vont bouleverser l'ordre mondial, Nicholas Mulder, 22 mars 2022, Foreign Affairs.
- L'art de la guerre monétaire: Les sanctions et la nouvelle phase du combat économique, Dominik A. Leusder, Nplusonemag, 12 mars 2022.
- 10. La sécurité économique dans les marchés émergents : Un regard sur l'Inde, le Vietnam et l'Indonésie, Matthew P. Goodman, Matthew Reynolds, CSIS, 17
- 11. La guerre de la Russie contre l'Ukraine : Une chronologie des sanctions, Chad P. Bown , The Peterson Institute for International Economics (PIIE), 15 août
- 12. Une nouvelle guerre froide pourrait appeler un retour au non-alignement : Pourquoi un nombre croissant de pays veulent éviter de s'enliser à nouveau dans un conflit entre grandes puissances, Shivshankar Menon, Foreign Policy, 1er juillet 2022.

développement pour sanctionner la Russie. Plus important encore, ils pensent que leur pouvoir de négociation dans la nouvelle Guerre froide leur permettra d'obtenir de l'Occident des accords plus intéressants en matière de commerce, de technologie et d'armement. Ces pays représenteront les trois quarts de la population mondiale et 60 % de l'économie mondiale d'ici 2030. Ils aspirent à une domination régionale et pensent qu'une position non alignée sert mieux leurs intérêts nationaux. Ils parient également sur le fait que l'Occident tolérera qu'ils tardent à mettre en place des sanctions contre la Russie et s'abstiendra d'imposer des sanctions secondaires (sanctions pour avoir enfreint les sanctions) pour cette désobéissance.

Quel est l'objectif de leur politique de non-alignement ? Premièrement, alimenter leur croissance future par le transfert de nouvelles technologies. Deuxièmement, renforcer leur sécurité par le transfert de matériel militaire avancé. Troisièmement, renforcer leur pouvoir de négociation dans le cadre d'accords commerciaux avec une Europe dépendante des exportations et des États-Unis à la recherche d'alliés géoéconomiques¹³ dans un bloc anti-Chine et anti-Russie. Quatrièmement, sécuriser les produits de base essentiels tels que les denrées alimentaires, l'énergie, les métaux et les engrais du nouveau bloc russo-chinois. Enfin, renforcer leur pouvoir de négociation dans la restructuration¹⁴ de la dette envers les créanciers occidentaux et chinois au cours d'une crise mondiale de la dette en dollars qui menace leur souveraineté.

Le conglomérat indien Reliance Industries, détenu par Mukesh Ambani, le milliardaire le plus riche d'Asie et soutien de Modi, incarne la relation des pays en voie de développement avec le G7. Sa raffinerie de Jamnagar engrange actuellement des milliards en important du pétrole brut russe et en exportant des produits raffinés - diesel et essence - vers l'Occident. Ce même site a reçu des transferts de technologies vertes occidentales alors même qu'il contourne les sanctions à l'encontre de la Russie. Reliance Industries a investi plus de 60 milliards de dollars de son propre capital et 10 milliards de dollars dans des partenariats et des acquisitions pour fabriquer de l'hydrogène dans des électrolyseurs (avec une entreprise danoise), des plaquettes photovoltaïques (avec une entreprise allemande), des panneaux solaires (avec une entreprise norvégienne), une batterie à l'échelle du réseau (avec une entreprise américaine) et une batterie fer-phosphate (avec une entreprise néerlandaise).

La façon dont l'Inde gère ses partenariats étrangers pour prendre part aux chaînes d'approvisionnement vertes dépend fondamentalement de la position de Dubaï. Les Émirats arabes unis sont le nouveau Londres des capitaux russo-indiens-chinois-moyen-orientaux. Le président

^{13.} Géoéconomie, Institut finlandais des affaires internationales (FIIA), 2022.

^{14.} La réduction progressive des émissions dans une période de conflit, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, 2022.

des Émirats arabes unis, Mohammad bin Zayed, a fait du royaume du Golfe une juridiction *offshore* du nouveau *Far West* pour tous les oligarques et les banques d'affaires qui craignent les sanctions occidentales. Les pays pétroliers et gaziers du Golfe devraient gagner 1,3 billion de dollars supplémentaires en exportations de pétrole au cours des quatre prochaines années. Dubaï offre une solution de contournement des sanctions, en utilisant des produits de base dont le prix est fixé en yuan, en roupies et en roubles, afin de contourner le dollar. Les fonds souverains du Golfe - Émirats arabes unis, Qatar, Arabie saoudite - visent à investir dans la transition énergétique en Eurasie. C'est l'ancien monde - la même route commerciale indienne-arabe-européenne du sucre, des épices et du coton utilisée pendant des siècles - qui revient en force.

Sous la présidence de Joko Widodo, l'Indonésie prend le contrôle de ses ressources minérales abondantes¹⁵ pour la transition énergétique, en encourageant les investissements dans les infrastructures de traitement afin de monter en puissance dans la chaîne de valeur et de modifier l'équilibre mondial du pouvoir économique. Si le rêve de devenir un « électro-État » est nouveau, les méthodes sont anciennes. L'Indonésie, l'un des membres fondateurs du mouvement des non-alignés, reproduit les méthodes de développement des tigres d'Asie de l'Est16 et les campagnes de nationalisation des pays de l'OPEP dans les années 1970. Devant les protestations de la Commission européenne à l'OMC, Jokowi a interdit les exportations de nickel, a obligé les entreprises internationales à raffiner et à traiter le minerai sur place et a cherché à transférer les technologies aux entreprises d'État.

L'Indonésie possède les plus grandes réserves de nickel au monde, contrôlées en majorité par la société minière publique MIND ID. Alors que l'Union européenne, le brésilien Vale et les américains Ford et Tesla cherchaient initialement à s'approvisionner en nickel non transformé dans le pays, l'Indonésie a insisté pour s'emparer d'une plus grande partie de la chaîne de valeur en créant un champion national de la production de véhicules électriques. L'Indonesia Battery Corporation, un producteur de batteries pour véhicules électriques nouvellement créé, a conclu des partenariats avec la société chinoise CATL et la société sud-coréenne LG afin d'obtenir la technologie critique nécessaire pour transformer le nickel des batteries.

Après que Jokowi a interdit les exportations de nickel¹⁷ en 2020, des entreprises chinoises ont accepté de

- Géographies en transition, Jewellord T. Nem Singh, Phenomenal World, 29 juin 2022.
- 16. La théorie et la pratique de la construction d'États développementistes dans le Sud global, Jewellord Nem Singh, Third World Quarterly Volume 39, 2018 -Issue 6: Special issue: Developmental states beyond East Asia, 27 novembre 2017.
- Vue d'ensemble du secteur des véhicules électriques en Indonésie : Une attention particulière au nickel, Budiyanto, Cindy Sukiman, Deloitte Indonesia,

créer des filiales en Indonésie en utilisant la technologie de lixiviation d'acide à haute pression (HPAL). Les prochaines ressources dont Jokowi souhaite « interdire les exportations et nationaliser » sont l'étain (l'Indonésie est le deuxième producteur mondial et ce métal est utilisé comme soudure pour les connexions électriques), l'aluminium (l'Indonésie est le cinquième producteur mondial et ce métal est utilisé dans l'électricité et les voitures) et le cuivre (utilisé dans tout ce qui est électrique).

Ces manifestations musclées du pouvoir des non-alignés constituent une force de contrepoids aux sanctions américaines. Les États-Unis ont tiré parti de leur place au cœur du système financier mondial pour influencer les ventes mondiales d'armes en menaçant tout client des armes russes de recourir à la guerre économique. L'Indonésie a fini par annuler ses achats d'avions de combat russes Sukhoi-35, malgré les offres russes d'un programme d'échange d'huile de palme contre des avions de combat. Par contre, dans le cadre d'une augmentation majeure des dépenses de défense de 22 milliards de dollars, l'Indonésie a acheté 36 F-15 américains et 42 Rafale français, ainsi que deux sous-marins Scorpène français (en compensant seulement en partie le fait que la France ait perdu son contrat avec l'Australie). En 2021, la Russie a expédié deux systèmes de missiles de défense aérienne S-400 à l'Inde, provoquant une réaction furieuse des États-Unis qui ont menacé de sanctionner New Delhi pour cette transaction en roupies. Les appels à des sanctions constructives, et non coercitives, sont demeurés lettre morte.

Le plus surprenant est peut-être que, compte tenu de la proximité croissante de son régime avec les États-Unis, le président brésilien Jair Bolsonaro a choisi la neutralité. Les enjeux matériels pourraient rendre ce choix évident : le complexe brésilien d'exportation de soja-maïs-sucreviande, fortement dépendant des engrais russes18, a un intérêt à préserver ses relations. En outre, l'excédent commercial du Brésil avec la Chine est plus important que toutes ses exportations vers les États-Unis¹⁹. Le gouvernement de Lula (2003-2010) avait approfondi ses relations avec les États-Unis, les BRICS et d'autres gouvernements de la « marée rose » d'Amérique latine. En 2011, le ministre des affaires étrangères s'est vanté que le Brésil avait plus d'ambassades en Afrique que la Grande-Bretagne. Sa volonté de se faire des amis dans le Pacifique et l'Atlantique Nord lui a donné une plus grande marge de manœuvre, comme en témoigne la rupture des brevets de propriété intellectuelle des médicaments contre le VIH/Sida en faveur des médicaments génériques indiens.

La tendance libre-échangiste de Bolsonaro a rompu avec cette tradition, en se rangeant du côté de l'Inde, de

- Brésil/Chine, importations/exportations, The Observatory of Economic Complexity, juillet 2022.
- Brésil/États-Unis, importations/exportations, The Observatory of Economic Complexity, juillet 2022.

l'Afrique du Sud et de la Chine lorsque ce bloc a exigé des vaccins Covid exempts de droits de propriété intellectuelle à l'OMC. Le Brésil a également adhéré à la politique de libre-échange agricole du G7 et s'est abstenu de participer aux négociations concernant la propriété intellectuelle. Pourtant, les meilleurs efforts de la droite brésilienne pour réprimer le protectionnisme n'ont pas suffi à surmonter la longue aversion du pays pour les programmes coordonnés du G7. Dans le conflit en Ukraine, le Brésil a tout de même choisi la neutralité. Les élites de Brasília préfèrent garder leurs options ouvertes et leurs engagements souples.

La croissance industrielle verte oblige toutefois à faire des choix. À l'avenir, le Brésil devra donner la priorité aux industriels nationaux ou aux alliés extérieurs, car il devra choisir entre développer des voitures polycarburant (VCM) alimentées par l'éthanol de la canne à sucre locale ou des batteries provenant de la Chine, d'Indonésie et du triangle du lithium limitrophe. Le Brésil peut remettre à plus tard le choix entre le Nord et le Sud, mais le choix entre un Brésil tourné vers l'intérieur et un Brésil tourné vers l'extérieur semble plus inévitable.

La prise de pouvoir de la droite brésilienne revêt une ironie particulière. Sous Bolsonaro, le pays est peut-être le plus coopératif, parmi ses pairs des BRICS, vis-à-vis du G7. Mais Lula, son ancien président charismatique, constitue la principale possibilité de mettre en place un mouvement mondial de non-alignement. Il appartiendra à cet ancien ouvrier métallurgiste syndicaliste de forger une nouvelle coalition fondée sur des valeurs communes. Alors que l'ancien mouvement des non-alignés était ancré dans des impératifs moraux - décolonisation, antiracisme, désarmement nucléaire - la version naissante manque d'un programme social et éthique positif. Au contraire, elle découle de la froide logique commerciale et sécuritaire du développement. Sur le plan national, le retour au pouvoir de Lula a été en partie une réaction au mépris éhonté de Bolsonaro pour les femmes, les écologistes et les plus démunis. Mais la question de savoir si Lula peut vendre la Brasilia industrielle verte à un public mondial est une question majeure pour les classes ouvrières multiethniques et les autres démocraties d'Amérique du Sud.

Les pays en voie de développement utiliseront les conditions géo-économiques fluctuantes de cette décennie²⁰ pour s'inspirer des modèles de croissance mis au point au siècle dernier, notamment la politique industrielle et le capitalisme d'État.

Nous pouvons nous attendre à ce que des États comme l'Inde et l'Indonésie continuent à conditionner leur coopération de plus en plus convoitée et leur accès à des marchés de consommation en pleine croissance à des accords d'infrastructures solides.

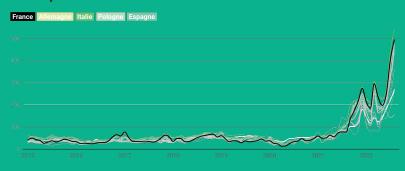
Cette tendance générale s'accompagne d'une variété de nuances stratégiques²¹. Le programme emblématique de développement du Brésil par le biais de la politique sociale pourrait être pleinement réalisé avec le retour au pouvoir de Lula. L'Inde et l'Indonésie ont privilégié des politiques axées sur la production d'électricité, la construction de routes et de ports, qui peuvent négliger la question des droits de l'homme et favoriser les accords conclus avec de puissants opérateurs historiques. Dans sa version extrême, on peut considérer que le modèle du Gujarat²² a servi de base aux campagnes électorales agressives de Modi.

Même si les pays non-alignés négocient au sein du nouveau régime de sanctions et trouvent des moyens de l'utiliser à leur avantage, il ne faut pas perdre de vue le bilan dévastateur des sanctions du G7 : un instrument brutal²³ qui a brisé les chaînes d'approvisionnement et généré des poussées inflationnistes. Pourtant même les accords commerciaux les plus créatifs conclus selon les conditions fixées par le G7 ne suffisent pas à protéger contre la volatilité des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, provoquée par la dérégulation des marchés des matières premières²⁴ à Londres et à Chicago. Pendant ce temps, le chaos climatique25 sur tous les continents aggrave ces tensions²⁶, endommageant les conditions de vie déjà précaires de nombreuses personnes. Raison de plus, pour que le G7 s'inspire du modèle des BRICS et coordonne²⁷ les investissements28 dans des infrastructures durables à long terme.

- 20. Guerre et politique industrielle, Zoltan Pozsar, Crédit suisse, 24 août 2022.
- 21. Le néolibéralisme des BRICS : Passé et futur ?, conférence de l'institut Watson Brown, 23 et 24 avril 2022 .
- Le nouveau développementalisme et ses mécontentements: L'activisme de l'État dans le Gujarat de Modi et en Inde, Elizabeth Chatterjee, Academia, 2020.
- 23. L'arme des sanctions, Nicholas Mulder, FMI, juin 2022.
- Comment les prix élevés de l'énergie ont enhardi Poutine, Tim Sahay, The American Prospect, 22 mars 2022.
- 25. Fiches d'information, The Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC).
- 26. Impacts, adaptation et vulnérabilité, Conférence, Co-présidents du groupe de travail II du GIEC, 2022.
- Le climat : Une esquisse de la nouvelle ère se dessine, BEN BEACHY, Democracy, a journal of ideas, printemps 2022
- Investissement et décarbonation : Évaluation de la finance verte, Anusar Farooqui , Tim Sahay, Phenomenal World, 13 mai 2021.

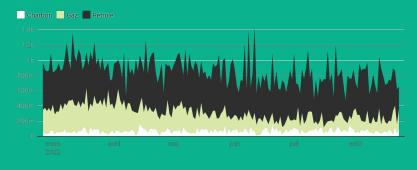
La crise énérgetique en trois graphiques

Le prix du MWh a atteint des niveaux historiques en Europe



Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, le prix du mégawattheure (MWh) en Europe atteint des niveaux historiques, se situant à 753,98 € en France, 664,79 € en Allemagne au 30 août (graphique g).

Paiements journaliers à la Russie par type d'hydrocarbure, depuis le 24 février



Dans les 100 premiers jours de la guerre, la Russie a exporté des énergies fossiles pour un montant total de 93 milliards d'euros¹ (graphique h).

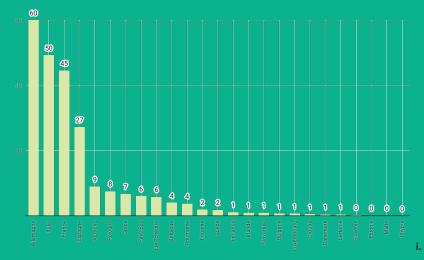
Centre de recherche sur l'énergie et l'air pur, Juin
 2022

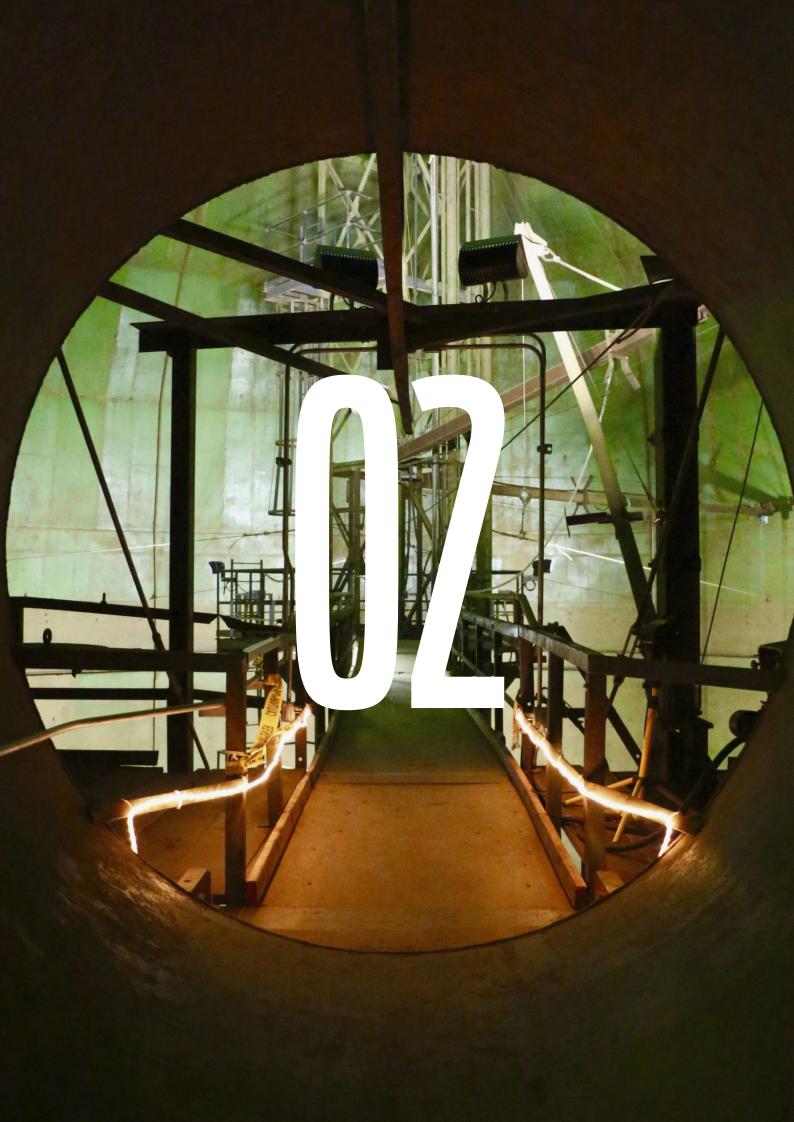
g • Groupe d'études géopolitiques, Source : EMBER.

g.

- h Groupe d'études géopolitiques, Source : Source: Center for Research on Energy and Clean Air. Les données sont exprimées en euros.
- i Groupe d'études géopolitiques, Source : Bruegel. En milliards d'euros, Septembre 2021-Juillet 2022. Des données concernant les mesures prises par les Étatsmembres sont dispobible dans le Tableau a, page 60.

Fonds alloués par les États membres pour le financement des mesures protectrices contre la hausse des prix de l'énergie





Écologie de guerre : transformer, planifier, réguler

Quatre perspectives pour refonder une architecture institutionnelle de substitution

L'entrée du réservoir 19 de l'installation de stockage souterrain de carburant de Red Hill, près de Pearl Harbor, à Hawaï. Une fuite du kérosène s'est infiltrée dans un puits d'eau potable et a contaminé l'eau des robinets des logements militaires de Pearl Harbor.



Éric Monnet • Directeur d'études au sein de l'EHESS, enseignant à l'Ecole d'économie de Paris

Planification et économie de guerre face à la crise écologique

Les termes de planification et d'économie de guerre sont familiers des historiennes et historiens. Ils décrivent des pratiques et modes de gouvernement présents dans de nombreux pays au cours du 20e siècle. Des années 1930 aux années 1970, ils ont fait l'objet de débats intellectuels considérables - mais souvent oubliés depuis - pour tenter de les définir ou de les lier entre eux. Ils reviennent aujourd'hui à l'aune d'une double interrogation. Tout d'abord le terme de planification est présenté comme une solution possible à la crise écologique par la réorganisation de la production et de la consommation en adéquation avec les objectifs de réduction d'émission carbone et de préservation de la biodiversité. La notion d'économie de guerre y est alors quelquefois apposée (ou sous le vocable de « guerre écologique ») pour signifier que, comme lors d'une guerre, toute l'organisation de l'économie doit être tournée vers un seul objectif: la victoire, seule garantie de survie pour la majorité de la population¹.

L'économie de guerre a été convoquée dans un deuxième sens à propos de la crise environnementale pour souligner la coïncidence entre la hausse des prix de l'énergie causée par la guerre en Ukraine et les objectifs climatiques de réduction des émissions carbonées. La politique de réduction des dépenses énergétiques qui se dessine à l'horizon de l'hiver 2022-2023 en raison de la possibilité d'une pénurie d'électricité offrirait l'occasion de modifier nos comportements en phase avec l'impératif écologique. En ce sens, la guerre rencontre l'écologie car elle nous impose de nous passer rapidement d'une ressource dont

1. Cet argument, sous diverses formes, est souvent employé dans les médias par des politiques, journalistes ou activistes, sans être pour autant clairement revendiqué ou précisément défini. Un livre à succès en France a repris récemment en ce sens le terme de « guerre écologique » : Clément H. (2021), Journal de guerre écologique. Fayard, 2020. Dans un tout autre style, Bruno Latour, Nikolaj Schultz se donnent au contraire comme objectif de « clarifier » l'état de guerre écologique. Latour, B., & Schultz, N. (2022). Mémo sur la nouvelle classe écologique. Comment faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle-même. Empêcheurs de penser rond.

nous sommes encore trop dépendants, et la sobriété énergétique devient elle-même une condition pour gagner la guerre². Ces deux usages actuels de la notion d'économie de guerre insistent chacun particulièrement sur un des sens que cette notion a prise au cours de l'histoire (les deux n'étant pas contradictoires): la mobilisation totale de la production envers un objectif donné dans le premier cas, et la gestion de la pénurie dans le second.

Si la planification écologique est certainement une nécessité pour faire face à la crise environnementale actuelle, il me semble toutefois préférable de la débarrasser du vocabulaire d'économie de guerre. La notion d'économie de guerre ne fait sens que comme organisation de court terme, contrairement à la politique écologique aujourd'hui nécessaire3. Historiquement, la planification - pensée comme une entreprise de coordination des intérêts avec des objectifs de long terme - s'est ainsi construite comme émancipée de l'économie de guerre et non comme son simple prolongement en temps de paix. Les critiques de la planification - au nom du libéralisme économique - ne cherchaient au contraire qu'à l'assimiler à un état d'économie de guerre (ou de reconstruction). Présenter le combat écologique comme une économie de guerre porte donc le flanc à la critique selon laquelle l'état normal - l'économie de paix - serait un horizon débarrassé de préoccupations écologiques et d'interventions de l'État dans l'économie.

Si économie de guerre et planification avaient un point commun historiquement, il s'agissait de l'objectif d'augmentation rapide de la production. La planification cherchait la « modernisation » ou la « transition », dans un sens qui consistait essentiellement à accroître la production dans l'industrie, le commerce ou l'agriculture⁴. Aujourd'hui une planification est nécessaire pour coordonner les actions des ménages et des entreprises vers un objectif écologique commun. Si des références à la planification passée font sens pour nous éclairer dans le contexte actuel, il peut surtout s'agir de la justification d'intervention de l'État et la pensée du long terme. Pour le reste, il faut surtout insister sur la singularité des enjeux contemporains, à la fois en termes d'objectifs économiques et écologiques et de pratiques démocratiques.

- 2. Charbonnier P., « La naissance de l'écologie de guerre »; Grand Continent, 18 mars 2022, https://legrandcontinent.eu/. Mike Davis avait formulé un argument relativement similaire pour signifier que les contraintes sur la consommation aux États-Unis pendant la Seconde guerre mondiale avaient été un élément de victoire et qu'elles pouvaient servir de modèle à la cause écologique : Davis, M. (2008). « Ecologie en temps de guerre. Quand les États-Unis luttaient contre le gaspillage des ressources ». Mouvements, (2), 93-98.
- Voir aussi, en particulier sur le lien entre économie de guerre et court terme, Monnet, E. (2022) « Economie de guerre et écologie : les risques de l'analogie » L'Economie politique n°95, août, p.94-102.
- 4. Cet objectif était tributaire de l'association entre hausse de la production, liberté politique et puissance géopolitique et donc du paradigme de la croissance économique. Voir Schmelzer, M. (2016). The hegemony of growth: the OECD and the making of the economic growth paradigm. Cambridge University Press. Bivar, V. (2018). Organic resistance: The struggle over industrial farming in postwar France. UNC Press Books. Charbonnier, P. (2020). Abondance et liberté: une histoire environnementale des idées politiques. La Découverte.

Ce que la planification d'autrefois avait emprunté à l'économie de guerre paraît aujourd'hui inopérant, sauf si on ne veut en retenir que la contingence historique qui les fit coïncider.

Les relations conflictuelles entre planification et économie de guerre

On cite souvent les mots de l'économiste polonais Oscar Lange - théoricien du « socialisme de marché » et grand contradicteur d'Hayek dans les années 1930 pour associer planification et économie de guerre. Dans une conférence à Belgrade en 1958 publié dans la revue indienne d'économie, Lange proposait une description adéquate de l'économie de guerre que nous pouvons reprendre ici dans son intégralité :

Pour l'essentiel, on peut la [la planification] décrire comme une économie de guerre sui-generis. Ces méthodes d'économie de guerre ne sont pas propres au socialisme car elles sont également utilisées dans les pays capitalistes en temps de guerre. Elles ont été développées pendant la première et la deuxième guerre mondiale. [...] La centralisation de la disposition des ressources a été entreprise afin d'éviter la production non essentielle, cette dernière étant celle qui n'était pas liée à la poursuite de la guerre. L'allocation des ressources par des décisions administratives en fonction des priorités établies par l'administration et un large recours aux incitations politiques pour maintenir la productivité et la discipline de la main-d'œuvre par des appels patriotiques étaient caractéristiques de l'économie de guerre et ont été utilisés dans tous les pays capitalistes pendant la guerre. Les difficultés commencent lorsque ces méthodes d'économie de guerre sont identifiées à l'essence du socialisme et considérées comme essentielles au socialisme5.

Outre le fait de présenter de manière classique les traits essentiels de l'économie de guerre, cet extrait présente de multiples intérêts. Il fait état du lien historique qui s'est forgé dans de nombreux pays entre la planification économique et la guerre, lien dont les contemporains avaient conscience et qui a été documenté rétrospectivement par de nombreux travaux universitaires en histoire⁶. Enfin, et surtout, Lange finit sur une mise en garde visant à ne pas confondre les méthodes d'économie de guerre avec ce que serait vraiment une planification socialiste, de ne pas confondre des moyens passagers de contingence historique et l'essence d'une politique. L'auteur tente donc dans la suite de son texte - contrairement

à ce qui en est souvent retenu - de penser une planification qui ne serait pas tributaire de l'économie de guerre mais serait pleinement socialiste. Le socialisme polonais fut un échec sur le plan politique et économique - ce que Lange n'entrevoyait pas en 1958 - mais il est intéressant de souligner que le débat sur le lien essentiel ou non entre économie de guerre et planification parcourait les cercles intellectuels et économique de l'après-guerre dans les pays soviétiques comme dans les pays capitalistes. Ce texte témoigne aussi de l'évolution de la pensée socialiste sur la guerre - évidemment liée à la fin des conflits mondiaux - qui passe par un détachement graduel vis-à-vis de l'idée portée notamment par Otto Neurath lors de la Première guerre mondiale selon laquelle l'économie de guerre était une opportunité pour le socialisme et la planification car elle aurait habitué les citoyens à l'organisation économique non libérale7.

Les promoteurs de la planification en Europe de l'Ouest voulaient également se dissocier de l'expérience de la guerre, seule moyen de légitimer des politiques qu'il fallait associer à la paix et distinguer en outre de pratiques de régimes fascistes ou soviétiques⁸. Les critiques de l'intervention de l'État dans l'économie, défenseurs d'un néolibéralisme qui empruntait au 19e siècle, n'avaient au contraire cesse de critiquer la planification en la ramenant à son statut d'économie de guerre⁹. Louis Baudin, qui présente le pedigree classique de l'intellectuel « néolibéral » du 20e siècle (de la présence au colloque Walter Lippmann de 1938 à l'adhésion à la Société du Mont Pèlerin en passant par le soutien aux régimes autoritaires) présentait ainsi sa forte opposition à la planification d'après-guerre :

Ces tendances à la socialisation ont trouvé en France un terrain favorable pendant la guerre et l'occupation. [...] Il est curieux d'observer qu'un tel système dont nous avons si douloureusement souffert puisse encore être proposé comme idéal. Nous avons connu l'économie de préparation à la guerre (Wehrwirtschaft), celle du temps de guerre (Kriegswirtschaft), voici maintenant l'économie de guerre en temps de paix. Et l'on crie haro sur le libéralisme avec une totale inconscience et une parfaite ingratitude, car on ignore les possibilités qu'il recèle et l'on oublie les bienfaits qu'il a apportés¹⁰.

En choisissant d'utiliser les mots allemands

- Neurath, O. (1916). "War Economics", in Cohen, R & Uebel, T. (eds), Otto Neurath: Economic Writings 1904-1945, Kluwer, p.153-199.
- 8. Voir par exemple, dans le cas de la France, Fourquet, F. Les Comptes de la Puissance. Encre Recherches, 1980.Rousso, H. (1985). Le Plan, objet d'histoire. Sociologie du travail, 239-250; Monnet, E. (2018). Controlling Credit: Central Banking and the Planned Economy in Postwar France, 1948 1973. Cambridge University Press, chp.1.
- Voir Monnet, E. (2022) « Economie de guerre et écologie : les risques de l'analogie » l'Economie politique n°95, août
- 10. Cité in Badel, L. (1999). Un milieu libéral et européen: Le grand commerce français 1925-1948. Comité pour l'Histoire économique et financière, chp. IX §54 URL: https://books.openedition.org/igpde/2225. La référence originale est Louis Baudin, « Servitude ou liberté économique », Pour une économie libérée, Paris, 1946, p. 14-1.

Lange, O. (1958). « The Role of Planning in Socialist Economy ». Indian Economic Review, 4(2), 1–15. [nous traduisons].

^{6.} Voir en autres, comme introduction à cette littérature, Milward, A. S. (1979). War, economy and society, 1939-1945. Univ of California Press; Harrison, M. (Ed.). (2000). The economics of World War II: six great powers in international comparison. Cambridge University Press. Patel, K.K. (2016), The New Deal: a global history, Princeton, NJ: Princeton University Press. Tooze, A., & Martin, J. (2015). "The economics of the war with Nazi Germany". In The Cambridge History of the Second World War, 3, 27-55.

Wehrwirtschaft et Kriegswirtschaft, Baudin faisait référence à la théorisation de l'économie de guerre par les juristes et économistes allemands pendant les années 1930 qui insistaient principalement sur l'organisation de l'économie pour exploiter le plus possible la production à des fins militaires. Ces théories eurent une influence considérable non seulement en Allemagne mais aussi aux États-Unis, en France ou au Royaume-Uni¹¹. Un élément clé de ces débats était celui de production potentielle de guerre (ou « potentiel économique de guerre »), c'est-àdire la production maximum qu'une économie pouvait atteindre si toute son organisation était tournée vers la guerre et l'ensemble des ressources - capital comme travail - allouées rationnellement pour atteindre cet objectif.

De ce bref rappel historique, retenons les tensions qui existèrent dans le passé entre les notions d'économie de guerre et de planification. Si l'histoire les réunit dans les faits au cours de la Seconde guerre mondiale, il fût nécessaire pour les défenseurs de l'intervention de l'État et de la planification après-guerre de rejeter la notion d'économie de guerre qui - outre son association à des régimes politiques dorénavant renversés dans certains pays - ne pouvait que convenir à une organisation de court terme exhortant au sacrifice et non à l'établissement d'une nouvelle forme d'État et de nouveaux objectifs de politique économique. C'est en partie pour contrer la référence à l'économie de guerre que la planification en France construisit sa propre mystique, exaltant l'action publique et la modernisation conduite par la science¹². Elle était le produit de la rencontre entre des idéaux socialistes (portés par des hommes politiques qui s'étaient forgés une doctrine auprès de la SFIO ou de la CGT pendant l'entre-deux-guerres) et une conversion de l'administration à un nouvel interventionnisme étatique (portée par une croyance en la rationalité de l'action publique et des outils de l'analyse économique, quelquefois en continuité avec des techniques d'administration développée sous Vichy mais en rupture avec le corporatisme conservateur de ce régime)13. Alors que les planificateurs socialistes voyaient l'après-guerre comme l'opportunité de créer une nouvelle forme d'organisation collective bien différente de l'horizon guerrier - incarnée notamment par les nationalisations et la création de la sécurité sociale -, la

- 11. Sur ces débats et leur influence, voir Oualid, W. « Les débuts de l'économie de guerre en France. » Revue d'économie politique 54.2 (1940): 185-215; Spiegel, H. W. (1940). Wehrwirtschaft: Economics of the Military State. The American Economic Review, 30(4), 713-723.; Kaldor, N. (1945). The German war economy. The Review of Economic Studies, 13(1), 33-52. Thiveaud, J.-M. et Feltesse V., "L'ère Des Tyrannies et l'économie de Guerre: Naissance d'une Théorie (1930-1940)." Revue d'économie Financière, no. 16, 1991. Abelshauser, W. (1999). Kriegswirtschaft und Wirtschaftswunder. Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, 47(4), 503-538. Ces quelques articles offrent une introduction à une littérature constituée de dizaines d'ouvrages dans plusieurs langues.
- Gaïti, B. (2002). Les modernisateurs dans l'administration d'après-guerre l'écriture d'une histoire héroïque. Revue française d'administration publique, no 102, p.295-306.
- Margairaz, M., (1991). L'État, les finances et l'économie. Histoire d'une conversion 1932-1952. 2 volumes. Comité pour l'histoire économique et financière de la France. Margairaz, M. (2009). « Les politiques économiques sous et de Vichy ». Histoire@ politique, (3), 93-109.

rupture entre la planification et l'économie de guerre se fit au contraire chez les planistes de l'administration par le rejet de la pénurie et l'impératif de reconstruction par la modernisation économique et scientifique. C'est ainsi que la vision de long terme devint partie intégrante de l'idée de planification et que s'imposa, même chez ceux qui refusaient les idées socialistes, le principe selon lequel l'État pouvait ainsi servir de guide au reste de l'économie14. Cette conception était en rupture avec celle d'économie de guerre qui ne voyait l'intervention de l'État que comme une exception guerrière, en opposition à l'état normal du monde, c'est-à-dire l'économie de paix portée par les principes du libéralisme économique. L'analogie avec la guerre réapparaissait alors parfois, mais de manière métaphorique, comme dans ce texte d'Etienne Hirsch en faveur de la planification européenne:

Tout comme un régiment d'infanterie doit savoir qu'à un moment donné il sera soutenu par des chars et des avions, l'industriel qui entreprend de gros investissements doit avoir la certitude qu'il pourra trouver le financement, la main-d'œuvre, les matières premières et leurs débouchés¹⁵.

Que faire?

La référence à la planification de l'après Seconde guerre mondiale se justifie aujourd'hui par la reconnaissance d'un objectif économique et social commun qui surpasse tous les autres car il est à proprement parler vital. En ce sens, l'analogie peut sembler adéquate avec l'économie de guerre, elle aussi tournée vers un objectif primordial... mais, elle peut tout aussi bien se faire avec l'économie de l'après-guerre tournée vers la reconstruction rapide du pays. Pourquoi ne pas parler de reconstruction écologique plutôt que de guerre écologique ? La reconstruction d'après-guerre était effectivement vue comme la seule manière de sortir la société de la misère et du rationnement, et la modernisation - l'autre objectif du Plan - le seul échappatoire de ce qui était perçu comme l'effondrement « malthusien » de la civilisation de l'entre-deux-guerres¹⁶. En France, Jean Monnet parlait en 1946 de « première étape vitale de notre redressement » et de créer « l'outillage économique moderne sans lequel ni puissance ni prospérité ne sont possibles »17. Comme aujourd'hui, il y avait un sentiment partagé d'absolue nécessité et la reconnaissance du fait que - malgré ses imperfections - l'État était la forme d'organisation collective adéquat à même de guider la société et éviter la

- 14. Hirsch, E. (1962). French planning and its European application. J. Common Mkt. Stud., 1, 117.; Andersson, J. & Prat, P. (2015). « Gouverner le « long terme »: La prospective et la production bureaucratique des futurs en France. » Gouvernement et action publique, OL4, 9-29.
- 15. Hirsch, op.cit, p.122 Ingénieur, résistant et proche de la SFIO, Etienne Hirsch présidait le Commissariat général au Plan de 1952 à 1959. Il présida ensuite jusqu'en 1961 la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom).
- La critique du malthusianisme économique et démographique d'avant-guerre s'insérait dans la continuité de politiques vichystes. Cf Margairaz M. (2009) op.cit.
- 17. « Première étape vitale de notre redressement « , in Le Monde, 3 juin 1946.

catastrophe. L'historien Tony Judt soulignait à plusieurs reprises ce point dans son étude magistrale sur l'Europe d'après-guerre :

Ce qu'exprimait en vérité la planification, c'était la foi dans l'État. Dans bien des pays, celle-ci reflétait le sentiment bien fondé, étayé par l'expérience de guerre, qu'en absence de toute autre instance de régulation ou de distribution, l'État seul pouvait protéger l'individu de la misère. Mais l'enthousiasme contemporain pour un État interventionnistes allait bien au-delà du désespoir ou de l'intérêt égoïste¹⁸.

La planification écologique aujourd'hui doit donc reposer aussi bien sur la pleine conscience du danger que sur la confiance dans la décision publique. C'est pourquoi elle ne peut que reposer que sur une profonde réforme de l'administration, comme celle qui a eu lieu après-guerre, avec notamment la création de ministère technique, la réappropriation de compétences par le secteur public et la création d'instances de coopération¹⁹. La planification d'après-guerre reposait sur la concertation verticale (au sein d'un même secteur) et horizontale (entre secteurs), entre dirigeants d'entreprises publiques et privées, syndicats, financeurs et administration²⁰. Ces structurent de concertation sont aujourd'hui à réinventer. Mais on sait également comment les années 1950-1960, en dépit du développement de ces formes de concertations, peuvent difficilement paraître comme un modèle démocratique pour les sociétés européennes actuelles. La concertation des années 1960 est restée très technocratique²¹. Le défi actuel repose sur la nécessité d'une participation accrue des citoyennes et citoyens aux modes de décision, au niveau local comme au niveau national. Cette participation est en particulier essentielle pour modifier rapidement les habitudes de production agricole et de consommation, et les rendre compatibles avec les objectifs désormais bien connus de limite d'émission de Co2.

Si l'après-seconde guerre mondiale fut bien une période de limitation drastique des flux de capitaux privés pour éviter les déstabilisations financières, elle fut au contraire une période de reconstruction de liens industriels et commerciaux notamment au niveau européen. L'histoire de la planification française ne peut s'écrire sans celle de la construction européenne, dès la CECA en 1951. Aujourd'hui, plus que jamais, nous savons que raisonner au niveau national est bien insuffisant face à la crise climatique. Nous savons aussi que limiter l'entraide financière au seul axe Europe États-Unis (il s'agissait, dans

les années 1950, de compenser l'insuffisance des flux de capitaux privés) sans l'étendre aux pays du sud est aujourd'hui une impasse. Il ne peut y avoir de lutte contre le réchauffement climatique sans une aide financière inédite aux pays les plus pauvres.

Au niveau international comme national, la planification écologique nécessite donc une réorientation des flux financiers. L'histoire nous montre ici qu'il ne s'agit pas ici d'un bouleversement mineur. Cela nécessite un rôle majeur de l'État pour développer le financement nécessaire aux nouveaux investissements par des banques publiques de développement (comme la Caisse des Dépôts ou la Banque européenne d'investissement), une régulation drastique pour interdire au secteur privé le financement international d'activités néfastes et le soutien des banques centrales aux financements prioritaires dans la lutte contre le changement climatique.

Si l'histoire de la planification peut nous offrir quelques guides pour la politique actuelle, il faut aussi reconnaître combien les différences avec le passé sont criantes. C'est le cas pour notre rapport à la démocratie et à l'international, comme mentionné précédemment, mais aussi pour l'objectif principal même de la planification. La planification des années 1950-1960 a totalement échoué lorsqu'il fut question, non plus de développer la production industrielle et agricole, mais d'organiser la désindustrialisation à partir des années 1970. Le financement public ne fut pas fléché vers une transition industrielle, les politiques de lutte contre le chômage et d'accompagnement à l'emploi furent grandement insuffisantes et les actifs furent revendus à bas prix sans vision cohérente sur le développement économique des régions. Aujourd'hui le démantèlement de certaines activités industrielles polluantes ne peut plus être l'impensé de la planification mais en est au contraire un des objectifs premiers. Recherche, concertation, vision internationale et financement doivent donc aussi s'organiser autour de la prise en charge de ce qu'on appelle pudiquement les « actifs échoués », alors qu'on occulte encore trop souvent les implications humaines et sociales de la fermeture de ces activités. Le coût financier de ces démantèlements est encore incertain mais on sait qu'il sera élevé, et l'organisation financière publique pour les prendre en charge est encore à inventer, dans l'urgence. Selon l'accord de Paris, 33 % des ressources en pétrole, 49 % du gaz et 82 % du charbon doivent être non exploitée, c'est-à-dire laissées dans le sol. La prise en compte économique et financière de ces conséquences n'est pas encore pleinement acquise. Les coûts en termes de changement d'emploi et de démantèlement sont encore mal estimées mais certains²².

D'un point de vue économique, les trois points sou-

^{18.} Judt, T. (2018). Après-guerre: une histoire de l'Europe depuis 1945. Fayard/ Pluriel. P.64.

^{19.} Voir les pistes développées dans France Stratégie (2022) « Soutenabilités ! Orchestrer et planifier l'action publique » Rapport. Durand C. et Keucheyan R. « L'heure de la planification écologique », le Monde Diplomatique, mai 2020.

^{20.} Une partie des paragraphes ci-dessous reprend le texte suivant : Monnet E., « Planification écologique », Le Monde, 27 mai 2022.

^{21.} Voir, à propos du volet financier de la planification, Monnet E. (2018), op.cit.

Bos, K., & Gupta, J. (2019). Stranded assets and stranded resources: Implications for climate change mitigation and global sustainable development. Energy Research & Social Science, 56, 101215. Caldecott, B. (Ed.). (2019). Stranded Assets: Developments in Finance and Investment. Routledge.

levés précédemment (coopération financière internationale, financement de l'investissement national et actifs échoués) posent en réalité une question similaire : qui doit payer ? Sur ce point également la situation est différente des situations d'économie de guerre, et même d'après-guerre, car l'argent de manque pas aujourd'hui. Il ne s'agit plus de devoir faire de l'épargne forcée comme le prônait Keynes en 1941 pour financer la guerre, ou de compter sur la réapparition miraculeuse de l'épargne caché pendant la guerre, comme espérait les gouvernements européens après 1945²³. Plus que jamais dans l'histoire, il s'agit d'une question de répartition. Cela concerne aussi bien la fiscalité²⁴ que la finance²⁵.

On peut aujourd'hui imaginer un système où l'investissement dans la transition écologique puisse être financé par de la création monétaire par les banques ou par de l'épargne (sous forme de dépôts ou d'obligations). L'État a un rôle important à jouer pour organiser ce financement mais l'investissement n'a pas besoin d'être de l'investissement public au sens de la comptabilité nationale. Il peut s'agir de banques publiques de développement par exemple²⁶.

Le rôle de l'État est de faire en sorte que ces investissements alimentent véritablement des activités non carbonées et que le financement de ces activités soient sous forme d'actifs sûrs - le faible risque pouvant compenser un faible rendement. La banque centrale peut in fine garantir la liquidité et fiabilité de ce mode de financement, comme elle le faisait après-guerre, éventuellement en garantissant une opportunité de refinancement privilégié pour les prêts environnementaux²⁷. Les questions qui se posent sont celles de la coordination et du caractère démocratique des choix effectués, ainsi que, si la garantie de l'État est apportée à des activités privées, celles des contreparties à demander à ces institutions privées. L'essence de la planification est de coordonner les intérêts et d'éviter que des intérêts privés ne se heurtent à l'intérêt public.

J'ai dans ce court texte fait appel à l'histoire de la planification et de l'économie de guerre (et de leur relation tourmentée) pour mettre en garde contre l'idée selon laquelle les références à l'économie de guerre pourraient bâtir les conditions de possibilité d'une planification écologique qui serait à même de changer nos modes de production et notre rapport à la nature.

S'il y a eu historiquement un lien entre l'économie de guerre et l'accroissement de l'intervention de l'État au milieu du 20e siècle, la planification d'après-guerre ne s'est au contraire construite qu'en cherchant à s'émanciper de la référence à l'économie de guerre, perçue comme un moment temporaire et d'exception en attendant le retour à la normalité de l'économie de paix. Si l'on veut penser une planification écologique aujourd'hui, il faut d'abord lutter contre l'idée encore largement répandue (et à laquelle la rhétorique de l'économie de guerre contribue) selon laquelle l'intervention de l'État dans l'économie ne se justifie que comme une expérience transitoire et exceptionnelle imposée par l'ennemi.

La crise énergétique causée par la guerre en Ukraine coïncide avec une prise de conscience insuffisante et tardive de la nécessité de changer nos modes de production et consommation énergétique. Comme lors de la pandémie de Covid-19, il peut s'agir d'une opportunité pour rendre visible et tangible des politiques de rationnement qui paraissaient inacceptables ou inimaginables quelques mois auparavant. Mais, comme il était illusoire au 20e siècle que la planification de guerre mène automatiquement au socialisme, on se doit d'être sceptique sur l'idée que la crise énergétique actuelle puisse se transformer en prise de conscience salutaire et de changement de modèle à long terme. Il est relativement facile de mobiliser et réunir les intérêts en temps de guerre mais le véritable combat politique et intellectuelle réside dans la définition de la paix, puisqu'il faut s'entendre sur le long terme et la normalité.

^{23.} Keynes, J.M. (2020 [1940]), Comment financer la guerre, Classiques Garnier.

Chancel, L. (2022). Insoutenables inégalités-Pour une justice sociale et environnementale. Les petits matins.

Offer, A. (2022). Understanding the Private-Public Divide: Markets, Governments, and Time Horizons. Cambridge University Press.

^{26.} C'était d'ailleurs le cas après 1945, cf E.Monnet 2018, op. cit, chp.6

^{27.} Monnet, E. (2021). La Banque-providence: Démocratiser les banques centrales et la monnaie. Le Seuil.



Cédric Durand • Économiste, Université de Genève

Razmig Keucheyan • Sociologue, Université Paris Cité

Un internationalisme écosocialiste : socialisation et émancipation à l'âge de la crise écologique

Dans son essai *La naissance de l'écologie de guerre*, Pierre Charbonnier acte l'apparition d'une matrice stratégique grâce à laquelle la mobilisation guerrière contre la Russie pourrait servir de levier au déploiement effectif de politiques climatiques. Selon ce schéma, la guerre en Ukraine pourrait être le catalyseur d'une mutation socio-écologique. Cette thèse tire les conséquences de la brutale inflexion intervenue en Europe dans les discours officiels sur la transition. La prise de position de la Commission dans son esquisse de Plan REPowerEU, publiée deux semaines après l'invasion russe, le 8 mars, résume bien le nouvel état d'esprit :

La Commission est prête à mettre au point un plan RE-PowerEU en coopération avec les États membres, d'ici l'été, afin de soutenir la diversification des approvisionnements en énergie, d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables et d'améliorer l'efficacité énergétique. Une telle initiative accélérerait l'élimination progressive des importations de gaz russe et de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, et constituerait la meilleure assurance contre les chocs sur les prix à moyen terme en permettant un avancement rapide de la transition écologique de l'UE, avec un accent particulier sur les besoins transfrontières et régionaux. La nécessité d'une plus grande sécurité d'approvisionnement donne un élan supplémentaire aux objectifs du pacte vert pour l'Europe¹.

Dans cette annonce d'une accélération de la transition vers la sobriété, les énergies renouvelables et le sevrage d'hydrocarbures, il y a une promesse : la guerre peut être

 Commission Européenne, Communication De La Commission Au Parlement Européen, Au Conseil Européen, Au Conseil, Au Comité Économique Et Social Européen Et Au Comité Des Régions REPowerEU: Action européenne conjointe pour une énergie plus abordable, plus sûre et plus durable, s.l., 2022. une opportunité pour l'écologie. Le groupe vert du parlement européen mène campagne sur ce thème avec des slogans tels que « Isolate Putin, insulate your home »; « More sun, more wind, more peace ». Charbonnier décèle en sus la possibilité d'un basculement au sein des élites. Dès lors que la dépendance aux énergies fossiles devient un enjeu de sécurité, l'arc des intérêts favorables à la transition s'élargit : « On dispose enfin d'un argument qui va mobiliser des sphères d'influence et d'investissement jusqu'à présent rétives à la transition énergétique. ». En touchant à la stabilité, Poutine pourrait faire entendre raison écologique au patronat et à la finance.

Prudent, l'auteur liste plusieurs obstacles potentiels à cette évolution : échec géopolitique du découplage énergétique vis-à-vis de la Russie, désorganisation socioéconomique, illégitimité de la distribution de l'effort, absence de perspective systémique, fractures géopolitiques internes. Est aussi mentionné le risque d'une évolution inverse à l'écologie de guerre, celle d'une accélération de l'extraction d'hydrocarbures ailleurs qu'en Russie, à la faveur d'un pivot énergétique qui ne serait que géographique. Mais l'émergence d'une écologie de guerre n'en demeure pas moins à ses yeux une hypothèse réaliste. Évoquant une fantasmatique « menace interne que constitue le régime de Poutine pour l'Europe », Charbonnier situe l'enjeu de l'écologie de guerre au-delà de l'Ukraine : « de l'invention d'un modèle de développement, de coopération, et de construction civique qui intègre l'impératif planétaire au jeu des rivalités géopolitiques dépend la capacité de l'Europe à ne pas tomber entièrement sous l'influence du modèle totalitaire de Poutine ». Et de nous avertir : « derrière l'écologie de guerre, le patriotisme écologique se profile ».

Le mérite de cette prise de position est de prendre la mesure de l'intensité historique du moment présent. Les guerres jouent un rôle d'accélérateur du changement. La révolution russe est fille de la première déflagration mondiale et l'économie de guerre allemande servit de matrice à la première planification soviétique. La seconde guerre mondiale précipita quant à elle l'extension de l'État-providence et le déploiement d'une régulation fordiste de l'économie. Souvent, les guerres portent la conjoncture historique au point d'incandescence où les formations sociales basculent d'un état à un autre. Pour le dire dans le langage d'Althusser, si la contradiction que traduit la guerre est « surdéterminée dans son principe », elle est aussi surdéterminante. Bien sûr, selon leurs intensités et la position des protagonistes dans le système-monde, l'ampleur et la distribution spatiale de leurs répercussions varient. Mais une société n'en ressort jamais indemne.

Les liens entre géopolitique et hydrocarbures sont anciens. Comme le montre Helen Thompson dans son ouvrage *Disorder*, la présence d'enjeux énergétiques dans les affrontements de puissance est la règle. Singulièrement

dépourvue de ressources en hydrocarbures suffisantes, l'Europe s'est trouvée tiraillée à plusieurs reprises depuis les années 1960 entre son allégeance atlantiste et la logique géographique de son branchement sur le sous-sol soviétique puis russe.

Dans la crise actuelle Thompson perçoit elle aussi la possibilité d'un pas en avant pour la transition écologique du fait de « la prise de conscience dans la population que l'approvisionnement en hydrocarbures ne se fait pas tout seul ». En effet, « abandonner les combustibles fossiles au profit d'une énergie plus verte, cela ne signifie rien de moins que de changer la base matérielle de la civilisation moderne, ce qui implique de commencer par admettre que le pétrole, le gaz et le charbon - les sources d'énergie du passé, sur lesquelles nous continuons à compter - ne peuvent être considérés comme acquis. »

En s'impliquant de plus en plus ouvertement dans le conflit, les puissances occidentales ne mettent donc pas seulement en jeu leur relation à l'Ukraine et la Russie : elles entreprennent de se changer elles-mêmes. Mais la question reste ouverte : l'écologie de guerre peut-elle être efficace du point de vue de l'avènement d'une économie bas carbone ? Et est-elle conforme aux valeurs d'une politique d'émancipation ?

Une efficacité écologique douteuse

Dans le détail, les choses sont bien plus troubles. D'abord parce que dans l'immédiat, réduire les importations d'énergie russe implique de les remplacer par des substituts généralement plus polluants : charbon, hydrogène « bleu » ou gaz de schiste en provenance des États-Unis. Ces adaptations produisent des irréversibilités qui loin d'accélérer la transition risquent de la faire dérailler. Le cas d'Engie est emblématique de l'inflexion préoccupante prise au nom du découplage avec la Russie. Début mai l'entreprise a signé avec l'américain NextDecade un contrat d'une durée de quinze ans qui prévoit la livraison annuelle de 1,75 million de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) issu de gaz de schiste. Ce contrat avait précédemment été écarté pour des raisons environnementales sous la pression de l'État français, qui détient 23,6 % du capital de l'énergéticien.

Les producteurs étasuniens sont enchantés par l'évolution concernant l'approvisionnement de l'Europe en GNL: ils savent qu'il s'agit d'un retournement durable. L'augmentation des importations de GNL exige des bateaux équipés spécialement et de nouveaux terminaux longs et coûteux à construire. S'engager sur cette voie implique de donner des garanties que la transition vers une énergie plus propre ne rendra pas ces actifs fossiles sans valeur d'ici une décennie. Comme le déclare Kelly Sheehandi du Sierra Club, « Autoriser l'expansion de nouvelles installations d'exportation de gaz et l'extension de celles

qui existent déjà reviendrait à s'en remettre pendant des décennies à des combustibles fossiles risqués et volatils, ce qui serait catastrophique pour notre climat ». Du point de vue de la lutte contre le réchauffement climatique, la logique est implacable : mieux vaut continuer à s'approvisionner en gaz naturel russe à travers des pipelines déjà construit que de créer de nouvelles infrastructures pour des énergies plus émettrices. Pour l'environnement, les hydrocarbures n'ont pas de patrie.

L'autre problème concerne les prix. La crise énergétique était déjà aiguë à l'automne, mais elle s'est intensifiée avec leur hausse depuis l'invasion de l'Ukraine. Là encore, les effets sont ambivalents. L'augmentation des coûts est en train de faire basculer la conjoncture économique mondiale vers une nouvelle phase dépressionnaire, augurant un retour de la stagflation des années 1970 boostée cette fois non par la lutte des classes, mais par le pouvoir de négociation acquis par le capital du fait de la financiarisation. A cela s'ajoute une crise alimentaire aux conséquences dramatiques pour les pays à faible revenu, de nombreux intrants agricoles étant directement indexés sur les prix de l'énergie. Techniquement, ce nouveau contexte peut s'apparenter à une super taxe carbone qui devrait faire changer les comportements via les incitations.

Ce n'est pas le cas. Au contraire, on assiste même à de spectaculaires revirement, par exemple de la part de l'administration aux États-Unis : « Les producteurs de schiste, ainsi que leurs bailleurs de fonds, doivent faire tout ce qu'il faut pour augmenter la production et non les dividendes », a déclaré Amos Hochstein, le conseiller pour les questions énergétiques à la Maison blanche, dans une récente interview, affirmant catégoriquement que « Le gouvernement américain ne fait pas obstacle à une production supplémentaire de pétrole ». L'élasticité-prix, c'est la réaction de la société et de l'appareil productif au prix du carbone. Changer cette élasticité, permettre de réduire la demande face à une hausse des prix, implique de donner les moyens aux comportements de s'adapter aux nouvelles conditions. Une telle modification des structures économiques s'inscrit dans une temporalité longue que le système de prix appréhende mal, tout comme le choc de la guerre en Ukraine est un piètre levier immédiat de transformation structurelle.

Enfin, la hausse des prix a un effet paradoxal quant aux objectifs d'affaiblissement de la Russie. Comme l'indique Janet Yellen, « cela aurait un impact néfaste sur l'Europe et d'autres parties du monde, et de manière contre-intuitive, cela pourrait en fait avoir très peu de répercussions négatives sur la Russie ». A court, terme, l'augmentation des tarifs vient contrebalancer la réduction des volumes, ce qui se traduit par une relative stabilité des revenus perçus par le pays et lui laisse le temps d'organiser un pivot de ses livraisons vers d'autres régions.

Écosocialisme

Poussons le raisonnement plus loin : que se passe-til lorsque la Russie décide d'un arrêt complet des livraisons de gaz aux pays européens ? Cette hypothèse que l'on pouvait ranger il y a peu dans la catégorie de la fantaisie paranoïaque semble sur le point de se réaliser. Ses ressorts sont particulièrement pertinents pour clarifier la mécanique d'une sortie totale des énergies fossiles.

Le système des prix est incapable de prendre en charge les pénuries. A la fin août 2022, l'électricité et le gaz s'échangent sur les marchés européens à des niveaux 10 fois supérieurs à leurs niveaux récents. De telles hausses astronomiques favorisent la spéculation et enrichissent sans raisons productives les énergéticiens. Surtout, elles sont impossibles à absorber par nos sociétés, tant du point de vue des ménages que des entreprises. A moins d'une improbable détente avec la Russie, des mesures drastiques d'allocation administratives de l'énergie sont donc inéluctables pour limiter la dislocation des relations productives et prévenir une déprivation trop brutale des populations. Comme l'expliquent Karsten Neuhoff et Isabella M. Weber², lorsque le marché s'évanouit un processus politique est inévitable; « des objectifs clairs et un partage équitable de la charge doivent être négociés » entre acteurs les sociaux afin de répartir l'effort de sobriété.

Un constat de cet ordre, élargi à la crise environnementale dans ses différentes dimensions, est le point de départ d'une matrice stratégique alternative à l'écologie de guerre : l'écosocialisme. Le contexte géopolitique est susceptible de produire des basculements, et même des basculements révolutionnaires. Mais le moteur du changement ne saurait se trouver ailleurs que dans la dynamique des sociétés elles-mêmes, dans la restructuration de fond en comble des modes de production et de consommation. Cette restructuration est sous-tendue par des conflits, le conflit de classe au premier chef.

L'écosocialisme repose sur une idée : les économies modernes sont traversées par des processus de socialisation. Deux paramètres doivent être pris en compte pour les appréhender. Le premier : d'où vient l'impulsion à socialiser ? Elle vient parfois des dominants. La création en 1913 de la Réserve fédérale a par exemple consisté pour les capitalistes étatsuniens à accepter de confier la fixation du taux d'intérêt à une institution politique. La multiplication de crises financières lors des décennies précédentes est la raison d'être de cette socialisation de l'outil monétaire. D'autres formes de socialisation résultent de luttes menées par les classes populaires. Les régulations du marché du travail ou la Sécurité sociale en France en sont des exemples.

Karsten Neuhoff, Isabella M. Weber, Can Europe Weather Looming Gas Shortages?, Project Syndicate, Mai 2022.

Second paramètre : la socialisation opère-t-elle du côté de la production ou de la consommation ? La socialisation de la production renvoie à toutes les formes de dépassement de la fragmentation marchande, même partielles. Dans sa version la plus poussée, elle conduit à la planification intégrale de l'économie. La socialisation de la consommation désigne quant à elle toutes les formes de consommation collective. Elles sont elles aussi diverses. Les associations de consommateurs apparues au début du 20e siècle en sont une modalité, dont l'objectif est d'assister le consommateur dans ses choix, de l'aider à construire sa « souveraineté », qui donc n'en est pas vraiment une. Mais les dominants socialisent eux aussi l'approvisionnement pour sécuriser la consommation. Face à l'explosion des prix des hydrocarbures, Mario Draghi a par exemple proposé récemment la création d'un « buyer's club » face aux pays producteurs³. Européens et États-Uniens pourraient utiliser leur « pouvoir de marché » pour faire pression à la baisse sur les prix.

Dans chaque cas, un mécanisme ou une ressource économiques fait l'objet d'une délibération collective. Des facteurs structurels sont susceptibles d'influer sur la socialisation. Ainsi des nouvelles technologies, qui facilitent la communication et donc par exemple la montée en échelle dans la gestion des entreprises ou des chaînes de valeur. Qu'elle procède de la dynamique concurrentielle ou d'une volonté politique, la socialisation manifeste toujours une transformation qualitative des rapports économiques. Elle se traduit souvent par une évolution dans les formes de la propriété, par le développement de la propriété sociale. La création des sociétés par action au 19e siècle en est un exemple, en lequel Marx lui-même voyait une modalité de socialisation proprement capitaliste⁴. Les coopératives en sont une autre, qui distribue la propriété aux travailleurs, la socialisant « par en bas ».

La socialisation, c'est autre chose que l'encastrement des marchés cher à Karl Polanyi. Un marché encastré reste un marché, même s'il est fortement régulé et rendu possible par des marchandises « fictives ». Avec la socialisation, le calcul en nature monte en puissance. On raisonne en ressources réelles, en passant derrière le voile de la monnaie et donc de la valeur d'échange. Dans leur *Plan de transformation de l'économie française*, le Shift Project et sa figure de proue Jean-Marc Jancovici proposent cette définition du calcul en nature :

« Le PTEF (Plan de transformation de l'économie française) parle de tonnes, de watts, de personnes et de compétences. Mais il parle peu d'argent, et jamais comme d'une donnée d'entrée du problème posé : face à ce problème, l'épargne et la monnaie ne sont pas les facteurs

James Politi, Amy Kazmin, Derek Brower, Italy's PM Draghi floats creation of oil consumer 'cartel' after Biden talks, Financial Times, Mai 2022

Voir l'article « Socialisation » dans Georges Labica et Gérard Bensussan (dir.), Dictionnaire critique du marxisme, Paris, PUF, 1982.

Sans le savoir, ils retrouvent ici les intuitions d'Otto Neurath, un des protagonistes du débat sur le « calcul socialiste » et précurseur de l'écologie économique⁶. Fort de l'expérience des méthodes d'approvisionnement pendant la première guerre mondiale, Neurath considère - contre von Mises et Hayek - le calcul en nature comme un moyen de réorganiser les économies modernes sur une base enfin rationnelle.

La bifurcation écologique implique de se projeter dans le long terme, et dans un environnement de plus en plus incertain. Or la précision et l'intensité du signal-prix s'affaiblissent avec l'allongement et la complexification des temporalités. Le calcul en nature est le fondement de la sobriété, qui suppose un usage raisonné des ressources, et donc un « branchement » direct du calcul économique sur ces dernières. Il conduit au dépassement du PIB, et à son remplacement par un ensemble d'indicateurs non réductibles les uns aux autres pour piloter les économies. Avec le retour des pénuries sur fond de conflit ukrainienne, les méthodes du calcul en nature prennent la forme du rationnement de l'énergie. S'il y là de fait un dépassement de la coordination marchande, le basculement vers une transformation écologique émancipatrice exige un genre de socialisation d'un ordre différent.

Gouverner par les besoins

L'écosocialisme soumet la socialisation de l'économie à un double impératif de justice sociale et de sobriété. C'est une « guerre de position » contre le capital, visant à prendre en tenaille le productivisme et le consumérisme en socialisant la production et la consommation. Du côté de la production, la construction de mécanismes permettant d'arbitrer les choix productifs en fonction de leur impact écologique permet de mettre un terme aux ravages environnementaux nés de l'ordre anarchique des décisions d'investissement. Cela suppose notamment la construction d'un pôle public bancaire visant à socialiser l'investissement pour l'orienter vers la bifurcation écologique⁷.

À l'échelle micro, l'écosocialisme est autogestionnaire. Dans la tradition socialiste, l'émancipation du travail par rapport à son exploitation capitaliste est un objectif central. L'écosocialisme ajoute un argument écologique : l'exploitation de l'homme par l'homme est étroitement liée à celle de la nature par l'homme, la réification affectant

- The Shift Project, Climat, crises: Le plan de transformation de l'économie française, Paris, Odile Jacob, 2022, p. 29.
- Voir par exemple John O'Neill, « Ecological Economics and the Politics of Knowledge: the Debate between Hayek et Neurath », in Cambridge Journal of Economics 28, 3, 2004.
- Voir Benjamin Lemoine et Bruno Théret, « Il est possible de construire un circuit du trésor européen écologique », in Gestion & Finances publiques, 4, 2020.

les deux relations⁸. L'émancipation du travail favorisera de ce fait une relation moins instrumentale ou productiviste à cette dernière. D'où l'importance de se débarrasser des patrons. L'autogestion ne résout cependant pas à elle seule le problème de la coordination : c'est à l'échelle macro que les décisions concernant l'allocation des ressources matérielles et humaines doivent être planifiées.

Du côté de la consommation, une écologie « punitive » prohibant les modes de vie insoutenables associés aux biens statutaires des plus riches produirait des effets culturels en cascades, et favoriserait l'enracinement des comportements de consommation dans de nouveaux registres de préférences. Sous l'influence des réseaux sociaux, des nouvelles formes de consommation collective apparaissent. C'est le « commerce social » : certaines plateformes permettent aux consommateurs d'interagir entre eux, les sortant ainsi de leur condition atomisée9. Ils évaluent les produits, puis achètent de manière groupée, obtenant ainsi un prix favorable. Parfois, la production se base sur leur avis, ce qui permet de tisser des liens inédits entre producteurs et consommateurs, jusque-là tenus séparés par le marché. À ce stade, la logique demeure consumériste. Mais quelque chose d'essentiel se joue ici : la montée en puissance du « consommateur collectif », issu de la socialisation de l'achat.

Socialiser la production et la consommation débouche sur un gouvernement par les besoins. Le productivisme capitaliste produit d'abord, puis crée des besoins artificiels afin d'écouler les marchandises surproduites, via la publicité et l'obsolescence notamment. Gouverner par les besoins consiste à délibérer d'abord, puis à mettre l'appareil productif au service des besoins démocratiquement définis. La délibération prend place au plus près des citoyens. En la matière, l'échelle est cruciale : les petits groupes sont les plus adaptés à l'expression des besoins, car c'est en lien avec les pratiques quotidiennes ordinaires que cette expression fait sens. Elle peut se dérouler à l'échelle de la commune, de l'entreprise ou dans le cadre de « mini-publics », dont la convention citoyenne sur le climat est un exemple¹⁰. Mais la montée en échelle dans la prise de décision est souvent nécessaire, les menaces qui pèsent sur les écosystèmes supposant notamment un cadre législatif contraignant qui interdit ou rationne les choix de consommation insoutenables. D'où l'idée que le gouvernement par les besoins est un fédéralisme :

« Toute fédération conduit à des interventions, dit Carl Schmitt dans sa définition du fédéralisme. (...) Toute véritable exécution fédérative constitue une ingérence de ce genre qui supprime l'autodétermination entièrement

- Pour une version de cet argument, voir Jean-Baptiste Vuillerod, Theodor W. Adorno. La domination de la nature, Paris, Amsterdam, 2021.
- 9. Voir The Economist, « The Future of Shopping », Special Report,13-19 mars
- Voir Thierry Pech, Le Parlement des citoyens. La Convention citoyenne pour le climat, Paris, Seul/La République des idées, 2021.

indépendante de l'État touché par ces sanctions, et élimine son caractère clos et impénétrable de l'extérieur, son imperméabilité. »¹

La délibération sur les besoins ne saurait être entièrement « imperméable » : elle est sujette à des « interventions » de l'échelon fédéral. Elles fixeront les limites écosystémiques à respecter dans la satisfaction des besoins, en lien avec les connaissances scientifiques en la matière, et statueront sur l'allocation des ressources. Pour autant, pour qu'elles emportent l'adhésion des citoyens, ces « interventions » devront être légitimes du double point de vue de la justice sociale et de la sobriété.

L'internationalisme socio-écologique

Un esprit internationaliste doit présider à toute pensée de la transition. Comme les coûts du dérèglement climatique sont globaux, bien qu'inégalement répartis, et que les efforts pour le contenir sont locaux, l'humanité se trouve dans une situation de dilemme du prisonnier où seul un processus politique de délibération international peut produire un cadre de coopération.

Faire de l'énergie une arme géopolitique conduit à intensifier la conflictualité sur le point précis où la désescalade serait nécessaire pour accélérer le changement de matrice ailleurs que dans les pays riches.

Pour sortir de la civilisation carbone et éviter le free riding de ceux qui contrôlent les ressources polluantes, proposer une voie désirable aux régions et aux pays fortement dépendants des énergies fossiles est inévitable. C'est le pendant à l'échelle du système-monde de la question de l'accompagnement à l'échelle nationale ou européenne des populations attachées aux secteurs industriels gros émetteurs. Contrairement à l'écologie de guerre, la perspective écosocialiste ouvre une voie praticable à cet internationalisme de la transition.

TABLEAU A. MESURES PRISES PAR LES GOUVERNEMENTS EUROPÉENS EN RÉPONSE À LA HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

Pays	Réduction de la TVA sur l'électricité	Réglementation du prix sur le marché de détails	Soutien aux foyers les plus modeste	Soutien aux entreprises
Allemagne	x	_	x	_
Autriche	х	_	x	x
Belgique	х	х	x	_
Bulgarie	_	x	_	x
Chypre	x	_	x	_
Croatie	x	_	x	_
Danemark	_	_	x	_
Espagne	x	х	x	x
Estonie	x	х	x	x
Finlande	x	_	x	x
France	x	x	x	_
Grèce	_	_	х	х
Hongrie	_	х	_	_
Irlande	x	_	x	_
Italie	x	_	x	_
Lettonie	х	_	x	_
Lituanie	_	_	x	_
Luxembourg	_	_	x	_
Malte	_	_	_	_
Pays-Bas	x	_	x	х
Pologne	x	х	x	_
Portugal	x	_	x	_
R. tchèque	x	-	x	_
Roumanie	x	х	x	_
Slovénie	x	_	x	x
Suède	x	_	x	_

Tableau a • Groupe d'études géopolitiques, Source : Bruegel.



Massimo Amato • Chercheur en histoire économique, professeur à l'Université Rocconi

Les horizons de l'économie de guerre et de la planification écologique

La nouvelle situation « bouleverse tout »¹. On pourrait dire que les derniers événements nous ont fait franchir un point de non-retour et que nous sommes dans une nouvelle tectonique du monde, dans laquelle ce sont les rapports concrets entre continents qui sont en jeu, mais dans laquelle aussi nous risquons de glisser vers un choc de civilisations, certes non à cause du manque de valeurs, mais à cause d'une panne de réalisme dans la médiation de ces mêmes valeurs.

Mais peut-être est-ce un bien que ce point de non-retour ait été atteint, car les trente ans qui sont derrière nous n'ont franchement rien de glorieux. Ce furent sans doute des années aventureuses, mais il se peut que nous les ayons traversées, parfois, en simples aventuriers.

Pourquoi ? Parce que, avec la fin du bipolarisme d'après-guerre on s'est aventuré dans un territoire inexploré, celui du monde technique globalisé, tout en croyant déjà savoir comment cette aventure aurait dû se dérouler. C'est cette *hybris* qui a empoisonné l'aventure. Et qui, tandis que l'occidentalisation du monde était promue comme un processus aussi bénéfique que nécessaire, nous a empêché de nous poser, avant tout à nous, Occidentaux et Européens, la simple question que voici : de quel Occident et de quelle Europe parlons-nous ?

On croyait déjà tout savoir, et aujourd'hui l'on redécouvre cette incertitude fondamentale dont on croyait s'être débarrassé.

1. Les considérations qui suivent se veulent une tentative de réponse aux questions posées par le colloque du Grand Continent, « Après l'invasion de l'Ukraine, l'Europe dans l'interrègne », auquel j'ai eu l'honneur de participer, dans le panel consacré à l'économie. Les voici, tirées de la présentation du colloque : « Depuis presque trois mois, la guerre de la Russie de Poutine à l'Ukraine bouleverse tout. Comment comprendre cette crise inédite ? Entre inflation, endettement et planification quelles seront ses conséquences économiques ? Qu'en sera-t-il de la place de la France et de l'Europe dans cette nouvelle course géopolitique ? Que signifie, en 2022, penser la guerre ? ».

Cela est paradoxalement encore plus vrai pour l'Europe que pour les États-Unis, à cause de la manière dont le processus d'intégration européenne a été affronté : après nous être bercés de l'idée d'une intégration inéluctable, nous sommes à présent confrontés au risque d'une dés-intégration qui, elle non plus, n'est pas inéluctable mais nous signale que, si nous voulons préserver « une certaine idée de l'Europe », il faut lutter. Et avant tout contre nous-mêmes. Et comme nous en sommes à un point de non-retour, il faut réapprendre à aller de l'avant, et le faire d'une autre manière que dans les décennies passées. Ce qu'il faut savoir penser et réaliser, ce sont des transitions.

Dans cette nouvelle situation de guerre et d'incertitude les transitions sont nombreuses. Je me concentrerai ici sur les plus pressantes. Il s'agit de transitions effectives, matérielles, technologiques, mais qui demandent en même temps une transition dans la manière d'affronter la transition : non pas tant pour la planifier que pour apprendre à la gouverner, économiquement et politiquement.

J'en nommerai trois, qui sont au cœur de la réflexion du *Grand Continent* - je pense surtout aux articles de Olivier Blanchard et Jean Pisani-Ferry², et de Pierre Charbonnier³ - et qui à mon sens sont cruciales dans leur implication réciproque : la transition écologique ; la transition géo-énergétique ; la transition budgétaire et financière.

Ce sont des transitions concrètes, dont le but est de nous amener non pas dans un monde idéal hors du monde technique, mais finalement au sein même de celui-ci, tout en nous appuyant sur ce qui fit jadis, et par moments, de l'Europe « la perle du globe » : sa capacité à penser le défi qu'est la technique moderne. Ce changement constitue un défi aux conceptions traditionnelles de la politique et de la liberté qui, malgré leur noblesse, ne sont peut-être plus à la hauteur de gouverner le monde que la technique nous promet, et parfois nous impose. Surtout quand nous ne faisons pas l'effort de la penser.

Nous savons déjà mener des guerres hyper-technicisées, nous savons déjà militariser l'économie, « weaponiser » la finance, et même l'écologie : mais sommes-nous à même de travailler à une paix qui ne soit pas seulement rêvée mais effective ? Il ne s'agit pas en effet pour l'Europe, de se limiter à participer en protagoniste et non de manière grégaire à une compétition à l'échelle mondiale, mais de le faire de manière à contribuer à civiliser cette même compétition. Voilà ce que ferait un vrai « réveil géopolitique de l'Europe », pour reprendre un terme de Luuk van Middelaar⁴.

- Olivier Blanchard et Jean Pisani-Ferry, « Une politique économique de guerre », le Grand Continent, 28 avril 2022.
- Pierre Charbonnier, « La naissance de l'écologie de guerre », le Grand Continent. 18 mars 2022.
- Luuk van Middelaar, « Le réveil géopolitique de l'Europe », le Grand Continent, 15 avril 2021.

Nous tous, Européens, Américains, Asiatiques, Africains, sommes englobés dans une civilisation technicisée. Mais peut-être ne sommes-nous pas encore à même de produire une civilisation de la technique. C'est dans cet horizon que nos réflexions devraient être menées.

La transition écologique

La tâche de la décarbonation, qui est le cœur du Pacte vert, pousse l'Europe vers une redéfinition radicale de son mix énergétique, en donnant une centralité, sinon même une prééminence aux énergies renouvelables. Le problème de ces dernières, comme on sait, réside dans leur intermittence : elles se produisent à l'occasion et non pas au besoin. Ici, la technique rencontre la nature, car on ne peut pas commander au soleil et au vent.

En outre, le courant électrique est un flux, et le réseau ne le stocke que dans la mesure où il reste en tension. L'excès par rapport à l'utilisation doit donc être stocké quelque part pour être utilisé à un autre moment. Il s'agit d'un modèle « bancaire » ou, mieux, de « buffer stock », qui a été efficacement utilisé dans les énergies renouvelables traditionnelles, l'hydroélectrique, mais qui doit être repensé pour l'adapter à l'éolien et au photovoltaïque. La solution est clairement celle des batteries.

C'est pourquoi, concernant le réseau électrique, la transition aux énergies renouvelables implique un double objectif infrastructurel, au niveau de l'Europe. Premièrement, son intégration, ce qui implique de mettre fin à la segmentation du marché électrique européen et aux pertes d'efficience que celle-ci entraîne, mais requiert également des investissements massifs dans le réseau (estimés autour de 375 à 425 milliards à l'horizon 2030). Deuxièmement, sa *stabilisation* face à l'intermittence structurelle des énergies renouvelables, ce qui implique une augmentation importante dans la capacité de stockage.

Or, voici le premier problème : un passage massif aux énergies renouvelables impliquerait au niveau de l'Europe une telle hausse de la demande en outils de stockage qu'il pourrait facilement provoquer un choc d'offre.

Même en partant d'hypothèses assez prudentes quant au rythme de la transition et en ne considérant que la demande de batteries pour la production en énergies renouvelables (donc sans compter le besoin de batteries pour les voitures électriques), un exercice d'approximation pour la seule Italie (que j'ai mené à l'intérieurs d'une de mes équipes, faisant l'hypothèse d'une augmentation du besoin en électricité de moins de 30 % sur dix ans) donne un besoin cumulé de stockage équivalent, à la production mondiale de batteries en 2021. Le même exercice au niveau de la seule zone euro donnerait une hausse de la demande potentielle de stockage équivalente à environ huit fois la production globale actuelle.

Il est donc évident que la transition aux énergies renouvelables comporte la nécessité d'investissements non seulement dans la production mais aussi dans la recherche de solutions plus performantes dans le secteur du stockage. Si ce constat était déjà valable avant la guerre, il est désormais devenu crucial.

La transition géo-énergétique

La première transition pouvait sembler purement technique, mais la guerre en a fait émerger un autre versant, révélant son impact direct sur des questions géostratégiques brûlantes, comme l'a montré Pierre Charbonnier⁵. Ce dernier cite le ministre allemand des finances, Christian Lindner, qui définit « les énergies renouvelables - qui sont le pendant positif de l'affranchissement à l'égard du gaz russe - comme le socle de la liberté à venir ». Il nous appartient de voir si, et comment, cela est vrai.

Avant la guerre, c'est sur le gaz que l'on comptait pour gérer la transition vers la décarbonation et les énergies renouvelables, sans trop s'adosser au nucléaire. Techniquement parlant, le gaz aurait permis de gérer les périodes de pointe.

Désormais, le gaz n'est non seulement plus la solution, mais il est même devenu le problème. Olivier Blanchard et Jean Pisani-Ferry⁶ ont justement souligné que, si le marché du pétrole est global, celui du gaz est régional. Or dans la nouvelle tectonique, cette dépendance devient un obstacle à surmonter mais aussi quelque chose de presque insurmontable à court terme, une phase dans laquelle on risque de s'éterniser aussi longtemps qu'on manquera d'une vision à long terme. Pour paraphraser à la fois Keynes et Woody Allen, si le court terme dure trop longtemps, c'est à court terme que nous serons tous morts.

Ce qui est clair, c'est que la nouvelle situation nous pousse vers une plus grande intégration européenne, sans laquelle aucun réel positionnement européen vis-àvis des grands acteurs globaux n'est pensable. À cette plus grande intégration, l'indépendance énergétique semble constituer une condition préalable.

Le plan en dix points de l'Agence internationale de l'énergie a constitué un premier pas, mais la seule solution à terme, qui doit donc commencer à être projetée dès maintenant, est un changement du mix énergétique qui diminuerait structurellement le poids du gaz, et donc augmenterait le poids des énergies renouvelables. C'est dans cette direction que va le document de la Commission élaboré par la Direction Générale de l'Énergie et publié le

Pierre Charbonnier, « La naissance de l'écologie de guerre », le Grand Continent, 18 mars 2022.

Olivier Blanchard et Jean Pisani-Ferry, « Une politique économique de guerre », le Grand Continent, 28 avril 2022.

18 mai⁷, dans l'esprit de donner une solution stratégique au niveau européen.

Il reste toutefois que cette solution pose aussi un nouveau problème, car, compte tenu de l'état de la technique de production des batteries, elle risque de pousser l'Europe vers une nouvelle dépendance géopolitique, cette fois vis-à-vis de la Chine. Loin de constituer le socle de la liberté à venir, le passage aux énergies renouvelables risque donc de se transformer en une nouvelle dépendance. Et même en une double dépendance : en amont, à cause du quasi-monopole chinois, non pas tant du lithium, quant des terres rares ; en aval, à cause de son quasi-monopole dans la production, fondée sur les économies d'échelle et avec un avantage technologique difficile à briser ou tout simplement à rejoindre.

Compte tenu des contraintes d'offre déjà existantes, une accélération vers les énergies renouvelables au détriment du gaz risquerait de mettre l'Europe doublement en porte-à-faux. Surmonter ce risque rend encore plus nécessaire une politique industrielle commune, ou du moins très coordonnée, fondée sur des investissement massifs dans la recherche et la production. Ce qui m'amène à la troisième transition.

La transition budgétaire et financière

Ces considérations impliquent des politiques industrielles publiques, des investissements publics, et finalement des formes de coordination.

Alors, comment planifier la transition ? Il ne s'agit peut-être pas de la planifier au sens traditionnel du mot⁸, qui nous renvoie à un étatisme qui n'est pas exempt de risques, aussi bien économiques que politiques, mais de trouver des formes de coordination appropriées.

La socialisation de l'investissement dont parlait Keynes dans les années 1930 ne coïncide pas nécessairement avec sa nationalisation. Avec cette tournure, Keynes nomme plutôt le projet politique d'inscrire l'investissement, aussi bien public que privé, mais aussi son financement, dans un horizon temporel qui tend à échapper structurellement à la logique privée, et donc aux marchés autorégulés.

En effet, la socialisation à laquelle pense Keynes, est aussi, et peut-être avant tout, une socialisation du rapport au temps impliqué par l'investissement et son financement. C'est bien d'une socialisation de ce genre que nous avons besoin aujourd'hui, car ce que la « transition écologique » doit faire transborder, en temps de guerre, mais en vue de la paix, c'est une société tout entière, sans

augmenter les inégalités mais plutôt en les réduisant.

Voilà pourquoi, en Europe, la question de la planification devient non seulement celle d'une relance de la logique des plans à la NextGenerationEU ou à la RE-PowerEU, mais aussi la question du financement de ces plans, et plus généralement du financement des dettes publiques que la nouvelle tectonique ne fera qu'augmenter. Le débat est donc ouvert en Europe sur les modalités de financement des nouvelles expansions budgétaires, qui seront aussi bien nationales qu'européennes.

Pour le dire en une formule qui tient à la fois compte de notre situation de départ et du point de mire : il s'agit de passer d'une logique de compétition entre États pour accéder aux marchés financiers, dans l'hypothèse que l'efficience de ceux-ci imposer une « discipline » rationnelle pour les politiques fiscales, à une logique de coopération entre les États dans leur rapport avec les marchés, qui tienne compte de l'existence d'une irrationalité potentielle des marchés susceptible de donner lieu à des équilibres multiples, dominés par les prophéties autoréalisatrices.

C'est bien le thème d'une agence européenne de la dette qui est ici en jeu. Celui-ci a été lancé en décembre 2021 par les présidents Mario Draghi et Emmanuel Macron dans une lettre publiée par le *Financial Times*⁹, où, en plaidant pour des nouvelles règles européennes qui soient plus favorables aux investissements, ils mentionnaient le projet d'une agence pour la gestion des dettes liées au Covid. Cependant, dans une situation exceptionnelle comme celle où nous nous trouvons, la distinction entre dette normale et dette exceptionnelle commence peut-être à perdre en signification.

Depuis 2019, je travaille avec mes collègues au projet d'une Agence européenne de la dette qui soit 1) aussi bien non-mutualiste que coopérative, 2) capable d'absorber toute la dette de la zone euro et 3) à même d'aider la transition de l'Union vers une capacité fiscale centrale. J'ai détaillé ce projet dans les colonnes du *Grand Continent*¹⁰, je ne rentre donc pas dans les détails, car ce qui m'importe aujourd'hui est de souligner un aspect crucial pour notre discussion : la capacité d'une agence de ce genre de produire un eurobond qui puisse fonctionner comme un véritable titre européen et sûr.

Dans la nouvelle tectonique dans laquelle nous devrons apprendre à naviguer, un titre européen sûr est une priorité politique difficilement contournable, aussi bien vers l'extérieur, pour ce qui concerne le positionnement global de l'Union dans le contexte monétaire international; que vers l'intérieur, si nous voulons sortir de

^{7.} REPowerEU Plan. Voir « Le Plan RePowerEU », le Grand Continent, 18 mai 2022.

^{8.} Louis de Catheu et Ruggero Gambacurta-Scopello, « Un État pour la planification écologique », le Grand Continent, 5 mai 2022.

Mario Draghi et Emmanuel Macron, «The EU's fiscal rules must be reformed », The Financial Times, 23 décembre 2021.

Massimo Amato, « Pour une agence européenne de la dette », le Grand Continent, 21 février 2022.

la préférence nationale et construire une véritable union bancaire européenne, capable de soutenir les investissements privés.

Ce qui est en jeu est en même temps un gain d'unité politique et d'efficience économique, deux conditions incontournables si nous voulons inaugurer une saison nouvelle et durable d'investissements pour la transition. En parlant de la transition écologique en temps de guerre, Pierre Charbonnier a écrit qu'il s'agit « de créer dans la société européenne une mobilisation collective et une communauté d'intérêts ». Il a même évoqué « derrière l'écologie de guerre, le patriotisme écologique »^µ.

Je crois plutôt que la patrie que nous tous sommes avant tout appelés à apprendre à habiter est, aussi oxymorique que cela puisse paraître, une patrie technique. On a plusieurs fois évoqué l'anachronisme d'une guerre dans le style du 21e, sinon même du 19e siècle, en plein 21e siècle. Certes, il faut réapprendre à « penser la guerre »¹², d'autant plus que le risque existe que cet anachronisme s'étende aux notions de paix et d'ordre pour lesquelles on « se bat ».

Si l'Europe a quelque chose à dire pour sortir de ce double anachronisme, c'est qu'elle a aussi son mot à dire à propos de l'oxymore que j'ai mentionné : la manière dont nous pouvons penser, ici, en Europe, la transition, peut aider tout le monde à accéder à une entente plus précise, plus aiguë et plus vraie du monde technique dans lequel nous vivons. C'est-à-dire dans lequel nous devons apprendre à prendre les risques qui sont les nôtres.

^{11.} Pierre Charbonnier, « La naissance de l'écologie de guerre », le Grand Continent, 18 mars 2022.

Etienne Balibar, Anne-Claire Coudray, Élisabeth Roudinesco, Marc Semo, Georges-Henri Soutou, « Penser la guerre dans l'interrègne », le Grand Continent. 26 mai 2022.



Magali Reghezza-Zitt • Géographe, maître de conférences habilitée à diriger des recherches, École normale supérieure-PSL, Laboratoire LGP-Meudon

La sobriété au temps de l'écologie de guerre : comportements individuels et dimensions collectives de la transition

Dans un article publié le 18 mars 2022, abondamment repris et commenté depuis, Pierre Charbonnier a forgé la notion d'« écologie de guerre », qui « dans le contexte d'une agression militaire conduite par un État pétrolier contre l'un de ses voisins à des fins de consolidation impériale, [consiste] à voir dans le tournant vers la sobriété énergétique 'une arme pacifique de résilience et d'autonomie' ». L'« écologie de guerre » se présente comme une « nouvelle matrice stratégique et politique », qui transforme la réduction de la consommation d'énergie issue de fossiles - action qui favorise la baisse des émissions de gaz à effet de serre -, en arme économique pour affaiblir le potentiel militaire de l'ennemi¹.

Dans son texte, Pierre Charbonnier pose l'hypothèse d'une continuité entre l'économie de guerre traditionnelle et l'« écologie de guerre ». La première fait de la sanction économique un instrument de coercition et de fragilisation du potentiel militaire de l'ennemi. La seconde construit un nouveau récit où maîtrise géostratégique des ressources et politiques climatiques convergent vers la sobriété.

Il est alors possible d'imaginer que, de façon certes inattendue, la guerre puisse conduire à ce que ni les alertes scientifiques, ni les négociations diplomatiques, ni l'inquiétude croissante des citoyens face à un climat qui change n'ont réussi à obtenir : engager les États européens dans une transition énergétique qui intègre pleinement une baisse durable de la consommation, c'est-àdire *in fine* la sobriété. Car si les sanctions économiques

 Pierre Charbonnier, La naissance de l'écologie de guerre, le Grand Continent, mars 2022. visent à saper la « machine de guerre » de l'adversaire, dans le cas de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, elles impliquent aussi la fin précipitée de la dépendance au gaz et au pétrole russes. Elles imposent donc aux Européens de réorienter leurs politiques énergétiques, et, faute d'alternatives immédiates, de diminuer la demande pour faire face aux risques de pénurie.

La conversion forcée à la sobriété a été demandée aux Françaises et aux Français par un encouragement « au petit geste » à des fins de « résilience économique et sociale » dans un contexte d'une augmentation des prix de l'énergie, des carburants et du blé, qui menace directement leur pouvoir d'achat². Elle a été relayée au plus haut niveau de l'État. Ainsi, le 7 mars 2022, dans la matinale d'une chaîne d'information en continu, le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, demandait aux Français³ de réduire leur consommation d'énergie. Le même jour, l'ancien président de la République, François Hollande, écrivait dans le journal Le Monde :

« Il serait incontournable de solliciter les Français pour qu'ils réduisent leur chauffage l'hiver prochain. (...) Je suis convaincu que nos compatriotes, conscients de la menace que la Russie fait peser sur la paix et soucieux d'adresser un geste d'amitié au peuple ukrainien dont la souffrance est un crève-cœur, seraient prêts à ce sacrifice »⁴.

Ces discours entérinent le glissement de la transformation des modes de vie collectifs au changement de comportement individuel. Ce déplacement vers l'individu, qui s'opère à travers des discours mobilisant des arguments de nature morale, n'est neutre ni du point de vue des politiques de transition énergétique, et au-delà, climatiques, ni de la distribution équitable des efforts et des coûts de transition.

L'« écologie de guerre » ne se réduit certes pas à l'injonction individuelle. Elle n'en pose pas moins les questions de l'articulation entre les dimensions individuelles et collectives de l'action climatique et du caractère politique de l'argument moral.

Transition énergétique, sortie des fossiles et sobriété

Les trajectoires actuelles d'atténuation du changement climatique d'origine humaine sont trop lentes pour atteindre le « net zéro » en 2050 et contenir le réchauffement dans la limite des 1,5°C, voire des 2°C. Malgré les progrès accomplis, la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) suit une trajectoire qui nous entraîne bien au-delà des objectifs de l'accord de Paris. Même les

- 2. Cf. Le discours du premier Ministre, Jean Castex, le 16 mai 2022.
- « Nous devrons tous faire un effort bâtir notre indépendance totale en matière énergétique et être beaucoup moins dépendants des énergies fossiles ».
- François Hollande, Pour arrêter Vladimir Poutine, arrêtons de lui acheter du gaz », le Monde, mars 2022.

contributions déterminées nationalement avant la COP26 ne permettront pas de limiter le réchauffement à 1,5° C. Pour ne pas dépasser 2°C, il faudrait que les émissions mondiales diminuent immédiatement et soient réduites d'un quart d'ici 2030, alors qu'elles ont continué à augmenter, certes plus faiblement, au cours de la dernière décennie.

Le secteur de l'énergie représente environ un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), avec en particulier les besoins en électricité et en chauffage des particuliers. Au-delà de l'extraction/production des matières premières et de leur transformation, tous les secteurs émetteurs de GES (agriculture et utilisation des terres, industrie, bâtiment, transports) consomment de l'énergie. La transition énergétique, c'est-à-dire le passage d'une énergie fortement carbonée à une énergie zéro ou bas carbone, est donc un levier majeur de réduction des émissions.

Cette transition ne peut faire l'économie de la réduction substantielle de l'utilisation des combustibles fossiles. Tous les scénarios compatibles avec l'atteinte des objectifs climatiques impliquent la « sortie des énergies fossiles » pour des raisons climatiques. Le GIEC indique, par exemple, que les seules émissions des infrastructures énergétiques actuelles liées aux énergies fossiles atteindraient le budget carbone résiduel pour 1,5° C, si elles sont utilisées tout au long de leur durée de vie habituelle. Il faudra donc arrêter totalement l'usage du charbon et réduire respectivement de 60 % et 70 % ceux du pétrole et du gaz d'ici à 2050 par rapport aux niveaux de 2019. L'électricité devra aussi être quasi entièrement décarbonée.

Parallèlement, parmi les leviers d'atténuation possibles, le GIEC a examiné celui de la « demande » (consommation) des biens et services qui émettent des GES. Une « faible » demande permet d'envisager des baisses d'émissions de 40 à 70 % en 2050, sans réduction du bien-être humain ou l'atteinte d'un niveau de vie décent⁵. Cette idée est résumée dans la définition de la « sobriété » (sufficiency) inscrite par le GIEC dans le 3e volet de son 6e rapport d'évaluation et le résumé aux décideurs malgré les réticences⁶.

« Les politiques de sobriété se composent d'un ensemble de mesures et de pratiques du quotidien qui évitent la demande en énergie, matériaux, sols et eau tout en garantissant le bien-être de tous dans le respect des limites planétaires ».

Alors que l'efficacité permet la diminution des émissions par l'amélioration des techniques et des équipements, la sobriété réside dans celle de la consommation par l'adoption de nouveaux comportements, usages et pratiques individuelles, au-delà, de nouveaux modes de vie portés par les organisations sociales.

Du collectif à l'individu : politiser l'« écologie de guerre »

Que « la régulation volontariste des schémas de consommation industriels et domestiques » à des fins de sobriété énergétique s'opère au nom de l'atténuation (raison climatique), de la souveraineté (raison économique) ou de la guerre (raison géostratégique) n'a au fond que peu d'importance, si l'on considère que le résultat l'emporte sur les registres de justification. Le récit porté par l'« écologie de guerre » a néanmoins ceci de remarquable : il glisse immédiatement de l'action collective, et au-delà, politique et internationale, à l'injonction individuelle, ou, plus exactement encore, au geste individuel comme instrument de résilience du collectif.

L'appel à la sobriété par le « petit geste individuel » n'est certes pas nouveau. En décembre 1973, pour répondre au choc pétrolier, Georges Pompidou déclarait déjà :

« Je fais appel et nous faisons appel avant tout à cette vertu, traditionnelle paraît-il du peuple français, qui est l'esprit d'économie. Économisons l'essence, économisons l'électricité, économisons le chauffage. »

En 2022, la sobriété est subordonnée à des motifs géostratégiques (et non simplement économiques). Surtout, il ne s'agit pas d'une réduction provisoire ou ponctuelle de la consommation. L'« écologie de guerre » requiert en effet une révision rapide des politiques énergétiques européennes dans laquelle la sobriété est structurelle et durable, et non plus simplement conjoncturelle et réversible. La faible demande est d'autant plus nécessaire qu'elle coïncide avec une hausse structurelle des prix des combustibles fossiles et le relèvement des objectifs climatiques européens de l'Union européenne.

En outre, le glissement du collectif à l'individu à des fins de résilience sociale (et économique) n'est pas non plus spécifique à la question énergétique. On le constate depuis près de trois décennies dans le champ de la réduction des risques de catastrophe dites « naturelles », le développement et l'adaptation au changement climatique, et ce, de façon concomitante à l'adoption progressive du référentiel de la « résilience ».

La résilience a été introduite en sciences sociales pour justifier l'indispensable renforcement des pouvoirs (empowerment) des individus et des communautés locales considérés comme « vulnérables », afin d'augmenter leurs capacités à faire face. Le consensus sur le nécessaire *em*-

^{5.} GIEC, « Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change », 4 avril 2022.

Cyril Smit, Entretien avec Yamina Saheb (GIEC): "Il y a eu quelques réticences pour mettre le terme de sobriété dans le dernier rapport"., Agir pour le climat mai 2022

powerment a cependant volé en éclat lorsqu'il s'est agi d'en définir les leviers opérationnels. M.-H. Bacqué et C. Biewener⁷ ont identifié plusieurs usages socio-politiques de l'empowerment, qui recoupent aujourd'hui les différentes interprétations (et donc mise en œuvre) de la résilience. Ils peuvent être classés en référence à des « idéaltypes », ie des catégories abstraites et forcément simplificatrices, qui ne se retrouvent pas toujours parfaitement dans ce que l'on observe, mais qui en rendent compte de manière suffisamment satisfaisante : les usages dits radicaux, (socio-)libéraux et néo-libéraux, en référence aux référentiels politiques et idéologiques mobilisés.

L'approche radicale inscrit l'individu dans les dimensions collectives et situe l'agency (traduit par agentivité, ie faculté d'action, capacité à agir, influencer, transformer) et l'empowerment du côté de la réduction des inégalités. Elle fait des asymétries de pouvoirs la cause de la stigmatisation et de l'exclusion, qui privent les dominés des ressources, des droits d'accès et d'usage, du pouvoir et de la parole, et les empêche ainsi d'exercer leur liberté et leurs capacités de choix et d'action. Cette approche relie - jusqu'à en faire des équivalences - pouvoirs, inégalités, redistribution et justice. Elle situe les causes profondes de la vulnérabilité, et au-delà, des faibles capacités d'action, d'adaptation et de résilience, dans les structures sociales, économiques et politiques, héritées et actuelles. La précarité, la pauvreté, le mal-développement, les inégalités de toute nature, qui entravent la liberté de choix et contraignent le potentiel d'action, ne peuvent être réduites que par un projet de transformation « radicale » de l'ordre établi, qui peut aller jusqu'à la remise en cause du système capitaliste.

L'approche libérale se focalise au contraire sur les libertés individuelles en les considérant comme les leviers d'augmentation du bien-être, de développement, de réduction de la vulnérabilité et/ou d'augmentation des capacités de résilience. Pour les socio-libéraux, la défense de ces libertés s'articule aux dimensions collectives. L'empowerment se situe alors au niveau communautaire (et non individuel). Contrairement à l'approche radicale, il ne s'agit pas de modifier les structures sociales, mais d'accompagner les individus et les groupes pour qu'ils négocient au mieux avec les pouvoirs dominants, afin d'augmenter leur accès aux ressources. Si le rôle des conditions socio-économiques et politiques de l'exercice du pouvoir n'est pas nié, il n'y a pas de remise en question structurelle des inégalités sociales. Pour les néo-libéraux, en revanche, l'empowerment est purement individuel. La résilience s'enracine dans le développement des compétences personnelles, à travers l'engagement, l'autodétermination (liberté de choix), la prise de responsabilité et l'auto-organisation des personnes. Les inégalités ne sont prises en compte que parce qu'elles limitent l'accès aux

 Marie-Hélène Bacqué, Carole Biewener, 2013, « L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation? », Idées économiques et sociales 2013/3 (n° 173), p. 25-32. opportunités. Il n'est question ni d'émancipation, ni de justice en tant que telles, mais de « gestion des inégalités » pour permettre à chacun d'exercer pleinement sa liberté de choix et d'action.

La balance entre actions individuelles et collectives, liberté et égalité, révèle par conséquent les substrats idéologiques. La sobriété déclinée au prisme du « petit geste » apparaît ici comme un énième avatar de l'« environnementalisme libéral », qui responsabilise l'individu en vue de la résilience du collectif et d'une meilleure adaptation sociale.

De la contrainte collective à l'obligation morale individuelle

Ce substrat idéologique est en partie masqué par le registre de légitimation utilisé. Assimiler le geste individuel de sobriété à un acte civique, solidaire et patriote, constitue, de manière plus ou moins consciente, une injonction morale. En plaçant sur le même plan la souffrance et le sacrifice du peuple ukrainien et la baisse du chauffage « d'un petit degré », le discours politique, repris par les médias, construit un récit implicitement culpabilisateur, qui fait basculer de la contrainte (j'agis ainsi parce que je n'ai pas le choix) vers l'obligation (j'agis librement et par conviction). Ce glissement répond au besoin d'augmenter l'« acceptabilité ».

La fin des combustibles fossiles induit en effet d'importants coûts de transition. Les économies d'énergie auront des impacts systémiques sur l'économie de l'énergie, et au-delà sur l'ensemble des parties prenantes, avec une vulnérabilité proportionnelle à la dépendance vis-à-vis de ces matières premières. Les conséquences possiblement régressives seront d'autant plus fortes que les ménages, les acteurs socio-économiques, les secteurs productifs et les territoires sont déjà fragilisés par les crises passées et actuelles, et ce, même s'il existe de nombreux co-bénéfices à la transition en matière de santé, de qualité de vie, de réduction des pollutions, de biodiversité, etc. Se pose alors la question de la répartition équitable des efforts et de l'accompagnement.

Si la contrainte collective suscite des résistances, l'obligation morale pousse l'individu à internaliser cette contrainte, de sorte qu'il y adhère volontairement et en accepte les coûts. Le problème est que cette injonction occulte à la fois l'inégale répartition des émissions, les responsabilités actuelles et héritées de l'inaction climatique, et les leviers structurels de transition, qui vont très au-delà du geste individuel. Elle invisibilise en particulier les situations de précarité énergétique, c'est-à-dire de sobriété subie.

Pour l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) « est en situation de précarité énergétique une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat »8. 20 % des ménages français disent avoir souffert du froid pendant au moins 24h au cours de l'hiver 2020-2021 et 10,5 % des Français, soit trois millions de ménages, ont dépensé plus de 8 % de leurs revenus pour la facture énergétique de leur logement, tout en faisant partie des plus modestes. S'ajoutent désormais d'autres indicateurs (inconfort d'été, dépenses de mobilité, santé, etc.) qui confirment que la précarité énergétique risque de s'accroître avec l'augmentation des coûts de l'énergie.

Dans le même temps, les inégalités d'émissions au sein d'un pays sont très fortes. Selon le GIEC, en 2019, la consommation des 50 % des ménages aux revenus les plus faibles ne représentait que 13-15 % des émissions mondiales de GES, tandis que les 40 % aux revenus intermédiaires pesaient pour 40-53 %, et les 10 % les plus émetteurs pour 34-45 %. Près de la moitié de l'ensemble des émissions est due à 1/10e de la population mondiale, et seul 1/100e de la population (77 millions de personnes) sont à l'origine d'émissions 50 % plus élevées que celles de la moitié inférieure de la population (3,8 milliards de personnes). En France, les 50 % les plus modestes devraient réduire leur empreinte carbone de 4 % contre 81 % pour les 10 % les plus riches ⁹¹⁰.

Autrement dit, les personnes aux revenus les plus élevés ont en moyenne les niveaux d'émissions les plus fortes - donc, aussi le plus grand potentiel de réduction, en tant qu'investisseurs, consommateurs, influenceurs ou professionnels. Dans le même temps, la contrainte économique (renchérissement du coût du chauffage et de l'électricité pour les ménages) a peu d'impact sur leur pouvoir d'achat, donc, d'effets sur la modération de leur demande.

Il faut aussi rappeler que ce sont avant tout les choix de planification énergétique des trente dernières années en France et en Europe qui ont construit la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures russes. Le retard accumulé dans la sortie des fossiles a maintenu un mix non décarboné, qui crée aujourd'hui un risque majeur pour l'approvisionnement énergétique et donc la satisfaction de la demande. Le GIEC rappelle qu'actuellement, dans le monde, les subventions aux énergies fossiles sont environ deux fois supérieures aux subventions pour les énergies renouvelables. Il pointe également le « déficit de prise de responsabilités vis-à-vis des émissions des transports maritime et aérien internationaux, avec un manque d'objec-

- 8. La précarité énergétique suivie par l'ONPE au sein de l'ADEME, 29 mars 2022.
- Voir l'article de Lucas Chancel, Qui pollue vraiment ? 10 points sur les inégalités et la politique climatique, le Grand Continent, 8 juin 2022.
- Soutenabilités! Orchestrer et planifier l'action publique, rapport France Stratégie, 2022, p. 53.

tifs et de mécanismes de mise en œuvre ».

Par conséquent, l'injonction à la sobriété, qui redéfinit le souhaitable au nom de la morale pour rendre la sobriété acceptable, correspond au transfert vers les individus des coûts de l'inaction climatique et des choix sociotechniques passés, sans tenir compte de l'équité dans la répartition des efforts, et donc du caractère juste de la transition. Pour paraphraser R. Felli¹¹, au nom de la résilience collective, incarnée dans les idéaux de Nation, d'Europe, de camp des démocraties, les individus sont sommés d'accepter l'effort à accomplir et de « réinternaliser la responsabilité de leur propre situation », plutôt que de la faire porter sur « le monde qui les entoure et les rapports sociaux dans lesquels ils sont pris », c'est-à-dire sur les causes structurelles de l'inaction climatique et du retard accumulé dans les politiques de transition énergétique.

Dépasser l'opposition collectif vs individuel : lecture au prisme des capabilités

Si les changements de comportements individuels sont un levier indispensable de l'atténuation, encore faut-il que, d'une part, ils soient consentis par les individus et que, d'autre part, chacun ait les ressources (internes et externes), les moyens et les opportunités pour passer de la volonté de changer au changement *réel*. Cette articulation entre action individuelle et structures collectives pour rendre possible et effectif le changement a été développée, notamment par A. Sen¹² et M. Nussbaum¹³, sous le nom d'approche par « les capabilités ».

Le terme de « capabilité » est utilisé en sciences sociales pour rendre compte des conditions et mécanismes qui permettent à un individu de choisir, d'être et d'accomplir ce qu'il juge désirable. En sciences de l'ingénieur, le terme désigne l'adéquation d'une machine ou d'un procédé à la production d'une performance demandée : il caractérise l'écart entre la performance souhaitée et la performance réelle. De la même manière, la capabilité d'un individu permet d'appréhender la différence entre ce que l'individu désire être ou accomplir, et ses possibilités *effectives* d'être ou d'agir. La capabilité d'un individu n'est pas juste sa capacité à agir, mais ses capacités à convertir ses compétences, ses ressources, ce dont il est doté, en liberté de choisir et de faire. C'est, pour le dire de manière triviale, sa capacité à être capable.

La « capabilité » est tantôt descriptive (par exemple, « la pauvreté est une privation des capabilités élémen-

Felli, R. (2014). Adaptation et résilience: critique de la nouvelle éthique de la politique environnementale internationale. Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale, 16(1).

Sen, A. (2000). Un nouveau modèle économique: développement, justice, liberté. Odile jacob.

Nussbaum, M. C., 2012, Capabilités - Comment créer les conditions d'un monde plus juste ?, Paris, Éditions Climats, 300 p.

taires » selon E. Monnet)¹⁴, tantôt normative, quand, comme chez A. Sen, l'égalité des capabilités de base devient le « nouveau fondement pour les principes d'égalité et de justice ». Dans tous les cas, elle permet de réinscrire l'action individuelle dans ses dimensions collectives, sans pour autant nier la liberté d'auto-détermination et d'engagement de l'individu.

L'approche par les capabilités part d'une observation empirique. Les individus n'ont pas le même degré de liberté lorsqu'il s'agit de déterminer la vie qu'ils souhaitent mener et d'accomplir *effectivement* ce qu'ils veulent être et faire. Le même acte, le même comportement, la même décision, peuvent être choisis ou subis, parce que les individus ne bénéficient pas du même espace de liberté pour décider, agir et réaliser leurs souhaits. Les possibilités *réelles* d'agir, et *a fortiori* de choisir, résultent de la combinaison singulière entre les ressources mobilisables, internes (qualités, compétences) et externes (moyens, capitaux), et des conditions favorables (sociales, juridiques, économiques, politiques) de réalisation.

La liberté et la capacité de convertir ce que l'on souhaite en action réelles dépendent en effet de ce qu'on est (caractéristiques individuelles, telles que l'âge, le genre, l'état de santé), des ressources dont on est doté (par exemple, le capital économique, social, familial, culturel) et des contextes sociopolitiques dans lesquels on évolue. S'il est établi que les inégalités qui découlent de ce que nous sommes restreignent l'éventail des possibles (options et opportunités), l'égalité de moyens ne suffit pas non plus pour que chacun puisse être libre d'être et d'agir selon ce qu'il juge désirable. Deux personnes peuvent avoir accès égal à des ressources similaires (économiques, familiales, socio-culturelles) qui vont leur permettre de compenser les inégalités liées à leurs caractéristiques individuelles. Mais même ainsi, elles n'auront pas les mêmes capabilités selon la société dans laquelle elles vivent. Leurs aspirations seront par exemple façonnées par des interactions sociales qui vont peser sur leurs valeurs, c'est-à-dire sur ce qu'elles jugent souhaitable et faisable. Les organisations sociales leur garantiront (ou pas) leur droit d'accéder à certaines ressources et de les utiliser. Elles pourront (ou pas) leur donner la possibilité de le faire. L'absence d'opportunités économiques, les défaillances de la puissance ou des services publics de la santé, l'éducation, des transports, les discriminations, la corruption, seront autant de dimensions collectives qui réduisent les capabilités des personnes.

Appliquée à l'écologie de guerre, l'approche par les capabilités éclaire les conditions de mise en œuvre, d'acceptabilité, mais aussi d'entrave à la sobriété. La différence entre précarité, réduction forcée de la consommation et « faible demande » librement consentie correspond à d'inégales capabilités. Dans les deux premiers cas, la sobriété est subie, dans le dernier, elle est choisie et effectivement mise en œuvre.

Pour éviter l'effet « gilets jaunes », il convient d'identifier les facteurs qui vont permettre non seulement de rendre la sobriété « désirable », mais de la convertir en acte. Dans le cas des « gilets jaunes », l'application uniforme de la taxe carbone ne prenait pas en compte les inégales capabilités des ménages. Au-delà des dimensions personnelles (valeurs, niveau de confiance dans les institutions, sentiment de déclassement), le lieu de résidence a joué un rôle fondamental. L'augmentation de la vitesse a permis la dissociation des lieux de résidence et de travail, qui a construit une dépendance à la voiture individuelle. Celle-ci a été redoublée par l'absence de politiques de déploiement de transports collectifs et d'investissements dans le ferroviaire et les alternatives décarbonées à l'essence et au gasoil. Le coût du foncier dans les métropoles, conjugué à l'idéal de la maison individuelle, ont nourri l'étalement urbain et la périurbanisation, qui renforcent la dépendance à la voiture du fait des distances à parcourir pour accéder à l'emploi et aux services, alors même que l'accès aux services publics, aux commerces, aux lieux de loisir de de sociabilité, s'est réduit dans certains territoires. Faute d'alternatives à la voiture individuelle, les ménages qui se sont installées dans les périphéries urbaines et les espaces ruraux n'avaient d'autre choix que de subir l'augmentation des prix du carburant provoquée par la taxe carbone.

La sortie des fossiles et la maîtrise de la demande énergétique ne pourront être acceptées que si l'ensemble des dimensions, individuelles et collectives, qui permettent de convertir le besoin de réduction de la consommation en sobriété désirable et effective, donc d'augmenter les capabilités, sont prises en compte. La sobriété doit être choisie et non pas subie, ni même simplement « acceptée », faute de risquer un effet rebond massif en cas de relâchement de la contrainte. Pour cela, il convient proposer un nouveau récit qui rende la sobriété souhaitable (action sur les valeurs), en sortant de l'injonction morale et en cessant de l'associer à une « écologie punitive ». La baisse de la consommation individuelle doit être soutenue par des transformations structurelles dans tous les secteurs émetteurs, avec des actions simultanées pour augmenter l'efficacité, l'offre d'alternatives bas ou zéro-carbone. Un accompagnement socio-économique équitable des parties prenantes, notamment sur le soutien au pouvoir d'achat, l'emploi et les actifs échoués est indispensable. Comme le rappelle le GIEC, « tous les scénarios de faible demande combinent des changements socioculturels, infrastructurels et technologiques ». La sobriété est toujours combinée à d'autres leviers de réduction des émissions (déploiement rapide des renouvelables, captage, électrification, réemploi et recyclage, etc.), qui vont augmenter les capabilités individuelles, et donc le passage de la vo-

Monnet E., 2007, « La théorie des « capabilités » d'Amartya Sen face au problème du relativisme », Tracés. Revue de Sciences humaines.

Conclusion

lonté de changer au changement effectif.

Il est scientifiquement démontré que plus on s'éloignera de +1,5°C de réchauffement, plus les écosystèmes seront poussés à la limite de leurs capacités d'adaptation, avec des effets rétroactifs négatifs sur les êtres humains. Il est également scientifiquement établi que le niveau de réchauffement est une « limite dure » à l'adaptation des sociétés humaines, avec des points de bascules sociétaux, aux moins aux échelles locales.

Mettre à l'agenda climatique le seuil de 1,5°, c'est « acter le fait que l'objectif collectif n'est pas seulement d'éviter un climat ingouvernable, mais d'éviter les impacts sur les écosystèmes et populations les plus vulnérables »15, ou, pour le dire autrement, de refuser que certains territoires deviennent inhabitables et que leurs populations soient, au mieux, déplacées, au pire, sacrifiées. La morale et l'éthique sont ainsi indissociables des considérations géopolitiques et scientifiques. Ce n'est pourtant pas dans cette perspective que le registre moral est convoqué par l'« écologie de guerre ».

Cette dernière n'est pas qu'un récit opportuniste de la sobriété énergétique, qui subordonne l'action climatique à l'effort de guerre pour la rendre plus acceptable. La modération de la demande est un ajustement réactif à l'augmentation des prix, aux risques de pénuries et à leurs conséquences en chaîne, c'est-à-dire, in fine, au probable accroissement de la précarité énergétique de ménages, mais aussi aux perturbations majeures pour des secteurs économiques (agriculture, industrie, bâtiment) déjà fragilisés par la crise Covid, avec là encore des effets rétroactifs délétères multiples. Si responsabilité morale il y a, elle doit être recherchée non pas tant dans le refus du « geste écologique solidaire », que dans l'incapacité des Européens à engager une adaptation réellement transformationnelle à la sortie des fossiles.

La sobriété forcée est d'abord le résultat de choix collectifs politiques, qui, malgré les alertes scientifiques, mais aussi économiques et géopolitiques, ont eu pour conséquences d'affaiblir la souveraineté géopolitique, énergétique et économique des démocraties européennes, en verrouillant durablement les émissions de GES.

En démêlant l'enchevêtrement entre les dimensions individuelles, sociales et macro-structurelles de la transition climatique, le filtre de la capabilité permet de sortir des oppositions stériles entre individu et collectif. Qu'elle obéisse à des raisons géostratégiques ou climatiques, la fin de la dépendance aux énergies issues de fossiles exige des politiques internationales, européennes et nationales et des stratégies d'entreprises, qui vont très au-delà des comportements du quotidien.

Aussi, la transition climatique et l'incontournable sortie des fossiles¹⁶ gagneraient-elles à s'appuyer sur une extension des capabilités, qui rende la sobriété choisie, donc acceptable, quelle que soit par ailleurs la part de l'effort individuel, que l'inaction augmente mécaniquement. Le dernier rapport de France Stratégie insiste sur le fait que « fonder un récit des soutenabilités sur l'idée 'qu'il n'y a pas d'alternative possible' serait délétère », car cela revient à nourrir « le sentiment de déprise, d'impuissance démocratique » et le « décrochage citoyen ». Faute d'anticipation et de préparation, nos gouvernements se condamnent à courir après des crises, qui ne font que rappeler les vulnérabilités existantes, tout en contribuant à les aggraver. L'inaction climatique réduit de manière structurelle et durable les capabilités. Les impacts d'un climat qui change et le retard pris dans la mise en place des politiques d'atténuation - et désormais, d'adaptation - réduit toujours plus les marges de manœuvre collectives et avec elle, l'espace de liberté des individus, donc leurs capabilités, au risque de saper définitivement nos démocraties et l'atteinte des objectifs climatiques.

^{15.} Christophe Buffet, 1,5 °C, un objectif irréaliste?, The Conversation, décembre 2015.

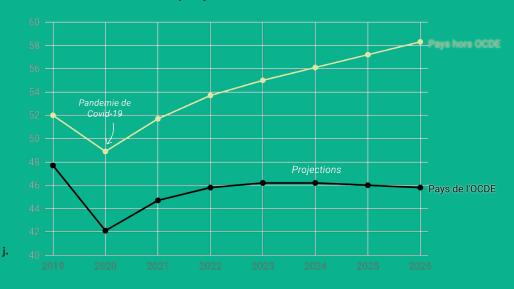
TABLEAU B. MESURES ANNONCÉES PAR LES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS MEMBRES POUR INCITER À LA BAISSE DE LA CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE DES ENTREPRISES ET DES MÉNAGES

Pays	Campagnes publiques de sensibilisation en faveur de la sobriété energétique	Mesures visant à limiter l'utilisation de la climatisation et du chauffage dans les entreprises et commerces	Mesures visant à limiter l'utilisation de l'éclairage public	Mise en place d'un dispositif d'audit énergétique visant à limiter la consommation énergétique des entreprises
Allemagne	x	x	x	x
Autriche	х	_	х	x
Belgique	x	_	_	_
Bulgarie	_	_	_	_
Chypre	_	_	_	_
Croatie	x	_	_	_
Danemark	x	_	_	_
Espagne	х	х	x	_
Estonie	_	_	_	_
Finlande	х	_	_	_
France	x	x	x	x
Grèce	х	х	_	_
Hongrie	_	_	_	_
Irlande	x	_	_	_
Italie	х	х	x	_
Lettonie	_	_	_	_
Lituanie	_	_	_	_
Luxembourg	x	x	_	_
Malte	x	x	x	_
Pays-Bas	x	_	x	_
Pologne	_	_	_	_
Portugal	х	x	_	_
R. tchèque	х	_	_	_
Roumanie	х	_	_	_
Slovénie	х	х	_	_

Tableau b • Groupe d'études géopolitiques

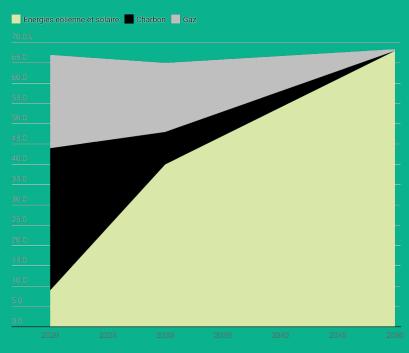
Le nouvel ordre énérgetique mondial

Projections de la demande d'hydrocarbures au niveau mondial, en millions de barils par jour



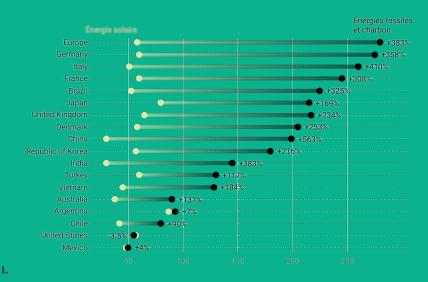
- **j •** Groupe d'études géopolitiques, Source Agence internationale de l'énergie
- k Groupe d'études géopolitiques , Source : Agence internationale de l'énergie, les données sont exprimées en pourcentage.

Principales composantes du mix énergétique, dans le scénario zéro carbone 2050 de l'Agence internationale de l'énergie



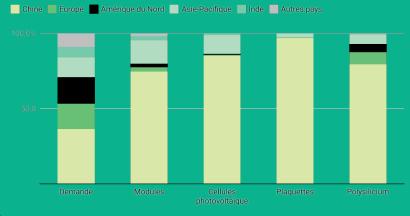
La guerre en Ukraine accélère la transition énergétique, d'un système basé sur les hydrocarbures, à un système centré sur l'électricité, avec des implications sur la géopolitique mondiale. Dans le nouveau système, le pouvoir se concentre sur le contrôle des métaux rares et minéraux et la maîtrise des technologies.

Comparaison du coût d'exploitation des énergies fossiles par rapport au coût d'exploitation des projets de panneaux photovoltaïques commissionnés (2022)



Selon les Nations Unies, 70 pays, ont fixé un objectif zéro émission nette. L'Union européenne vise à parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050 et à à réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030.

Capacité de fabrication de panneaux solaires photovoltaïques par pays et par région, 2021

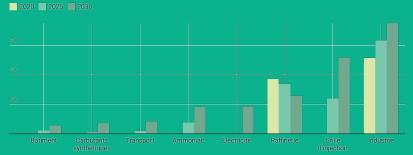


m • Graphique: Groupe d'études géopolitiques, Source : Agence internationale de l'énergie. La part de la Chine dans toutes les étapes de la fabrication des panneaux solaires dépasse aujourd'hui 80 %.

m.

Projection de la demande sectorielle globale d'hydrogène, en million de tonnes par an

- l Groupe d'études géopolitiques, Source : International Renewable Energy Agency, données exprimées en dollars / MWh
- n Groupe d'études géopolitiques, Source : Agence internationale de l'énergie, données exprimées en million de tonnes par an



n



Configurations politiques à l'âge des guerres fossiles

Penser la nouvelle matrice stratégique de nos années Vingt

Un char près d'une ligne d'arbres utilisée par les Russes à Malaya Rohan, en Ukraine, mercredi 18 mai 2022.



Pierre Charbonnier • Philosophe, chargé de recherches CNRS à Sciences Po (Centre d'études européennes et de politique comparée)

La naissance de l'écologie de guerre

À la sidération des premiers jours est en train de succéder, comme toujours, l'horreur ordinaire des bombardements et des réfugiés de guerre. À la temporalité hystérique des premiers assauts va succéder celle, plus molle et moins spectaculaire, des négociations et compromis. Comme beaucoup le prévoient, la paix s'annonce amère pour l'Ukraine tant les conditions posées par le régime russe à un cessez-le-feu et un accord sont sévères, et l'engagement militaire de l'Europe et des États-Unis improbable.

Au milieu des incertitudes qu'engendre la guerre, l'ouverture d'un conflit ouvert sur son flanc occidental par Vladimir Poutine a néanmoins révélé une ligne de fracture incontournable.

À l'agression militaire et territoriale russe, qui ne peut évoquer aux consciences occidentales marquées par le pacifisme kantien et l'idée d'une obsolescence historique de la guerre qu'une marque d'arriération, l'Europe et les États-Unis répondent par des sanctions économiques. D'abord sélectives, visant les fameux « oligarques » russes et les structures de pouvoir du Kremlin, elles se sont ensuite étendues à l'ensemble du tissu économique et financier russe, au risque de fragiliser la population plutôt que son gouvernement. Dans un contexte où la dissuasion nucléaire retrouve une certaine pertinence et inhibe l'envoi de troupes, on assiste à une guerre asymétrique dans laquelle les moyens investis par les deux camps adverses sont totalement hétérogènes. Aux bombardements et à l'envoi de troupes, à la stratégie militaire et à l'occupation directe du terrain dans l'espace contigu de la confrontation physique, répond l'organisation concertée d'un débranchage de la Russie vis-à-vis du système commercial et financier international.

Comme l'a montré Nicholas Mulder dans un livre ré-

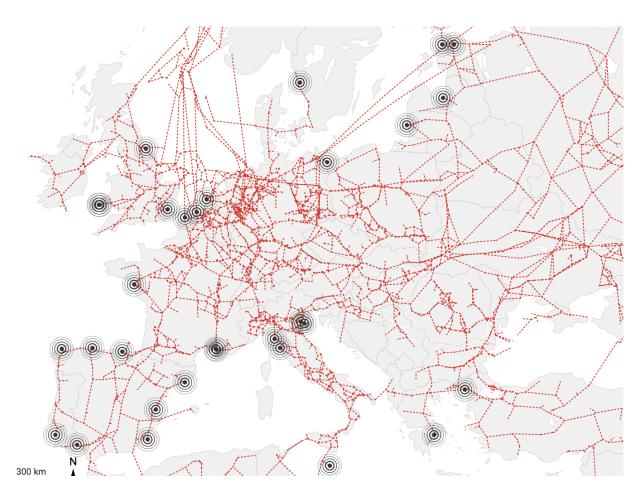
cent et de circonstances1, l'invention du dispositif des sanctions économiques remonte à l'entre-deux-guerres, aux institutions pacifistes de la Société des Nations, et précisément à la volonté d'éviter l'emploi de la force dans le règlement des conflits internationaux. Si le droit international était censé garantir la paix en rendant illégale la guerre d'agression, il s'accompagnait d'une possibilité d'ajuster le droit des affaires et l'accès aux institutions financières pour pénaliser les États montrant des signes de bellicisme. Ce dispositif peut donc être regardé comme une sublimation de la confrontation directe par une forme moins violente de coercition, qui repose sur l'idéal libéral et internationaliste d'exorcisation de la violence, mais aussi comme une forme insidieuse d'exploitation géostratégique des règles du capitalisme international. Les sanctions économiques, en outre, ont le potentiel d'infliger des violences bien réelles, en particulier sur les populations civiles exposées à la dégradation de leurs conditions matérielles d'existence, qui peuvent aller jusqu'aux famines. L'arme économique mérite donc son nom, et dans une subversion de la célèbre maxime de Clausewitz, il s'agit bien d'une continuation de la guerre par d'autres moyens, dans le cadre d'une volonté d'humaniser le conflit qui est propre aux démocraties libérales et à leurs paradoxes².

L'écologie, arme de guerre

Il est encore impossible d'anticiper les conséquences des sanctions économiques infligées à la Russie ni, surtout, leurs effets indirects sur l'approvisionnement énergétique et alimentaire des économies clientes de ce pays qui est avant tout une puissance extractive clef dans l'économie des matières premières. Mais cette confrontation asymétrique a d'ores et déjà ouvert l'espace à un nouveau discours de mobilisation idéologique et économique du côté des nations européennes et des États-Unis, que l'on peut appeler une écologie de guerre.

L'écologie de guerre consiste, dans le contexte d'une agression militaire conduite par un État pétrolier contre l'un de ses voisins à des fins de consolidation impériale, à voir dans le tournant vers la sobriété énergétique « une arme pacifique de résilience et d'autonomie »³. Le constat de départ est simple : la dépendance énergétique de l'Europe à l'égard de la Russie, en particulier en termes d'approvisionnement en pétrole et en gaz, implique un financement indirect de l'entreprise militaire conduite par Vladimir Poutine, et donc une complicité involontaire avec la guerre. Or si les sanctions économiques infligées à la Russie ont été pensées pour provoquer un étranglement immédiat du régime et sa chute - avec un succès

- Nicholas Mulder, The Economic Weapon. The Rise of Sanctions as a Tool of Modern War, Yale University Press, 2022, 448p.
- Samuel Moyn, Humane: How the United States Abandoned Peace and Reinvented War, Farrar, Straus and Giroux, 2021, 416p.
- J'emprunte l'expression à Thierry Salomon, ingénieur spécialiste des politiques énergétiques.



o • Réseau européen de transport de gaz. Les points représentent les terminaux GNL. Source : SciGRID_gas IGGIELGNC-2.

très incertain -, le passage à la sobriété énergétique trouve lui plutôt son sens dans une temporalité intermédiaire. Il s'agit de rompre avec une dépendance toxique à la fois en termes géostratégiques, et en termes de politiques climatiques. La sobriété, dans le cadre de l'écologie de guerre naissante en Europe, permet de faire d'une pierre deux coups en alignant l'impératif de coercition à l'égard du régime russe et l'impératif de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Autrement dit, « l'arme économique » se décline en un premier moment qui doit toucher au financement immédiat de la machine de guerre russe et un second moment, plus structurel, censé atteindre la logique même de l'économie politique de cet État pétrolier et gazier tout en donnant un nouvel élan aux plans de réorientation énergétiques européens. Dans ce second moment, les principes de l'écologie politique ne sont pas simplement ajustés au temps de la guerre, ils sont redéfinis et subordonnés à l'impératif de conduite de la guerre, intégrés dans une logique de confrontation dans laquelle l'ennemi est à la fois la source de la déstabilisation géopolitique et le détenteur de la ressource toxique. L'écologie de guerre émerge ainsi comme l'héritière historique et le relais idéologique de l'économie de guerre.

D'un point de vue théorique, la naissance de l'écologie de guerre correspond à une évolution plus profonde du discours sur la souveraineté dans les nations et les régions qui, historiquement, tiraient une partie importante de leur subsistance des importations. En effet, l'Europe s'est longtemps accommodée d'une situation de dépendance énergétique, que ce soit à l'égard des États-Unis, du Moyen-Orient, ou de la Russie, dans la mesure où cela allait de pair avec une orientation vers des activités à plus haute valeur ajoutée, et où l'horizon de la paix et de la stabilité géopolitique atténuait les impératifs dits « stratégiques ». Comme la crise du Covid l'a déjà indiqué, la souveraineté au 21e siècle ne pourra se perpétuer sous la forme essentiellement abstraite qu'elle avait prise lors des dernières décennies : dans un contexte où l'Europe s'envisage de plus en plus comme une citadelle assiégée, la nécessité du contrôle des ressources se fait de plus en plus pressante. L'Europe, prétendant au rang de puissance mondiale, se heurte donc aux conditions matérielles de la puissance - connues de tous mais dont les conséquences étaient généralement ajournées.

Le dispositif de l'écologie de guerre connaît un succès retentissant. En France, il a été promu par le ministre de l'économie et des finances Bruno Le Maire, dans un appel à la modération des ménages, ainsi que dans une tribune publiée par l'ancien président François Hollande⁴. En

François Hollande, « Pour arrêter Vladimir Poutine, arrêtons de lui acheter du gaz », Le Monde, 7 mars 2022.

France encore, le candidat écologiste aux élections présidentielles Yannick Jadot ne cesse de répéter que les circonstances actuelles ne font que confirmer le programme défendu depuis toujours par son parti. Le secrétaire d'État britannique à l'énergie et à la stratégie industrielle Kwasi Kwarteng présente autrement cette écologie de guerre en affirmant que la stratégie « Net Zero » et les politiques climatiques sont désormais intégrées dans le cadre plus large des principes de la sécurité nationale. Le président américain Biden emploie une rhétorique similaire, quand le ministre des finance allemand Christian Lindner définit les énergies renouvelables - qui sont le pendant positif de l'affranchissement à l'égard du gaz russe - comme le socle de la liberté à venir⁵.

Dès les premiers jours de mars, l'Agence Internationale de l'Énergie, dont la mission originaire n'est absolument pas de créer les conditions matérielles de la paix perpétuelle, a publié un plan en dix points destiné à réduire la dépendance de l'Union envers le gaz russe⁶. Au-delà des mécanismes de marché qui contribuent à renchérir l'énergie en général, à la pompe et dans les prises électriques, on s'oriente donc vers une régulation volontariste des schémas de consommation industriels et domestiques, une régulation rendue légitime dans le contexte d'une mobilisation civique au nom de la paix, de la stabilité, de l'autonomie.

L'âge des guerres fossiles

Le hasard des calendriers a joué son rôle lorsque la représentante ukrainienne au sein du GIEC Svitlana Krakovska a déclaré : « this is a fossil fuel war »⁷, établissant un lien direct entre l'agression militaire de son pays et les menaces systémiques de long terme auxquelles les sociétés humaines s'exposent via le changement climatique. Dans le cadre d'une institution scientifique et diplomatique créée sous l'égide des Nations Unies pour incarner la mission universelle de la science et la valeur trans-idéologique de la préservation de la planète, cette déclaration précipite à son tour la question du climat dans un nouvel espace d'interrogations.

À tous ces plans institutionnels et ces prises de parole s'ajoute une prolifération de messages culturels qui, en guise de soutien au peuple ukrainien, proposent de baisser le chauffage, d'enfiler un pullover, et de faire du vélo au lieu de prendre la voiture⁸.

On sait combien l'histoire de l'écologie politique est

- https://twitter.com/ZiaWeise/status/1497896784378671106?s=20&t=jY-4ykvPVd6DauvL8oumITA.
- 6. IEA, A 10-Point Plan to Reduce the European Union's Reliance on Russian
 Natural Gas. Mars 2022
- Olivier Milman, 'This is a fossil fuel war': Ukraine's top climate scientist speaks out, The Guardian, 9 mars 2022.
- Voir par exemple: https://twitter.com/createstreets/status/1500012971317157889?s=20&t=jY4vkyPVd6DauvL8oumITA.

liée à celle du pacifisme, de la lutte contre la course à la puissance, à l'armement, et à la volonté de saper les fondements d'une dynamique d'excès matériels en tous genres. En 1977, Amory Lovins envisageait déjà que ce qu'il appelait les « soft energy path » constitueraient une garantie de stabilité internationales. Or cette contre culture semble être elle-même happée par la logique de l'écologie de guerre, dans un moment où la lutte contre le régime de Poutine apparaît comme une guerre juste, justifiable - surtout si elle est menée par des moyens pacifiques et co-bénéfiques.

On sait combien l'histoire de l'écologie politique est liée à celle du pacifisme, de la lutte contre la course à la puissance, à l'armement, et à la volonté de saper les fondements d'une dynamique d'excès matériels en tous genres. En 1977, Amory Lovins envisageait déjà que ce qu'il appelait les « soft energy path » constitueraient une garantie de stabilité internationales. Or cette contre culture semble être elle-même happée par la logique de l'écologie de guerre, dans un moment où la lutte contre le régime de Poutine apparaît comme une guerre juste, justifiable - surtout si elle est menée par des moyens pacifiques et co-bénéfiques.

On trouve aussi dans le maelstrom de réactions immédiates à la guerre en Ukraine une expression en symétrie inverse à ces sentiments de solidarité bienveillants. Dès les premiers jours de la guerre, certains acteurs de la finance internationale ont réclamé que les investissements dans l'armement soient reconnus dans le cadre de la finance « à impact » social et environnemental. La logique est implacable et cynique : si l'objectif commun aux démocraties libérales consiste à garantir la sécurité des peuples contre l'agression militaire russe, alors l'armement est un vecteur de stabilité démocratique au même titre que la décarbonation de l'économie9. Kenneth Rogoff, professeur d'économie à Harvard, explique ainsi que le peace dividend, c'est-à-dire l'idée selon laquelle l'économie mondiale et la prospérité profitent de la paix, risque de devenir caduc si les fameuses « valeurs libérales » ne sont pas protégées par un robuste dispositif au sein duquel la croissance soutenable et l'industrie de la défense apparaissent comme deux piliers complémentaires¹⁰. L'argument a le mérite de pousser dans ses derniers retranchements la logique de l'écologie de guerre : si la défense de la démocratie tient à la mobilisation totale contre la Russie de Poutine, si cette mobilisation a pour instruments la sobriété énergétique et la capacité à ne pas céder dans l'épreuve de force, alors les sphères d'influence liées aux énergies renouvelables et à l'armement partagent des intérêts et des valeurs communes. Voilà qui donne à l'expression anglaise « climate hawk » une toute nouvelle dimension.

- Jeff Sommer, Russia's War Prompts a Pitch for 'Socially Responsible' Military Stocks, The New York Times, 4 mars 2022.
- 10. Kenneth Rogoff, Is the Peace Dividend Over?, Project Syndicate, 2 mars 2022.

On pourrait multiplier à l'infini les exemples d'adhésion à l'écologie de guerre. Elles viennent pour l'essentiel de l'establishment libéral et des écologistes, elle rassemble d'anciens rivaux sur l'échiquier politique, elle mobilise l'expertise des économistes de l'énergie, des ingénieurs en charge de planifier la réorganisation des circuits d'approvisionnement. En ce sens, c'est un phénomène structurel, qui redessine le paysage des alliances politiques nationales et internationales, qui permet de formuler dans un nouveau langage des préoccupations préexistantes - pour les partisans de la sobriété -, ou réciproquement de capter la valeur sociale des aspirations environnementales dans un nouveau réalisme stratégique. Ces questions ont été évoquées lors du sommet européen de Versailles les 10 et 11 mars, et on comprend que la construction d'une sortie concertée de la dépendance à l'égard de la Russie va constituer un point de ralliement extrêmement puissant entre différents intérêts nationaux à l'intérieur de l'espace européen, et activer des mécanismes d'aide et de transferts de fonds vers les pays les plus touchés par cette dépendance comme la Bulgarie - dépendante à 100 % du gaz russe.

Comme plusieurs commentateurs l'ont noté, on assiste peut-être au « réveil géopolitique de l'Europe », à une accélération sous les coups de la guerre du processus de construction européenne. Et même si l'on prend avec distance, voire scepticisme, ce genre de déclaration, il est vrai que l'Europe retrouve le schéma historique et politique qui avait constitué son socle fondateur : l'épreuve d'une guerre stimule la formation d'un compromis économique et idéologique qui met en son coeur la recherche de la paix au moyen de dispositifs productifs et distributifs nouveaux.

79

L'une des images qui circulent aujourd'hui pour populariser l'écologie de guerre joue explicitement sur une référence à la lutte contre le totalitarisme et le fascisme¹¹.

Ce détournement d'une image de propagande de la seconde guerre mondiale, qui appelait à limiter la consommation d'essence au bénéfice de l'armée de libération contre le nazisme nous renvoie au lien historique qui existe entre les politiques énergétiques et la guerre. L'un des éléments structurels incontournables de l'ordre mondial moderne est l'équation entre pouvoir politique et maîtrise des ressources énergétiques¹². Aussi la soif de terres qui animait traditionnellement les rivalités militaires entre nations a-t-elle progressivement été redéfinie : c'est aujourd'hui la conquête directe ou indirecte - par la voie des marchés, des infrastructures - de l'énergie qui fournit son fil conducteur à la confrontation

des puissances géopolitiques depuis la seconde moitié du 19e siècle. Ce fil historique n'est pas totalement rompu, comme en témoigne précisément la volonté d'annihiler l'effort de guerre russe en le privant de son appui fossile. Mais les modalités du lien historique entre la guerre et l'énergie subissent une inflexion essentielle ces derniers jours : on ne fait plus seulement la guerre pour les ressources, dans l'espoir de conquérir un lebensraum territorial ou géologique, on fait la guerre par l'intermédiaire des politiques énergétiques. L'énergie n'est plus seulement un ressort de la puissance en tant qu'elle alimente les armées et l'effort productif, elle l'est aussi en tant que facteur de risque dont il s'agit de se défaire. Dans ce jeu entre l'énergie-puissance et l'énergie-catastrophe, l'écologie de guerre est une formule politique appelée à un grand avenir.

Évidemment, le contrôle des ressources est un outil de coercition souvent utilisé. Dans le cas des sanctions économiques portées contre l'Iran par exemple, l'isolement diplomatique et la fragilisation économique du pays rival passent déjà bien par des mécanismes qui touchent aux énergies. Au moment du choc pétrolier de 1977, des mesures d'économie d'énergie massives ont été prises, et le président Carter avait alors pastiché William James en annoncant que la modération énergétique était - l'équivalent moral de la guerre¹³. Mais dans la situation présente, un élément supplémentaire fait toute la différence : les États-Unis, dans une mesure très limitée, et surtout l'Europe, consentent volontairement à un sacrifice économique immédiat au nom d'un bien supérieur qu'est la stabilité, la démocratie, et in fine la concorde universelle sur une même Terre. C'est cet élément qui permet véritablement de parler d'une écologie de guerre, en assumant le parallèle avec l'économie de guerre : un effort est demandé à la société civile dans le contexte d'une rivalité stratégique, un effort qui tend à assimiler les comportements privés, les choix individuels, à une contribution directe à la dynamique de confrontation. Conduire la guerre par les moyens de l'écologie, en l'occurrence d'une sobriété énergétique précipitée, cela fait de chacun d'entre nous un acteur potentiel de la mobilisation, cela met en jeu la responsabilité de chacun dans le déploiement des événements.

Matrice stratégique des années Vingt

C'est en cela qu'il ne s'agit plus seulement de mettre en jeu l'énergie comme moyen et comme finalité de la confrontation, mais d'embarquer les politiques climatiques dans un nouveau grand récit historique. Alors que le sacrifice demandé par les écologistes à l'industrie et aux consommateurs pour atténuer le choc climatique était habituellement codé comme une contrainte lourde, incertaine, encombrante, ce même effort désormais requalifié en question de sécurité internationale, de sub-

^{11.} Voir par exemple : https://twitter.com/no_face/status/1497023409926156292?s=20&t=jY4vkyPVd6DauvL80umITA.

^{12.} Voir Timothy Mitchell, Carbon Democracy, et plus récemment Helen Thompson, Disorder. Pour une discussion sur les évolutions récentes de l'équation entre énergie et pouvoir, voir également notre article sur « Le tournant réaliste de l'écologie politique » paru dans ces colonnes..

^{13.} Miller Center, April 18, 1977: Address to the Nation on Energy.

version de la tyrannie, et d'une certaine manière de patriotisme, devient subitement non seulement acceptable, mais activement recherché.

La décarbonation de l'économie devient l'occasion de se débarrasser de l'incarnation contemporaine du totalitarisme, et par un renversement historique curieux, ce n'est désormais plus l'intensification énergétique qui rend possible la victoire, mais l'abstinence invoquée comme arme de guerre.

De plus en plus d'analyses mettent aujourd'hui en doute la capacité des sanctions économiques à exercer sur le régime russe une pression suffisante pour obtenir un retrait des troupes d'Ukraine ou pour déclencher un renversement de Poutine¹⁴. Il se pourrait que l'épreuve subie par la Russie alimente un sentiment victimaire et mette le feu au nationalisme, que les sanctions fassent tache d'huile sur les populations civiles par l'intermédiaire de la perturbation des marchés alimentaires, voire qu'elles ne fassent plus de mal à l'Europe elle-même qu'à la cible désignée. De la même manière, la lucidité impose de jeter un regard critique sur l'écologie de guerre au moment où elle semble s'imposer comme matrice géostratégique de l'Union européenne.

D'un côté, il est évident que les intérêts écologiques et sécuritaires convergent, que l'on dispose enfin d'un argument qui va mobiliser des sphères d'influence et d'investissement jusqu'à présent rétives à la transition énergétique. Si le débat sur la dimension sécuritaire de la crise climatique est déjà très engagé depuis quelques années, la guerre Russie-Ukraine est un moment de cristallisation de ces réflexions, en-deça duquel il semble impossible de revenir.

Encore une fois, des analogies historiques peuvent être convoquées : la constitution de l'État social moderne est en grande partie le produit de la conjoncture de l'après-guerre, et si la réinvention du « warfare state » en « welfare state » jette une lumière un peu crue sur les ambitions réelles ayant poussé aux mesures de protection sociale, il faut se résoudre à ce que des fins idéales soient obtenues par des moyens réalistes. L'orientation vers un socle énergétique décarboné, voire vers une certaine culture civique de la modération énergétique, aurait pu se faire par la seule force des arguments socio-écologiques, mais l'histoire est pleine d'ironie et peut-être qu'une guerre sera finalement l'accoucheuse de cette transition.

D'un autre côté, il est évident que le pari est risqué - à la mesure de la mise. S'il s'avère que la culture de l'autolimitation n'avait pas les effets géopolitiques escomptés, cela risquerait d'éroder le potentiel de mobilisation des enjeux climatiques pour l'avenir. Si l'organisation effective de la sobriété énergétique en Europe prenait une tournure chaotique, inefficace, injuste, et socialement perçue comme un fardeau, l'écologie de guerre serait rapidement assimilée à une nouvelle étape de la désastreuse histoire du projet européen. Pour l'instant, en effet, c'est surtout le registre de la responsabilité individuelle - éteindre la lumière, faire du vélo... - et de la résilience face aux crises qui a été mobilisé : aucun plan d'investissement concret dans les nouvelles énergies et l'efficacité n'a été lancé, aucune stratégie de planification n'est préparée, si bien que la dimension systémique des enjeux est à la traîne. Si la transition énergétique européenne laisse sur le bord du chemin certaines parties prenantes plus vulnérables économiquement (on pense en particulier à certains pays d'Europe de l'Est), elle pourrait engendrer de nouvelles lignes de fracture au sein du continent. Si, enfin, ce tournant est lui-même imposé à l'échelle internationale sous la forme d'ajustements structurels et de contraintes exogènes, comme c'est le cas de l'austérité budgétaire, alors ces fractures pourraient prendre une dimension globale.

À tout cela s'ajoute le fait que l'écologie de guerre doit faire face à la stratégie inverse, promue par les représentants de la coalition fossile. Cette stratégie affirme qu'il faudrait au contraire accélérer l'extraction fossile dans toutes les régions du monde hors Russie pour compenser les pertes liées à un éventuel boycott, et réaffirmer le fait que seule la mobilisation énergétique permet de se débarrasser de l'ennemi. On a vu par exemple la diplomatie américaine s'activer pour reconstituer les partenariats avec le Venezuela, et l'Union européenne tenter d'intensifier son approvisionnement en gaz naturel liquéfié (LNG). Dans une moindre mesure, on assiste aussi à l'érosion de certaines normes environnementales en Europe pour faire plus de place aux activités extractives et agricoles, encore une fois pour se donner l'espace réglementaire suffisant pour une compensation des pertes d'importation. Et en l'absence d'une réelle stratégie socio-économique d'économie d'énergie, l'hypothèse de la substitution des approvisionnements est vouée à prendre le dessus.

En d'autres termes, le succès de l'écologie de guerre tient largement à la façon dont seront articulées les dimensions géostratégique et distributive. Comme toujours, et comme le rappelle brillamment Helen Thompson dans son dernier livre, géopolitique et rapports de classes sont indissociables.

L'économie des énergies, et en particulier des énergies fossiles, est l'un des intermédiaires les plus puissants entre ces deux pôles de la justice humaine que sont la régulation des rapports de forces internationaux et la création d'institutions redistributives. L'énergie, en effet, anime à la fois la conquête de la puissance et les opportunités d'emploi dans les sociétés industrielles ; le prix des ressources fossiles est un moteur historique déterminant des relations commerciales et sociales à l'échelle

^{14.} Dominik A. Leusder, Strangling Russia's Economy Won't End Putin's War — But Could Be Disastrous for Civilians, Jacobin Mag, 2 mars 2022.

planétaire. L'idée selon laquelle l'enjeu climatique rebat les cartes de cet arrangement entre géopolitique et justice sociale est déjà présente dans les esprits, souvent à l'état latent, souvent sous une forme purement déclarative, tournée vers un avenir un peu abstrait. Ce lien est désormais absolument immédiat. La guerre contribue à redessiner l'espace des possibilités politiques. Mais il ne s'agit pas d'un mécanisme aveugle et impersonnel : l'écologie de guerre est pour l'instant un ensemble disparate de mesures et d'ambitions de circonstances, sa consolidation en tant que colonne vertébrale de l'Europe des années Vingt dépend entièrement de notre capacité à la traduire en une politique sociale. Et cela surtout dans la mesure où, avec ce dispositif, il s'agit non seulement de faire baisser notre consommation brute d'énergies fossiles, mais aussi de créer dans la société européenne une mobilisation collective et une communauté d'intérêts autour des principes de l'écologie. Car derrière l'écologie de guerre, le patriotisme écologique se profile.

Il est évidemment trop tôt pour se prononcer de façon péremptoire sur les conséquences de cette conjoncture historique. Mais on ne saurait trop insister sur l'importance des mouvements politiques qui s'agrègent autour de l'écologie de guerre. Car avec encore un peu plus de recul, il apparaît nettement que la réussite de cette stratégie va de pair avec la lutte contre la menace interne que constitue le régime de Poutine pour l'Europe. Ce dernier est en effet le champion international d'une idéologie décliniste, nationaliste, militariste, qui se désintéresse totalement du problème climatique, et qui n'attend qu'un échec de la réinvention de l'Europe pour en dévorer les restes. Autrement dit, de l'invention d'un modèle de développement, de coopération, et de construction civique qui intègre l'impératif planétaire au jeu des rivalités géopolitiques dépend la capacité de l'Europe à ne pas tomber entièrement sous l'influence du modèle autoritaire et impérialiste de Poutine¹⁵.

Mes remerciements vont à Magali Reghezza et Stefan Aykut, dont la relecture critique a été très bénéfique au texte.







Angélique Palle • Chercheuse à l'IRSEM, au sein du domaine Armement et économie de défense

Adrien Estève • Postdoctorant CNRS au Centre de Recherches Internationales (CERI), résident à l'Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire (IRSEM)

Florian Opillard • Chercheur à l'IRSEM au sein du domaine Défense et société, chercheur associé au Centre de Recherches et de Documentations sur les Amériques

Les armées et le changement climatique au temps de la haute intensité. Réflexions sur l'engagement dans des opérations dites "environnementales"

Introduction

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a ouvert une nouvelle page de la conflictualité au 21e siècle en remettant à l'ordre des possibles le conflit de haute intensité entre deux armées modernes. Cette perspective du conflit de haute intensité est la cible des dernières lois de programmation militaire françaises1 et de la préparation opérationnelle des armées². Outre les dimensions combattantes et leurs effets sur les personnels militaires et les populations civiles, la question logistique, à la fois matérielle et énergétique, est aussi au cœur de ce conflit. À la fois parce que les chaînes d'approvisionnement et leurs faiblesses ont été largement commentées, notamment côté russe, dans un contexte international de croissance de la consommation énergétique par les matériels militaires3, mais aussi parce que le produit intérieur brut russe est dépendant de ses exportations énergétiques4, tandis que les États de l'Union européenne tentent d'étendre leurs sanctions économiques à la sphère énergétique. Des discours écologistes à finalité stratégique ont ainsi émergé

- 1. LOI n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025
- 2. Audition du général Lecointre par les députés de la Commission des affaires étrangères, 19 janvier 2020.
- 3. Cette tendance s'explique par la course à la supériorité opérationnelle des matériels, elle génère notamment une intégration croissante d'équipements numériques qu'il faut approvisionner, et dans certains cas un renforcement des blindages. Les armées françaises estiment ainsi que le nouveau programme d'armement SCORPION devrait induire une croissance de 30 % des consommations énergétiques des matériels militaires.
- Les exportations d'énergie de la Russie vers l'Union européenne représentent environ 8,5 % de son PIB.

dans les sphères politique et médiatique, avec notamment des arguments en faveur de la sobriété énergétique qui prennent appui sur des valeurs morales de solidarité avec l'État et la population ukrainienne.

Ce croisement des champs de l'écologie et du militaire intervient dans un contexte d'évolution de l'emploi des forces armées par les gouvernements face aux premiers effets du changement climatique et, plus largement, des changements environnementaux globaux5. Cette évolution est notamment visible à une échelle internationale dans la réponse des pouvoirs publics aux catastrophes environnementales, qui inclut de plus en plus un recours au militaire. En 2019, lors d'une mobilisation sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Australie fait appel à trois mille réservistes, afin d'aider à maîtriser les incendies de la saison sèche et d'évacuer les civils6. La même année, la Russie mobilise également l'armée pour maîtriser des incendies en Sibérie⁷, tandis que deux mille personnels de l'armée canadienne sont déployés pour répondre à d'importantes inondations8. Ces interventions dans des missions de gestion de catastrophes environnementales s'ajoutent ainsi à une croissance des interventions « humanitaires » des armées depuis les années 20009. Les récents déploiements militaires effectués par la quasi-totalité des États de l'OTAN et de l'Union européenne afin de contribuer à la gestion de la crise sanitaire due au Covid-1910 font également partie de cette dynamique. Les interactions entre humains et certaines espèces animales étant rendues possibles par l'extension des activités ou des aires de vie humaines à des espaces qui constituent traditionnellement les niches écologiques d'espèces sauvages, l'émergence de nouvelles maladies à propension pandémique est considérée comme un des effets de ces changements environnementaux globaux11. Si la réponse à certaines catastrophes environnementales

- La notion de changements globaux font référence à l'ensemble des effets des activités humaines sur l'environnement à une échelle globale, au-delà de la seule question climatique (ils incluent par exemple la question de la hindiversité
- Albeck-Ripka, L., I. Kwai, T. Fuller & J. Tarabay (2020), 'It's an Atomic Bomb': Australia Deploys Military as Fires Spread. New York Times.
- Nechepurenko, I. (2019), Russia Sends Military Planes to Fight Wildfires in Siberia. New York Times.
- CBC News (2019), 2,000 Military Personnel Supporting Volunteers in Ontario, Quebec, N.B. flood zones. The Canadian Press.
- Michael VanRooyen, Vincenzo Bollettino, Birthe Anders, The Military in Humanitarian Relief: Towards a New Normal?, Seminar, September 2018, Radcliffe Institute for Advanced Studies, Harvard University; Roland Marchal, « La militarisation de l'humanitaire: l'exemple somalien », Cultures & Conflits [En ligne], 11 | automne 1993.
- Florian Opillard, Angélique Palle, et Léa Michelis, « Discourse and Strategic Use of the Military in France and Europe in the Covid-19 Crisis », Tijdschrift Voor Economische En Sociale Geografie 111, no 3 (2020): 239-59.
- 11. Fabrice Courtin, Philippe Msellati, et Pascal Handschumacher, « La dynamique spatio-temporelle du virus Ebola dans l'espace CEDEAO: Les leçons géographiques d'une catastrophe épidémiologique », Dynamiques environnementales, no 36 (1 juillet 2015): 28-57; Frédéric Keck, « Une sentinelle sanitaire aux frontières du vivant*: Les experts de la grippe aviaire à Hong Kong », Terrain, no 54 (15 mars 2010): 26-41,; Daniela Curseu et al., « Potential Impact of Climate Change on Pandemic Influenza Risk », in Global Warming: Engineering Solutions, éd. par Ibrahim Dincer et al., Green Energy and Technology (Boston, MA: Springer US, 2010), 643-57.

fait traditionnellement partie des missions des armées, la croissance de ces missions environnementales soulève des interrogations sur le rôle et les missions futures qui leur sont dévolues et sur les arbitrages qui seront faits par celles-ci, au niveau stratégique, entre les différentes sollicitations du pouvoir politique.

L'étude des engagements des armées françaises dans des missions relatives à des événements environnementaux extrêmes montre par exemple que si ces missions sont récurrentes depuis 10 ans, leur dimensionnement a pu évoluer selon les priorités politiques. Les interventions de faible ampleur (mobilisant moins de 400 personnels) ont ainsi tendance à être moins dotées à partir de 2015 et du lancement de l'opération Sentinelle, pensée contre la menace terroriste et qui mobilise en permanence autour de 10 000 personnels (ce nombre varie selon les périodes considérées).

La rencontre entre les champs de l'écologie et du militaire est ainsi marquée par le double sceau de la haute intensité associée à des impératifs logistiques d'accès aux ressources et d'une demande politique d'intervention dans la gestion des événements extrêmes issus du changement climatique. Faudra-t-il à moyen terme arbitrer entre les missions guerrières qui constituent le cœur de métier actuel des armées et une multiplication des opérations de soutien à la puissance publique dans des contextes de catastrophes environnementales? Les forces armées à capacité de projection internationale mettent d'ores et déjà en garde les gouvernements sur l'incompatibilité de certaines combinaisons d'engagements. Cet article explore les conditions et les conséquences de cet engagement du militaire dans le champ environnemental en proposant trois échelles d'analyse. Il revient dans une première partie sur la dimension internationale de cet engagement et sur la façon dont se construisent les discours et les approches militaires sur la sécurité climatique et environnementale dans les arènes internationales. La seconde partie, centrée sur une perspective nationale, aborde les conditions d'emploi des armées sur le territoire national dans le cas français. Elle questionne à la fois ses modalités pratiques et l'usage politique qui en est fait par les gouvernements. Enfin, la troisième partie de l'article explore les représentations qu'ont les populations et les armées de ces missions environnementales.

Discours et approches militaires sur la sécurité climatique et environnementale dans les arènes internationales

Si l'intérêt des forces armées pour les enjeux énergétiques et climatiques s'affirme avec la guerre en Ukraine, il est important de rappeler que les conditions environnementales et climatiques constituent des éléments intemporels de la stratégie militaire. Les questions de topographie des sites et d'accès aux ressources vitales ou encore le rôle des circonstances météorologiques dans le déroulement des batailles montrent les liens historiques entre actions militaires et environnement. De même, des recherches scientifiques et militaires ont été menées pour utiliser la nature comme arme, contribuant, par ailleurs, au développement d'un discours catastrophiste sur l'environnement. Cependant, si les préoccupations militaires en matière d'environnement et de climat ne sont pas récentes, nous observons un renouvellement de cet intérêt à partir de la fin de la Guerre froide, dans un contexte marqué par d'importantes réformes organisationnelles du secteur de la défense et de nouveaux impératifs de transition écologique. À partir des années 1980, et de manière croissante dans les années 1990, les réflexions des états-majors et des administrations centrales en matière d'environnement, aux États-Unis et au Royaume-Uni en particulier, se sont multipliées. Plus récemment, les stratégies nationales militaires de développement durable, le développement de la géostratégie de l'environnement ou les tentatives d'anticipation des risques climatiques témoignent d'une intensification de l'appropriation de l'environnement et du climat par le monde de la défense.

Alors que l'élimination des armes de destruction massive produites pendant la Guerre froide a mis à l'agenda la question de l'empreinte environnementale du secteur de la défense, les enjeux d'efficience énergétique ont également contribué à un plus grand investissement des armées dans le domaine de l'environnement. Aux intérêts économiques incitant à réduire les dépenses d'énergie, s'ajoutent en effet des enjeux stratégiques puisque les lourdes pertes occasionnées lors du transport et de la livraison des carburants sur les théâtres d'opération motivent les états-majors à trouver d'autres ressources, notamment par le biais de projets fondés sur l'utilisation de l'énergie solaire et l'isolation¹². Ainsi observe-t-on un verdissement progressif des armées qui tentent de réduire leur empreinte écologique pour ces raisons économiques et stratégiques mais également pour manifester leur engagement dans la lutte contre la crise écologique et climatique. Les préoccupations originelles concernant la protection de l'environnement en cas de conflit armé se sont donc muées en défis d'ordre économique, stratégique et symbolique auxquels le monde militaire ne peut plus échapper.

Au niveau international, cette approche militaire de l'environnement est en concurrence avec d'autres manières de penser la sécurité climatique. À la suite de Matt McDonald¹³, nous pouvons identifier trois discours. Le premier, que nous esquissons dans cette contribution, s'appuie sur une conception nationale de la sécurité et

- 12. A titre d'exemple, l'armée américaine a perdu 3246 personnels militaires en Irak entre 2003 et 2007 dans des opérations logistiques composées majoritairement d'approvisionnement pétrolier (Robert Bateman, Green Machine, Earth Island Journal, Vol. 28, No. 3 (Autumn 2013), pp. 23-26.)
- Matt McDonald, Ecological Security: Climate Change and the Construction of Security, Cambridge, Cambridge University Press, 2021.

s'intéresse aux impacts du changement climatique sur la souveraineté et l'intégrité territoriale des États. Il légitime des solutions militaires et unilatérales au problème climatique, au détriment de solutions négociées plus globales et accorde une priorité à la protection des populations nationales au détriment des écosystèmes mondiaux. Le deuxième discours conçoit la sécurité climatique comme internationale et se focalise sur les effets du dérèglement climatique sur le système international dans son ensemble. Il légitime des solutions internationales négociées pour accroître les efforts en matière d'atténuation des émissions et d'adaptation aux impacts du changement climatique et ce sont les organisations internationales qui sont présentées comme les institutions les plus légitimes pour coordonner ces politiques. Le troisième discours s'appuie sur le concept de sécurité humaine et se concentre sur les effets du changement climatique sur le bien-être des populations. Il légitime la mise en place de programmes impliquant de nombreux acteurs hétérogènes (organisations internationales, États, représentants de la société civile, entreprises) dans le but de réduire la vulnérabilité climatique de certaines régions.

Si le discours de la sécurité humaine a pu dominer un temps les politiques internationales en matière d'environnement et de sécurité (notamment à travers le concept de sécurité environnementale dans les années 1990), nous pouvons constater, depuis le début des années 2020, une montée en puissance de l'approche nationale/territoriale de la sécurité climatique en relations internationales. Le 13 décembre 2021, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui a organisé depuis 2007 plusieurs débats ouverts et fermés sur le climat et la sécurité, a tenté pour la première fois de faire voter une résolution sur la nécessité de mettre en place des stratégies de prévention des conflits induits par le changement climatique. Des organisations régionales de sécurité comme l'OTAN ou l'Union européenne ont également produit des stratégies visant à anticiper les implications opérationnelles et stratégiques du changement climatique. En novembre 2020, le Service européen d'action extérieure a publié sa première feuille de route « Défense et Climat », dans laquelle il est affirmé que « les missions et les opérations menées dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) devront de plus en plus être réalisées dans un environnement affecté ou influencé par le changement climatique ». En 2021, dans son « Plan d'action sur le changement climatique et la sécurité », l'OTAN affirme quant à elle que « le changement climatique est un des défis majeurs de notre temps. C'est un multiplicateur de menaces qui impacte la sécurité des Alliés, à la fois dans l'espace euro-atlantique et dans le voisinage plus lointain de l'Alliance ».

Les missions environnementales sur le territoire national : mise en pratique, mise en politique

En France, l'intervention militaire sur le territoire national reste strictement encadrée par le droit. En dehors de l'état de siège ou de l'état de guerre, qui sont deux régimes juridiques d'exception, le recours aux armées ne peut avoir lieu pour des missions de maintien de l'ordre que dans des conditions bien précises, qualifiées d'« état de nécessité », y compris dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire actuel. L'état de nécessité intervient « dès lors que les moyens dont dispose l'autorité civile sont estimés inexistants, insuffisants, inadaptés ou indisponibles »14. C'est donc systématiquement en appui des moyens civils que ceux de l'armée sont mis à disposition de l'autorité civile, qui doit par ailleurs en faire la réquisition. La décision affirmant le caractère inexistant, insuffisant, inadapté ou indisponible des moyens du ministère de l'Intérieur émane d'un dialogue entre les instances civiles et l'institution militaire, dans ce que la loi qualifie de « coopération civilo-militaire ». Dans les faits, l'armée française est ainsi régulièrement sollicitée afin de mettre à disposition du pouvoir civil des moyens humains ou matériels, notamment lors de catastrophes naturelles.

Son action est permanente sur le territoire national dans le cadre de l'opération Héphaïstos (lutte contre les feux de forêt) et régulière dans l'assistance aux populations touchées par des catastrophes naturelles (comme la tempête Xynthia en 2010 et périodiquement pour les épisodes cévenols). Si l'importance des moyens humains et matériels tend à diminuer, notamment à partir de 2015 du fait d'un transfert d'effectifs de l'armée de terre vers l'opération Sentinelle, la fréquence de ces engagements reste pluriannuelle dans la grande majorité des cas. L'un d'entre eux est particulièrement intéressant à analyser, à savoir la gestion de la crise liée au passage du cyclone Irma aux Antilles en 2017 sur l'île de Saint-Martin. La réponse militaire à cette crise a alors été « dimensionnée comme une opération extérieure » 15 selon l'un des officiers en charge de sa gestion. Des renforts militaires matériels et humains ont été envoyés depuis la métropole, 7 000 soldats ont été mobilisés et l'armée a été chargée « d'assurer la continuité de l'État » dans des conditions inédites sur le territoire national pour un événement climatique. Cette contribution des forces armées à la lutte contre les événements climatiques extrêmes contribue à faire évoluer le regard des militaires sur la question environnementale, ne serait-ce que parce qu'elle commence à affecter leurs capacités opérationnelles. L'armée américaine a ainsi publié une analyse de l'exposition de ses bases aux risques environnementaux liés au changement climatique¹⁶. Ce document contient également des éléments concernant les possibilités de soutien aux populations dans le cadre

- Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, Instruction interministérielle relative à l'engagement des armées sur le territoire national lorsqu'elles interviennent sur réquisition de l'autorité civile, N°10100/SGDSN/ PSE/PSN/NP, 14 novembre 2017.
- 15. Entretien Lieutenant-Colonel, armée de terre, 2019.
- US Department of Defense, Report on Effects of a Changing Climate to the Department of Defense, Janvier 2019.

de catastrophes et les formations militaires associées. L'armée française mène les mêmes types d'analyses au sein d'un observatoire « Défense climat » confié à l'Institut des relations internationales et stratégiques depuis 2016.

Cette évolution des approches militaires de la question environnementale englobe aussi les aspects sanitaires¹⁷. Dans la lignée d'une partie du champ de recherche sur le changement environnemental global¹⁸, l'armée commence à lier ces deux prismes. La présence de l'armée française en Afrique approfondit ce lien et le Service de santé des armées (SSA) français est de plus en plus vigilant sur le risque d'épidémies au sein des troupes en opérations extérieures, pour lesquelles il développe des outils spécifiques¹⁹. Le SSA est impliqué dans la gestion de ces épidémies sur le terrain, notamment en 2015 lors de l'épidémie liée au virus Ebola²⁰. Ces missions élargissent le rôle sociétal des militaires en France. Aux capacités spécifiquement guerrières des armées - les « opérations extérieures » et la protection du territoire national contre le terrorisme - il faut donc ajouter la protection de la population contre d'autres types de menaces, les menaces environnementales, prenant généralement la forme d'une assistance logistique aux fonctions civiles. Dans ce contexte, les interventions de l'armée sur le territoire national permettent de marquer la présence de l'État, tout autant que de reconstruire les conditions symboliques et pratiques d'une vie normale dans le temps post-catastrophe, comme le démontre l'opération Irma. L'opération Résilience, elle, lancée le 25 mars 2020 pour faire face à la crise sanitaire, s'appuyait sur le double capital des interventions régulières de l'armée sur le territoire national et à l'étranger en situation de catastrophe environnementale d'une part, et d'autre part sur son expertise technique et médicale déjà éprouvée, principalement hors du territoire national, dans un contexte de crise épidémique.

Les missions militaires à dimension environnementale : perception par les armées, perception par la population

Faudra-t-il à moyen terme arbitrer entre les missions guerrières qui constituent le cœur de métier actuel des armées et une multiplication des opérations de soutien à la puissance publique dans des cas de catastrophes environnementales? Les armées internationales mettent d'ores et déjà en garde les gouvernements sur l'incompatibilité de

- Courtin, F., P. Msellati, & P. Handschumacher (2015) "La dynamique spatio-temporelle du virus Ebola dans l'espace CEDEAO". Dynamiques environnementales, pp. 28–57. http://dx.doi. org/10.4000/dynenviron.946.
- Keck, F. (2010), "Une Sentinelle Sanitaire aux Frontières du Vivant*". Terrain 54, 1 January 2014. Available at https://doi.org/10.4000/terra in.13928.
 Consulté le 7 avril 2020.
- Meynard, J.-B. (2008), "Surveillance Épidémiologique en Temps Réel dans les Armées: Concepts, Réalités et Perspectives en France". Revue d'Épidémiologie et de Santé Publique 56, pp. 11–20.
- Denux, V., et al. (2016), "Le Service de Santé des Armées: Des Savoir-faire Militaires au Service de la Gestion des Crises Sanitaires". Médecine 12, pp. 44-45.

certaines combinaisons d'engagements. Aux États-Unis, le Military advisory board du Center for Naval Analyses, qui rassemble des hauts gradés de l'armée américaine, anticipe une croissance de l'engagement militaire sur le territoire national pour répondre aux évènements extrêmes issus du changement climatique²¹. Lors de l'ouragan Katrina en 2005, des contingents de l'armée américaine avaient été envoyés à la Nouvelle-Orléans aux côtés de la Garde Nationale. Ces hauts gradés américains mettent cependant en garde les planificateurs américains : s'ils considèrent que l'emploi de la Garde Nationale et du corps des sapeurs de l'armée de terre peut avoir lieu sur le territoire national sans mettre en danger les opérations et pré-positionnements américains à l'étranger, une mobilisation importante des autres forces de l'armée régulière aurait des conséquences sur la capacité de projection américaine.

Les armées françaises anticipent ces questionnements et ces arbitrages, que certaines situations laissent d'ores et déjà présager, par exemple lors d'une opération comme IRMA, déclenchée alors qu'avait lieu la relève de Barkhane et que des questions d'allocation des matériels se posaient²². Pour reprendre les mots d'un colonel de l'armée de terre, « si en 2017 il n'y avait eu aucune intervention extérieure majeure (ce qui n'était pas le cas, la France étant engagée au Sahel dans l'opération Barkhane), il n'y aurait pas eu de problématique capacitaire. À l'inverse, avec beaucoup plus d'interventions extérieures au même moment, la contribution aurait été encore plus réduite »²³. Plus récemment, l'engagement très important du Service de santé des armées dans la gestion de la crise du Covid-19 sur le territoire national en soutien au service de santé civil, parallèlement au maintien du soutien aux forces en opérations, a prélevé une dîme particulièrement lourde sur les personnels dans un contexte de réduction des effectifs engagé depuis plusieurs années par les lois de programmation militaires²⁴. Ce surinvestissement des personnels du SSA dans la crise Covid a participé à renforcer la vigilance de sa direction sur l'état de ses personnels, et notamment sur la perception par les soignants de leurs missions dans la gestion de la crise sanitaire. L'inquiétude d'un effritement de la « militarité » des personnels, renforcée par les difficultés croissantes de recrutements de soignants dans l'hôpital public, a souligné les défis que pourrait représenter une augmentation de la fréquence du recours aux armées sur le territoire national pour des motifs environnementaux ou sanitaires, notamment dans

- CNA Military Advisory Board, « National Security and the Accelerating Risks of climate change », CNA military advisory board, Mai 2014.
- Entretien, officier supérieur, État-Major des Armées, février 2020. Entretien, officier supérieur. EMSOME. février 2019.
- 23. Entretien, Colonel, armée de terre, 2021.
- 24. Suivi de l'action du service de santé des armées pendant la crise sanitaire Rapport d'information n° 501 (2019-2020) de M. Jean-Marie BOCKEL et Mme Christine PRUNAUD, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, déposé le 10 juin 2020; Entretiens, SSA, Février à Juin 2021. Cette réduction des effectifs a été interrompue par la dernière loi de programmation militaire, mais ses effets seront visibles dans plusieurs années.

le cas d'un engagement parallèle dans un conflit de haute intensité.

L'augmentation de la présence de l'armée dans l'espace public depuis le début de l'Opération Sentinelle en 2015 se trouve renforcée avec l'Opération Résilience en 2020 et la révision de la préparation opérationnelle vers la haute intensité. Si cette mobilisation continue de l'armée a largement contribué à mettre l'armée au cœur du débat public, qu'en est-il de la perception par la population française de l'évolution des missions militaires? Des données récentes indiquent que les armées, comparées aux autres instances régaliennes, échappent au déficit de confiance institutionnelle qui entame les relations des Français aux organismes classiques de médiation politique et aux rouages de la démocratie représentative qui s'est progressivement généralisée depuis une trentaine d'années²⁵. Ainsi, le Baromètre annuel de confiance politique réalisé par le Cevipof mesure que les trois quarts des Français (75 %) reconnaissent avoir confiance dans les armées26.

En parallèle de cette donnée, on observe une montée en puissance du motif environnemental dans les inquiétudes des générations les plus jeunes, qui anticipent les crises qu'elles devront avoir à subir dans les prochaines décennies27 : si seuls 28 % des plus de 65 ans sont préoccupés par les conséquences du changement climatique, c'est le cas de 41 % des 18-24 ans et de 44 % des 25-34 ans. Enfin, la population interrogée dans cette enquête désigne le motif environnemental comme légitime pour une intervention militaire sur le territoire national : alors que 84 % de la population française soutient une intervention militaire pour un motif sécuritaire, c'est le cas de 71 % de la population pour un crise environnementale, de 67 % pour une crise sanitaire, et de seulement 50 % pour une crise sociale²⁸. Se classant au second rang des motifs légitimes d'intervention, les catastrophes environnementales sont donc au cœur des représentations d'une armée équipée et mandatée pour assister et secourir les populations.

De la gestion des crises environnementales à la haute intensité, choisir et anticiper ses batailles

Le conflit russo-ukrainien ouvre donc une nouvelle page de la question climatique en opérant la rencontre entre deux grandes tendances pour les armées du 21e

- 25. Le projet ANR ARMY analyse le rôle des armées dans la gestion de la crise du Covid-19 et sa réception par les populations dans une perspective comparative (France, Italie, États-Unis, Allemagne, Suisse). Il a mené une enquête qualitative auprès d'un panel de 3000 personnes représentatives de la population française qui visait à interroger la perception de l'intervention militaire par les Français lors de la crise Covid.
- 26. Baromètre de Confiance Politique du CEVIPOF, vague 13, décembre 2021 ianvier 2022.
- Muxel Anne, Opillard Florian et Palle Angélique, L'armée, les Français et la crise sanitaire. Une enquête inédite", Etude de l'IRSEM, juin 2022, p. 19.
- 28. Ibid., p. 47.

siècle que sont le retour de la haute intensité dans les conflits armés et l'inscription du militaire dans des politiques de sécurité climatique en cours de définition à l'échelle internationale. Cette double tendance pose alors des questions d'arbitrages à la fois politiques et stratégiques. L'engagement des armées dans la gestion des crises climatiques et la perception positive qu'en ont les populations les positionnent comme des acteurs importants de l'adaptation des sociétés au changement climatique.

Dans le même temps, face à des catastrophes où l'armée est de plus en plus utilisée comme dernier recours, et alors même que les moyens alloués à ce type de missions ont été réduits²⁹, les réponses gouvernementales doivent anticiper une priorisation des missions en cas d'engagement de haute intensité. Cette anticipation a des effets sur la préparation opérationnelle des forces, en termes d'entraînement, d'acquisition et d'emploi de matériel, de prépositionnement.

Parallèlement, la triple exigence d'atténuation de l'empreinte écologique des armées, de contribution à la gestion des crises environnementales en soutien des pouvoirs civils, et de maintien d'une efficacité opérationnelle face à un ennemi possiblement « de même niveau » demande des choix politiques à horizon très court pour des effets à long terme sur un environnement stratégique difficilement anticipable. En effet, les programmes d'armement, qui conditionnent les matériels qui seront disponibles pour les forces armées, ont une inertie de l'ordre d'une quarantaine d'années.

Les politiques de recrutement ont quant à elles une inertie de l'ordre d'une quinzaine d'années pour certaines spécialités (Service de Santé des Armées par exemple). Cette articulation entre les champs militaire et écologique rend alors la prise de décision particulièrement difficile, puisqu'elle demande d'effectuer des arbitrages dans un contexte d'incertitude élevée.

^{29.} Rapport d'information n° 501 (2019-2020) de M. Jean-Marie BOCKEL et Mme Christine PRUNAUD, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, déposé le 10 juin 2020; Rapport d'information n° 702 (2014/2015) au nom de la commission des finances sur les moyens de la sécurité civile, l'exemple de l'unité d'instruction et d'intervention de la sécurité civile n° 7 (UIISC7).



Etienne Balibar • Philosophe, professeur émérite de l'université Paris-Nanterre

La guerre d'indépendance des Ukrainiens et les frontières du monde

Ce texte voudrait essayer de tenir ensemble les registres de l'imaginaire, du réel et du symbolique. Ce n'est pas facile en aussi peu de temps. En réalité, ce n'est pas facile en soi, car cela demande d'envisager plusieurs points de vue qui ne s'ajusteront jamais sous une seule idée.

Commençons par les caractéristiques de la guerre d'Ukraine en tant que déchaînement de violence extrême. On entend beaucoup dire que la guerre actuelle fait revenir quelque chose qu'on croyait conjuré, une brutalité qui avait disparu de l'horizon européen depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est vrai à certains égards, le plus important étant le phénomène des déplacements de population en masse, indissociable du fait que se commettent, jour après jour, des crimes contre l'humanité à grande échelle. Ce ne l'est pas du point de vue de la nature des violences exercées, dont on a déjà vu l'équivalent, ou pire, dans les guerres de Yougoslavie des années 1990, que notre conscience collective avait installées dans une sorte de cage aux fauves imaginaire, puis s'est empressée d'oublier. D'autre part, c'est une façon d'isoler l'Europe et les Européens de l'histoire du monde dans lequel ils n'ont cessé d'intervenir, y compris pour y porter la guerre ou pour la faire par procuration. Sans remonter au siècle dernier, des agressions et des massacres aussi violents n'ont cessé de se produire, parfois à nos portes.

La méfiance légitime envers l'eurocentrisme ne peut pour autant occulter le fait que, cette fois, *c'est de nous qu'il s'agit*, Européens au sens historique du terme, ce qui inclut évidemment les Ukrainiens, mais aussi les Russes. Nous sommes en guerre *générale* au sein de notre « grand » continent, pour la première fois depuis la fin du nazisme. Nous y sommes du fait d'une agression absolument contraire au droit international, qui débouche sur la guerre totale et porte en elle le risque d'une escalade nucléaire. Elle va bouleverser durablement la vie et la per-

ception du monde de tous les Européens. Notre responsabilité est donc entière, aussi bien pour ce qui concerne le choix des catégories d'analyse que pour les conséquences à en tirer.

La guerre que le président Poutine, agissant en autocrate et en aventurier, a déclenchée contre la nation ukrainienne en invoquant un scénario d'agression imminente et en arguant d'une appartenance de l'Ukraine au « monde russe » dont son État serait à la fois le guide et le propriétaire, est aujourd'hui une guerre de destruction totale : destruction des villes et des paysages, des ressources, des monuments, et bien entendu des hommes, des femmes et des enfants, livrés aux bombardements et aux exactions de la soldatesque. La résistance qu'elle a suscitée, l'engagement héroïque de la population et de ses dirigeants, sont en train de contenir l'envahisseur, voire de le faire reculer, mais surtout ils sont en train de donner naissance à un peuple de citoyens qui n'existait encore qu'en puissance, dans une tradition historique ancienne mais contradictoire, et dans les expériences plus récentes d'une démocratisation chaotique.

Si nous pensons à la façon dont le président russe a martelé sa thèse de l'inexistence de la nation ukrainienne et de l'inconsistance du peuple ukrainien lui-même, nous dirons que cette guerre, pour les Ukrainiens, est leur guerre d'indépendance. En la gagnant - et il faut qu'ils la gagnent - ils en sortiront constitués pour toujours comme un État. Un Français de ma génération ne peut pas ne pas penser à ce qui s'est passé pour les Algériens, toutes différences dûment prises en compte. Et parce qu'elle a pour socle moral le dépassement des antagonismes sur lesquels l'ancien maître croyait pouvoir s'appuyer, cette indépendance porte en elle la transformation d'une simple nation ethnique ou culturelle en une nation civique, qui consonne avec les principes sur lesquels est construite l'Union européenne et justifie, de part et d'autre, le désir de procéder au plus vite à l'adhésion naguère déclarée impossible.

Mais à ce point nous devons changer de focale et envisager le rapport de l'Ukraine à l'Europe, tel que la guerre est en train de le reconfigurer, d'un point de vue plus global, cosmopolitique, en nous élevant progressivement de l'échelle locale à celle de toute la planète. Il me semble alors qu'un bon fil conducteur pour démêler la complexité des contradictions et des rapports de forces, est constitué par la superposition des niveaux et des types de frontières qui viennent se recouper dans la guerre, ou dont elle participe. Les frontières cristallisent les oppositions et les antagonismes, elles structurent le monde. S'il ne faut pas vouloir faire trop dire à ce fait de langage que le nom d'Ukraine signifie originellement « marche » ou « frontière », il reste que la région qui porte ce nom a constitué en permanence au cours des siècles un terrain d'affrontement, de partages plus ou moins violents et de

rencontres entre cultures, et qu'elle se trouve à nouveau aujourd'hui former l'enjeu d'une confrontation entre des ensembles beaucoup plus vastes qu'elle. Or ce qui me frappe, quand j'essaie de repérer leur configuration et la nature de leurs démarcations, c'est que tous ces espaces ne sont pas seulement conflictuels mais profondément dissymétriques.

C'est vrai au premier niveau, celui des frontières « nationales », telles que n'ont cessé de les remettre en question des histoires de conquêtes, d'annexions, de découpages et de rattachements, mais aussi d'exterminations et de déportations, courant depuis les débuts de l'époque moderne jusqu'à la reconstitution des nations européennes au lendemain des guerres mondiales et de la chute du communisme. Ce qui se joue au Donbass depuis 2014 et même avant est un précipité d'histoire sociale, d'antagonismes étatiques, d'affiliations culturelles et générationnelles, que la guerre est en train de changer dramatiquement, mais dont l'avenir reste incertain. Selon que le front cédera dans un sens ou dans l'autre, et que le pays sera encore plus ou moins habitable ou reconstructible, la frontière aura un tracé, une fonction tout à fait différente. Mais elle sera de toute façon incomparable, par exemple, à celle de la France et de l'Allemagne, puisqu'on aura d'un côté une nation en formation, de l'autre un empire totalitaire en crise plus ou moins profonde. Cette dissymétrie s'étend aux « ensembles » géopolitiques dont les belligérants font partie, ou qu'ils forment par eux-mêmes, et dont l'Ukraine cristallise aussi l'antagonisme, c'est-àdire au second niveau des lignes frontalières.

Mais ici on voit que les choses se compliquent sérieusement, aussi bien du point de vue de ce qu'on appelle guerre que du point de vue de ce qu'on appelle frontière. L'Union européenne est bel et bien en guerre avec la Russie, ne nous racontons pas d'histoires : guerre morale et diplomatique, guerre économique et financière, guerre militaire encore limitée à la fourniture des armements et des renseignements, et qui pourrait s'étendre au-delà des frontières ukrainiennes si la Russie cherche à contre-attaquer sur d'autres territoires. Mais elle n'y est pas seule, et même elle y est de façon de moins en moins indépendante, puisque la structure communautaire à laquelle reviennent les initiatives, et à laquelle veulent adhérer en priorité les États qui se sentent menacés par l'impérialisme russe, est l'alliance militaire dominée par les États-Unis. Plus la guerre dure, plus les moyens engagés augmentent, plus les États-Unis donnent le sentiment de vouloir faire avancer le programme de « rollback » naguère théorisé par Zbigniew Brzezinski et d'autres, en retraçant la ligne de démarcation entre le monde « atlantique » dont ils assurent l'hégémonie et le monde « eurasiatique » formant le résidu de l'URSS. Ce qui paradoxalement rencontre, comme en miroir, le discours du régime russe, d'inspiration très schmittienne ou huntingtonienne, sur l'affrontement des deux mondes,

l'Orient et l'Occident aux valeurs incompatibles. Cependant là encore une dissymétrie très profonde peut être observée. Les États-Unis sont, dit-on, « de retour » en Europe : ils ne menacent évidemment pas son indépendance ou ses valeurs politiques, mais ils vont pousser à sa militarisation, à sa dépendance économique et technologique. Au contraire, du côté de l'Eurasie, les rapports entre la Russie et son « grand arrière » extrême-oriental semblent extraordinairement instables, quel que soit l'intérêt que le régime chinois a pu voir à soutenir l'ennemi de son ennemi. Car la Chine a pour objectif historique, non pas de s'implanter en Europe (sauf précisément pour y installer les terminaux de ses « routes de la soie »), mais surtout de construire dans le « Sud », en Afrique et en Amérique Latine, une hégémonie rivale de celle des États-Unis. En d'autres termes, bien que constituant par elle-même un Grossraum (au sens de Carl Schmitt) ou peut-être pour cette raison même, la Chine ne cherche pas à partager le monde. C'est pourquoi, si on a momentanément d'un côté un bloc de plus en plus soudé formé de l'Europe et des États-Unis dans le cadre de l'OTAN, on n'a pas de l'autre un bloc sino-russe qui s'engagerait comme tel dans le combat, même au niveau de ses formes « hybrides », celle de la guerre économique et idéologique.

Ce niveau pourtant n'est pas le dernier, et même il n'est pas déterminant « en dernière instance ». En évoquant la division Nord-Sud, on passe au niveau proprement planétaire. La thèse que je défends à cet égard est double, même très schématiquement. Premièrement, au niveau planétaire, les espaces politiques sont de moins en moins séparés ou déconnectés les uns des autres. C'est pourquoi d'ailleurs la guerre russo-ukrainienne ne peut pas être considérée comme une guerre locale. À l'époque de la mondialisation avancée, tous les territoires, toutes les populations, toutes les technologies sont interdépendantes, et ces interdépendances se traduisent par des flux qui traversent les frontières, y compris les frontières entre amis et ennemis. Le gaz et le pétrole russe continuent de couler vers l'Europe occidentale et même vers l'Ukraine, en contrepartie de dollars et d'euros, bien qu'il soit beaucoup question d'essayer de les interrompre. Nous n'en sommes pas encore là. Et le blé russe ou ukrainien qui n'arrivera plus en Égypte, en Tunisie ou au Maroc pourrait déterminer dans ces pays, non seulement des crises ou des famines, mais des soulèvements et des exodes. Ces pays ne sont pas « en guerre », mais il sont « dans la guerre ».

Inversement, les sanctions économiques dirigées contre la Russie frappent indirectement un très grand nombre de pays dans le monde. En dehors du fait qu'elles n'ont pas la même expérience historique de la confrontation avec les impérialismes américain, européen, russe ou ex-soviétique, il n'est pas besoin d'aller chercher plus loin la raison de la réticence des opinions publiques d'un grand nombre de pays du « Sud » à s'embarquer dans la

guerre perçue comme occidentale. Mais je voudrais surtout insister sur le point suivant : dès lors qu'on raisonne en termes planétaires, il ne faut pas isoler les questions économiques et géopolitiques du problème que pose un autre type de frontières, les frontières climatiques en cours de déstabilisation et de déplacement à cause du réchauffement terrestre et des conséquences qu'il entraîne. À quoi bon parler de fournitures de gaz et de l'inversion de leurs approvisionnements en Europe, faisant passer du Nordstream I et II aux terminaux de liquéfaction et regazéification méditerranéens et atlantiques, si on n'établit aucune corrélation avec les politiques environnementales qui sont en train de nous faire perdre la bataille des 2 degrés de réchauffement à la fin du siècle ? L'une des plus grandes frontières climatiques au monde, celle qui sépare les régions autrefois occupées par la toundra, la taïga et le permafrost des steppes tempérées et des régions désertiques, traverse la Russie d'Est en Ouest et non pas sur ses marges. Elle est en train de se déplacer dramatiquement. Quand, chaque été, la Sibérie recommence à brûler, la question se pose inévitablement de savoir quel type d'aide internationale doit être apportée à la Russie pour y faire face, et surtout quel type de négociation doit être entrepris avec elle pour relancer la transition énergétique mondiale. Quel intérêt doit primer alors, celui de la liberté des Ukrainiens, qui n'est pas négociable, l'intérêt écologique des Européens, ou celui des Terrestres de plus en plus immédiatement menacés?

Une fois de plus aujourd'hui, bien que sous une forme imprévue, la typologie des frontières, celle des nations, celles de la guerre et de la politique s'avèrent étroitement imbriquées. La nation qui lutte pour son indépendance et sa constitution démocratique est placée devant le dilemme stratégique que Raymond Aron, dans la conclusion de *Paix et Guerre entre les Nations*, décrivait comme le choix de l'incorporation à la fédération ou à l'empire. Mais ce choix est surdéterminé par l'affrontement des impérialismes à l'échelle mondiale et la dissymétrie de leurs intérêts comme de leurs moyens.

Et tous ces rapports de forces sont relativisés et englobés dans une autre structure en mouvement, une structure géo-écologique, que dessinent ensemble les inégalités de développement, les territoires d'extraction ou de consommation de l'énergie carbonée, et les zones d'effondrement accéléré des équilibres environnementaux. Plus la guerre durera, plus il deviendra difficile de la traiter uniquement au premier niveau, si dramatique soit-il, en ignorant la pression des niveaux supérieurs, autrement dit le fait qu'il s'agit d'une guerre locale-mondiale d'un genre nouveau. Je crois dans la capacité des citoyens ukrainiens, soutenus par l'engagement et les fournitures de leurs alliés occidentaux, moralement encouragés par l'accueil que nous faisons à leurs femmes et à leurs enfants, de contenir l'agression et de faire reculer les chars russes.

Mais, par pessimisme méthodologique peut-être, je crois aussi que la guerre, si elle ne monte pas aux extrêmes et n'enclenche pas un processus de destruction mutuelle, durera longtemps et sera destructrice autant que barbare. Or avec la durée et la brutalité viennent aussi les haines inexpiables, non seulement envers des gouvernements et des régimes, mais entre des peuples, pendant des générations. Le pacifisme, ai-je dit dès le mois de mars, « n'est pas une option » (interview à Mediapart du 7 mars 2022). Je ne me dédis pas. Mais la paix, elle, est une nécessité pour la planète, une paix « perpétuelle », comme la nomme Kant, c'est-à-dire qui ne contienne pas dans sa forme même les prémisses du recommencement de la guerre. Tel était, théoriquement, l'objectif d'institutions de droit international comme les Nations Unies et de conventions pour le désarmement qui ont perdu toute légitimité et toute crédibilité depuis la fin de la Guerre froide, sous les coups de boutoir de diverses puissances, la Russie de Vladimir Poutine étant la dernière en date. Quand et comment allons-nous reprendre le problème, en consolidant ou en traversant quelles frontières, en nouant quelles alliances et avec qui ? Je ne le sais pas¹.

Ce texte est la transcription non revue de l'intervention liminaire d'Etienne Balibar lors du colloque organisé par le Grand Continent en Sorbonne le 17 mai :
 « Après l'invasion de l'Ukraine. l'Europe dans l'interrègne. ».

92

Bruno Latour • Sociologue, anthropologue et philosophe

Le sol européen est-il en train de changer sous nos pieds ?

À Déborah

Je commence par un texte qui va paraître insolite : la traduction que Jean Bollack a donnée du début d'*Œdipe Roi* lorsque le prêtre s'adresse à Œdipe. Il est dit dans la traduction :

« Car la ville, tu le vois toi-même, est emportée Trop fort par les flots à l'heure qu'il est! pour sortir la tête Du creux de la houle de sang, elle n'a plus la force. »¹

Je trouvais, en relisant ce texte, qu'il raisonnait presque trop bien avec la situation de désarroi dans laquelle nous nous trouvons, dans cette accumulation des guerres auxquelles nous avons affaire, résumée dans la pièce de Sophocle par la terrible figure de la peste. Le prêtre est ici en situation de suppliant, mais nous savons tout de suite que très vite le roi, le maître, l'autorité à qui s'adresse sa supplication va devenir bientôt à son tour le suppliant chassé de la ville de Thèbes, aveugle, exilé, mendiant son pain.

Dans un texte admirable, « Les Suppliants parallèles », Péguy avait repris cette invocation en la juxtaposant à la plainte, à la supplication que le peuple russe avait adressée au Tsar après les terribles émeutes de 1905². Péguy montrait que le suppliant n'est pas en position de faiblesse, mais au contraire toujours le maître de celui qu'il supplie et dont il ébranle l'autorité. C'était vrai du Tsar comme d'Œdipe emporté par l'épreuve : « Il était entré roi. Il en sort suppliant », écrit Péguy. La difficulté est que nous n'avons pas clairement d'autorité ou d'instance auxquelles adresser notre supplication « pour sortir la tête du creux de la houle de sang ». Nous devons nous

tourner les uns vers les autres, sans roi ni tsar à supplier. C'est ce que je comprends du titre de cette journée « *Après l'invasion de l'Ukraine, l'Europe dans l'interrègne* » : il n'y a pas d'autorité à laquelle nous puissions nous adresser. Nous sommes dans l'attente.

La situation sur un sol est toujours liée à une *épreuve*, c'est quand il y a une épreuve que l'on se *situe* quelque part. Le mot « situation », on l'oublie souvent, est lié à une forme d'enracinement territorial à cause d'une épreuve que l'on subit, qui surprend et qui permet de définir différemment ou l'on se trouve.

Je prends un exemple simple : pour ceux qui étaient à Rouen en 2019 au moment de l'incendie de l'usine chimique Lubrizol, brusquement, ils se sont sentis situés autrement dans la ville, proche des gaz toxiques ou pas. Ils se sont mis à suivre avec angoisse la diffusion des gaz pour savoir « où ils étaient ». Ils croyaient être les habitants d'une ville, et ils se trouvent transportés en partie ailleurs au beau milieu d'une zone industrielle à haut risque. Pendant quelques semaines, les Rouennais ont vécu sur un sol défini en partie par l'épreuve de cet incendie. C'est une chose très simple à comprendre. Actuellement, les Indiens et les Pakistanais, qui supportent des températures de près de 50°, sont situés tragiquement sur un sol qu'ils risquent de devoir abandonner à cause de ces températures invivables pour les corps humains que nous sommes, en tout cas les corps des pauvres. Ce qui s'est passé avec l'envahissement par les chars barrés de Z à la frontière ukrainienne, et ce que nous avons saisi, nous aussi les Européens, à l'arrière, c'est une épreuve de situation, une épreuve qui définit différemment l'endroit où nous nous trouvons et quel peuple nous formons avec ceux qui s'inquiètent et qui souffrent autour de nous. Brusquement, nous n'étions plus dans le même espace, et c'est la règle pour toute situation comme l'exprime si bien le début d'Œdipe Roi. L'endroit où nous sommes et le peuple que nous formons ne sont jamais une abstraction, ils sont toujours le résultat d'un choc. Mon argument est donc assez simple à comprendre : à cause de l'épreuve imposée par les conflits multiples que nous subissons en ce moment et qui frappe de plein fouet les Ukrainiens, sur quel sol reposent désormais les Européens ? L'accumulation des crises actuelles permettent-elles à l'Europe de trouver enfin le sol qui correspond à cette formidable invention institutionnelle que l'on continue à présenter comme suspendue hors sol et sans peuple qui lui correspondrait?

Je vais aborder cette question à partir de deux points de vue un peu décalés, n'étant spécialiste ni de géopolitique, ni d'affaires militaires.

Le premier décalage est que je m'intéresse à l'Europe-institution, mais autant à l'Europe comme terre, comme sol, comme *turf*, comme *land*, ou, pour reprendre

¹ Bollack, Jean. La naissance d'Oedipe. Paris : Gallimard, 1995, vers 22.

² Charles Péguy, Œuvres complètes en prose, volume 2, Gallimard, La Pléiade.

l'expression allemande, comme Heimat, avec toutes les difficultés de ce terme. Autrement dit, je suis toujours surpris, quand il s'agit de la France, par exemple, que l'on distingue sans peine la critique du gouvernement – Dieu sait que nous ne nous en privons pas! -, sans que cela menace l'attachement plus ou moins viscéral à la France comme pays. Chacun peut critiquer le gouvernement et se sentir néanmoins associé, attaché, à quelque chose qui est un espace, un territoire, une histoire, une situation justement, qui définit pour lui ou pour elle ce que c'est que d'être français. Je m'étonne toujours que ce ne soit pas le cas pour l'Europe. Malheureusement, quand on parle d'elle, on pense uniquement à Bruxelles, alors que c'est aussi un sol, une appartenance, une multitude de connexions dues aux guerres, à la mémoire, aux épreuves de l'exil et de la migration, aux catastrophes diverses que les Européens ont tous connues. Je m'intéresse donc toujours à cette liaison nécessaire entre les deux aspects de la même situation. Si j'utilise le mot « sol », c'est parce qu'il va me permettre de multiplier les connotations qui vont d'un terme en partie utilisé dans des littératures plutôt réactionnaires - c'est le sol identité - jusqu'à d'innombrables travaux scientifiques sur le sol cette fois-ci comme humus, géologie, climat, écosystème - c'est le sol rematérialisé – et qui, comme vous le savez, est terriblement menacé. D'où la question : sur quel sol les Européens peuvent-ils atterrir?

Le deuxième décalage, qui ne vous étonnera pas de ma part, est que je crois nécessaire de lier étroitement la guerre territoriale menée par les Russes en Ukraine et cette autre guerre également territoriale menée par la crise climatique au sens large. Car il s'agit bien là aussi d'une guerre territoriale. En ce moment, au Pakistan comme en Inde, cette température de 50° est associée à un envahissement par les peuples européens, en particulier anglophones, qui ont depuis deux siècles modifié la température de la planète, ce qui revient à un envahissement du territoire de l'Inde aussi sûrement qu'à l'époque des conquêtes coloniales et de la création du Raj. C'est-à-dire que nous n'avons pas affaire à une guerre territoriale en quelque sorte « classique » et puis, à côté, à des « préoccupations environnementales », comme on dit encore de façon fort étrange, mais bien à deux conflits qui sont des conflits territoriaux sur l'occupation des sols par d'autres États et sur la violence qui est exercée par ces États sur ces territoires. Et si l'on a bien raison de caractériser le conflit en Ukraine comme une guerre coloniale, alors c'est aussi le cas bien plus encore des guerres climatiques.

Et pourtant, dans les deux cas le mot « guerre » ne résonne pas du tout de la même façon. On ne peut qu'être frappé dès le début de la guerre en Ukraine par l'extraordinaire contraste entre la rapidité avec laquelle nous avons pu mobiliser des énergies, des affects, des connaissances pour répondre à la demande de soutien d'une façon qui a stupéfié les Russes. C'est que nous pos-

sédons hélas depuis bien longtemps, nous Européens, le répertoire d'action idoine quand il s'agit de guerres! Le « grand continent » est évidemment fabriqué, façonné, couturé par les guerres territoriales. Alors que sur la question écologique, au grand désespoir des gens qui travaillent sur le climat, nos attitudes ressemblent plutôt à un immobilisme, à un embarras, plutôt qu'à une mobilisation. Autant nous sommes rapides pour aligner des affects qui correspondent à la guerre territoriale numéro un, et sommes capables de créer aussitôt cet extraordinaire accueil des exilés venant d'Ukraine, d'envoyer des armes, et d'imposer des sanctions, autant sur l'autre, le *conflit territorial numéro deux*, nous restons suspendus, incertains, paralysés, sceptiques en pratique sinon en pensée.

Sauf sur un point que Naomi Klein, dans un passionnant article pour The Intercept, qui a été traduit et publié par le magazine AOC, et Pierre Charbonnier, dans une forte contribution au Grand Continent sur « l'écologie de guerre » ont bien souligné : sur le pétrole et le gaz russe, devenus soudain à la fois une arme stratégique et un enjeu majeur pour la transition écologique³. Là, du moins, les deux conflits territoriaux se fusionnent, car il paraît scandaleux à tout le monde de payer des milliards d'euros aux Russes pour attaquer les Ukrainiens que nous prétendons soutenir. Brusquement, cette question qui était finalement associée au conflit numéro deux avec cette incapacité habituelle à agir - « comment modifier nos sources d'énergie basée sur le carbone » – se trouve attachée au conflit territorial numéro un et devient un enjeu militairement stratégique. Aussitôt, nous avons constaté une multiplicité d'initiatives pour associer à la question de l'énergie, du gaz et du pétrole russes, des affects, des attitudes, des décisions administratives qui mêlent l'énergie habituelle du conflit territorial numéro un et les questions essentielles développées par tous les environnementalistes, sur le conflit territorial numéro deux. Au point que, brusquement, la question de la délimitation des frontières est devenue à la fois : comment éviter l'invasion par les chars marqués du Z et, ce qui est nouveau et imprévu, comment se sevrer aussi rapidement que possible du gaz et du pétrole russes ?

Cela permettrait en principe encore, comme l'article de Charbonnier le montre très bien, d'imaginer des sacrifices au nom du conflit numéro un pour soutenir l'Ukraine, sacrifice qu'il a été jusqu'ici impossible d'obtenir au nom du conflit territorial numéro deux, c'est-à-dire celui qui porte sur ce que j'appelle le Nouveau Régime Climatique⁴. Rien n'est joué bien sûr. Le *Guardian* a publié de terribles prédictions sur ce qu'ils appellent « les bombes carbones » – ces droits d'explorer de nouvelles sources

³ Naomi Klein, « Guerre et climat, le péril de la nostalguie toxique », AOC, 14 mars 2022; Pierre Charbonnier « La naissance de l'écologie de guerre », le Grand Continent, mars 2022.

⁴ Bruno Latour, Face à Gaïa. Huit conférences sur le Nouveau Régime Climatique, Paris, La Découverte, 2015.

de pétrole, droits attribués par des États pourtant partis à l'accord de Paris – dont la multiplicité suffit à annuler tous les efforts pour contrôler le climat⁵. Le slogan américain « *Drill, baby, drill!* » se répand comme de la poudre. Et en France, pour prendre un exemple malheureux mais bien connu, la FNSEA frétille à l'idée de pouvoir se débarrasser de toutes les règles environnementales grâce à la guerre en Ukraine. Mais il y a là quand même une occasion admirable à saisir qui est de redéfinir la situation territoriale sous la double forme de la défense des frontières et de l'autonomie énergétique.

C'était évidemment le projet de nombreux écologistes, mais qui ne correspondait certainement pas aux décisions qui ont été prises depuis 50 ans sur la globalisation qui, par les « doux liens du commerce », allait nous attacher à la fois à la Russie et à la liberté. Il y a donc un moment historique, ou comme on dit, un *kaïros*, une occasion à saisir qui attend son ou ses chefs d'État, une situation de guerre généralisée qui permettrait de donner à l'Europe un sol chargé par la question énergétique devenue deux fois stratégique, militairement et écologiquement, comme il ne l'était pas avant la guerre en Ukraine. D'où le terme d'« écologie de guerre ».

Il est évident toutefois que nous devons manier avec soin ce terme de « guerre » puisqu'il n'est utilisé dans le même sens par aucune des parties au conflit. Les citoyens russes n'ont pas le droit de prononcer le mot et ils peuvent aller en prison s'ils n'utilisent pas l'expression alternative « d'opérations spéciales ». Le vocable « guerre » est considéré comme le colportage d'une fake news - fejk nius en russo-anglais. La situation est d'autant plus curieuse que les Russes n'ont même pas le droit de remettre en cause l'histoire de la Grande Guerre Patriotique, comme le montre un passionnant article de Florent Georgesco⁶. Même les dates en sont inscrites dans la Constitution et ne peuvent être changées sous peine d'aller en prison. Leur guerre mondiale commence en 1941 et pas en 1940 ou pire en 1939, date du pacte Germano-Soviétique. Or, chose significative, les Russes, s'ils n'ont pas le droit de prononcer le mot « guerre » pour l'Ukraine, ont le droit, comme je l'ai appris d'un collègue de l'université de Saint-Pétersbourg, de l'employer pour parler de la guerre que les Occidentaux mènent d'après eux contre la Russie! Notons l'ironie : si les Occidentaux n'emploient pas le mot guerre avec la Russie, c'est justement pour éviter d'être en guerre avec elle... Toutes les instances militaires, en particulier l'OTAN, font tous les efforts possibles pour ne pas utiliser ce mot tabou dans la relation avec la Russie, cette fois-ci pour ne pas lui donner un prétexte d'engager un conflit nucléaire. Engagement qui ne résulterait pas à proprement parler dans une « guerre », malgré tous les efforts pour en domestiquer l'usage, mais dans une annihilation réciproque dissimulée sous le terme un peu innocent de stratégie.

C'est par conséquent un conflit très asymétrique puisque les seuls à avoir le droit et la volonté d'utiliser le mot guerre sont les malheureux Ukrainiens qui trouvent en face d'eux un ennemi qui affirme que ce n'est pas une guerre mais « une simple opération de police », et qui ont derrière eux des États qui prétendent que « c'est une guerre pour vous les Ukrainiens, mais surtout pas pour nous les Occidentaux »! On a donc affaire à une situation très malsaine avec à l'horizon la menace atomique, qui annule évidemment toute notion de conflit. Sans être un disciple de Carl Schmitt, on peut quand même se demander comment un peuple peut se situer dans l'histoire s'il lui est interdit de reconnaître dans le conflit qu'il mène la menace existentielle qui pèse sur les valeurs qui lui sont chères. Une opération de police ne se mène pas contre des ennemis, mais contre des criminels. Or, avec les criminels on ne peut pas se réconcilier, avec les ennemis, oui, peut-être.

Cette impossibilité à nommer les conflits territoriaux numéro un, se retrouve dans le conflit territorial numéro deux, car on ne sait pas comment nommer les controverses dites, par pudeur, écologiques, qui sont bien des conflits d'envahissement d'un territoire par une autre puissance. Là, si le mot de guerre est interdit, c'est parce que, si on le prononçait, on serait obligé de prendre des mesures qui, évidemment, nous obligeraient à reconnaître des ennemis véritables à l'intérieur même des frontières de nos « alliés » et chez nous également. Il suffit pour s'en convaincre de désigner ceux qu'il faudrait apprendre à combattre si l'on voulait sérieusement se dégager du gaz et du pétrole de Poutine. Ils habitent peut-être dans notre rue, remplissent le réservoir de notre voiture ou grossissent notre portefeuille d'actions... Les conflits se rapprocheraient terriblement et nous serions alors dans la situation d'Œdipe qui se rend compte peu à peu que lui qui s'indigne contre le crime est celui qui l'a commis – et qui le commet encore...

Dans ces domaines, le mot guerre est tabou parce qu'il nous touche de beaucoup trop près. Si nous parlons de « changement de monde » ou « d'interrègne » à propos de la guerre en Ukraine, c'est à cause de la conjonction entre ces deux types de conflits territoriaux ou coloniaux. À elle seule, aussi scandaleuse qu'elle soit, la guerre en Ukraine ne suffirait pas à nous donner cette impression de basculement radical. C'est parce que nous sentons bien que les conflits territoriaux qui avaient commencé depuis bien longtemps avec l'extractivisme résonnent enfin de façon violente avec les formes les plus classiques de la guerre et échangent leurs propriétés de façon terrifiante. Sophocle avait choisi la figure de la peste : nous la reconnaissons aujourd'hui davantage dans le gaz et le pétrole, cette autre

⁵ Damian Carrington & Matthew Taylor, "Revealed: the 'carbon bombs' set to trigger catastrophic climate breakdown", The Guardian, 11 mai 2022.

⁶ Florent Georgesco, « Le mythe russe de la grande guerre patriotique et ses manipulations », Le Monde, 29 avril 2022.

malédiction.

L'incertitude sur le mot guerre est redoublée d'une incertitude sur le mot « paix ». Beaucoup de commentateurs l'ont souligné, si les Européens ont l'impression que la paix a été rompue, c'est parce qu'ils vivaient dans une bulle à l'écart des innombrables conflits que d'autres menaient pour eux. Nous avons vécu « en paix » mais à condition d'oublier le parapluie atomique des États-Unis, la globalisation du commerce, et la lutte impitoyable menée par l'extractivisme sur les ressources naturelles. Nous étions donc dans une paix en quelque sorte suspendue ou simplement retardée et nous en sommes sortis - ce qui n'est pas forcément plus mal. Jürgen Habermas montre très bien dans un texte analysé dans New Statesman par Adam Tooze, que chaque pays, l'Allemagne, la France, l'Angleterre et évidemment l'Ukraine, a une trajectoire de ces rapports entre paix et guerre qui lui est propre, ce qui interdit de se précipiter pour les unifier toutes en un seul schéma⁷. Ce qui est vrai des États l'est d'ailleurs aussi des individus : il serait étrange que les gens de ma génération qui sont passés sans coup férir de la menace atomique à la dévastation climatique parlent comme si « la paix » avait été brusquement rompue en février 2022 alors qu'ils ne l'ont jamais vraiment connue. Enfant du baby-boom, j'ai passé ma vie à sentir peser sur moi la menace de l'holocauste nucléaire et sans transition, je suis passé à celle du collapsus écologique. Je n'analyserai donc pas l'arrivée de la guerre en Ukraine comme une rupture de la paix mais comme la prise de conscience, par les Européens du lien qu'il n'est plus possible de rompre entre les deux types de conflits dans lesquels ils sont désormais engagés.

La question que je voudrais donc poser est plutôt celle-ci : qu'ajoutent aux définitions classiques de l'existence européenne ces luttes des deux côtés, c'est-à-dire le conflit territorial et colonial numéro un et les conflits territoriaux et coloniaux numéro deux ? Avec toujours ce troisième conflit suspendu au-dessus de nos têtes, celui de l'annihilation nucléaire. La terre dévastée virtuellement par le nucléaire, la terre dévastée réellement par les mutations écologiques et la terre ukrainienne dévastée par l'armée rouge de sang. C'est là où nous risquons d'être « emportés trop fort par les flots à l'heure qu'il est pour sortir la tête du creux de la houle de sang ». Dans cet interrègne, à quoi nous raccrocher ?

Dans la dernière partie de ces quelques remarques, je vais me raccrocher à un document qui va vous paraître tout à fait improbable : la fameuse conférence de Renan « Qu'est-ce qu'une nation ? » donnée d'ailleurs ici même, dans ce Grand Amphithéâtre de la Sorbonne, en 1882⁸. Vous allez me dire qu'il est totalement daté, qu'on n'utilise pas ce genre d'argumentation dans un moment aus-

si grave, mais il se trouve que j'ai été titillé, je l'avoue, par l'irruption dans la récente campagne présidentielle de l'expression de « nation écologique ». Ce n'est peutêtre qu'une invention de communiquant, mais je me suis demandé ce que faisait à l'idée ancienne de « nation » sa juxtaposition avec l'adjectif « écologique ». Est-ce qu'il n'y a pas là une idée profonde qui permettrait de donner un sens à l'expression d'une « nation écologique européenne » ?

Pour définir la nation française, Renan se bat contre le déterminisme racial, géographique et religieux. Après avoir éliminé toutes les autres définitions, il finit sa célébrissime conférence sur les conditions qui font la nation française et il écrit : « Non, ce n'est pas la terre plus que la race qui fait une nation. La terre fournit le substratum, le champ de la lutte et du travail ; l'homme fournit l'âme. » Évidemment, aucun homme politique aujourd'hui ne parlerait d'âme, mais l'idée est typique du 19ème et du 20ème siècle : la terre, la nature, offrent le cadre passif où se déroule l'histoire humaine qui est la seule chose qui compte vraiment. À l'époque, la terre n'est que la scène, le substrat de l'histoire. Et Renan continue : « L'homme est tout dans cette chose sacrée qu'on appelle un peuple. Rien de matériel n'y suffit. La nation est un principe spirituel, résultant des complications profondes de l'histoire, une famille spirituelle, non un groupe déterminé par la configuration du sol » (c'est moi qui souligne). C'est cette phrase bien connue qui révèle l'immense distance avec la situation présente.

Aujourd'hui, c'est au contraire la « configuration du sol », ou pour parler comme les scientifiques, l'incroyable rapidité des réactions du système terre aux actions humaines qui participe aux « complications profondes de l'histoire ». Ce qui nous stupéfait maintenant, ce n'est pas la stabilité du substrat terrestre mais, au contraire, qu'il agisse au même titre que tous les autres acteurs et avec un tempo, un rythme, une puissance, que Renan ne pouvait prévoir. En parlant de l'âme d'un peuple décidant de vivre en commun, il ne pouvait pas prendre en compte l'animation d'un sol saisi par l'histoire industrielle. Cela ne veut pas forcément dire que son idée est démodée, mais qu'il faut la modifier profondément pour prendre en compte cette situation nouvelle. Une nation n'est certes pas déterminée par la géographie, mais elle peut décider de se déterminer sur le type de terre qu'elle a décidé d'habiter. C'est pourquoi j'utilise le mot « sol » parce que ses connotations ne sont pas forcément celles que l'on associe souvent à l'extrême droite, à la notion de défense du sol, ou pour rester dans le style d'époque, à la version barrésienne de « la terre et des morts ». Le sol, pour ceux qui s'intéressent aux sciences de la terre, c'est un sol chargé, habité, peuplé dont les ressources, dont les composants sont les uns après les autres attaqués ou détruits que ce soit l'eau, l'humus, les insectes, l'atmosphère ou les

⁷ Adam Tooze, « After the Zeitenwende: Jürgen Habermas and Germany's new identity crisis », New Statesman, 12 mai 2022.

⁸ Ernest Renan « Qu'est-ce qu'une nation », conférence faite en Sorbonne le 11 mars 1882, Paris Calmlann-Lévy. Disponible sur Wikisource.

virus⁹. Autrement dit, le sol a deux définitions très différentes, celle que rejette évidemment Renan avec raison, ce déterminisme géographique ou identitaire, mais il a un autre sens qui me paraît beaucoup plus intéressant, à savoir le sol chargé par la transformation écologique, par cette rematérialisation dont la liaison du gaz et du pétrole russe avec la stratégie militaire et écologique offre l'exemple le plus frappant.

Mais le sol est repeuplé aussi en un autre sens. Quand Renan définit la nation comme le collectif « de ceux qui ont souffert ensemble », il ne pensait pas à tous ceux qu'un peuple *fait souffrir*. Or écologiser un territoire, c'est modifier ses frontières puisque l'on rend visible aussitôt l'ensemble des connexions qui permettent à l'Europe de s'assurer prospérité, abondance et liberté¹⁰. Comme nous l'apprenons de la multiplicité des études décoloniales, ce que les historiens de l'environnement appelaient « les hectares fantômes » pour désigner l'extension d'un pays européen déléguant à l'extérieur et sur d'autres peuples l'extraction des ressources indispensable à sa prospérité, n'a plus rien de fantomatique. Ce sont maintenant des territoires parfaitement concrets qui exigent de modifier les frontières même de l'Europe¹¹.

Le monde $o\dot{u}$ l'on vit et le monde dont on vit aspirent à se superposer. Autrement dit, la question territoriale ne se repose pas simplement parce que le sol se trouve peuplé par l'ensemble des êtres qui participent maintenant à la compréhension que nous avons d'une planète habitable, mais aussi parce que l'Europe comprend enfin qu'elle ne peut survivre et se définir qu'avec les peuples *dont* elle vit. Comme les suppliants de Péguy, c'est eux qui ébranlent toutes les autorités et qui creusent l'interrègne.

Dans la version que Renan donne de la nation, c'est une décision volontaire de vivre ensemble après les catastrophes partagées en commun, ce qu'il appelle « les complications profondes de l'histoire ». Vous comprendrez donc ma question : l'Europe peut-elle former une nation en se décidant à dépendre des conditions matérielles qu'elle a feint d'ignorer pendant la période de fausse paix où elle a cru se trouver ? Qu'un collectif « se détermine » ne veut pas dire qu'il subit un déterminisme géographique, mais qu'il devient enfin capable de déterminer l'endroit, le lieu, le pays, le sol, la géographie, le territoire où il se trouve à cause de l'irruption soudaine de la multiplicité des conflits territoriaux et les peuples avec lesquels il prétend s'entendre pour vivre.

Voici mon hypothèse – et je reconnais volontiers qu'il s'agit d'une simple hypothèse : de même que la guerre

- 9 Bruno Latour et Peter Weibel (dir.), Critical Zones The Science and Politics of Landing on Earth. Cambridge, Massachusetts, MIT Press, 2020.
- 10 Pierre Charbonnier, Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques, Paris, La Découverte, 2020.
- 11 Malcolm Ferdinand (dir.), Écologies politiques depuis les outre-mer, Lormont, Bord de l'eau, 2021.

territoriale *ajoute* l'Ukraine à l'Europe sous toutes les formes possibles, y compris peut être un jour sous celle de la participation à l'Union, de même, la guerre en nouveau régime climatique *ajoute* les sources, les lieux, les situations, les pays de l'extraction qui permettent de rouvrir la définition de ses frontières et la composition de la nation qu'elle se décide à former. Autrement dit, il s'agit de mélanger l'argument magnifique mais peut-être un peu daté de Renan sur l'âme et la dimension « spirituelle » de la nation avec la redéfinition du territoire matérialisé par les mutations écologiques.

Vous me permettrez pour conclure de revenir sur ce terme d'interrègne qui signale une transition ou un suspens entre deux formes d'autorité différentes. Je pense qu'il faut se méfier quelque peu de l'usage de l'expression « monde libre » pour résumer l'actuel conflit tel qu'il est vu du côté des « Occidentaux » et en particulier des États-Unis. Si l'expression de « monde libre » est problématique, et encore plus celle d'Europe-puissance, c'est qu'elles correspondent au règne précédent dont on dit justement maintenant qu'il est terminé. À cette époque, en effet, l'expression correspondait au projet de modernisation planétaire qui était supposé emporter dans son mouvement tous les autres pays. Or ce que la double crise écologique et militaire exprime au contraire, c'est la fin ou le suspens de ce projet de modernisation en totale contradiction avec le Nouveau Régime Climatique.

Ressortir cette formule qui date de l'après-guerre, c'est sortir assurément de l'histoire et se tromper d'époque puisqu'il appartient à la nouvelle entre-deux guerres désormais close. Il est assez frappant d'ailleurs de constater que sur le soutien à l'Ukraine, le « monde libre » ne compte finalement que les anciens colonisateurs qui ne parviennent pas à mettre de leur côté les nations les plus peuplées.

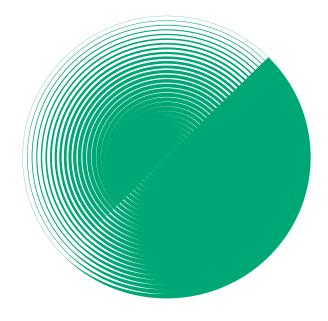
C'est le signal le plus frappant de l'interrègne. Aucun pouvoir ne se présente qui puisse se substituer à l'ancien. Comme dans la pièce de Sophocle par laquelle j'ai choisi d'introduire ces quelques réflexions, devant la montée des supplications, tous les pouvoirs tremblent de découvrir qu'ils sont les auteurs des crimes qu'ils cherchent à punir. D'où l'importance de trouver un terme plus inclusif que celui de « monde libre » et surtout moins contradictoire ou moins hypocrite. Il faut un vocable, une invocation plutôt, qui désigne l'état de dépendance plus que d'émancipation et le projet de réparer les conditions d'habitabilité qui ont été ravagées. Mais il faudrait alors être capable de définir le nouveau souverain, la nouvelle souveraineté qui mettrait fin à cet interrègne.

En l'absence de ce nom, je conclurai par une phrase qui ira directement au cœur de nos amis de la revue le *Grand Continent* que je remercie de m'avoir invité. Dans ce texte admirable, Renan a écrit : « Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera. *Mais telle n'est pas la loi du siècle où nous vivons.* » Je prétends dans cette présentation que la loi du siècle où nous vivons, c'est le moment où l'Europe au contraire, non pas l'Europe conçue seulement comme Union mais l'Europe comme sol, trouve enfin son peuple et le peuple trouve enfin son sol.

Précisément parce qu'elle ressent beaucoup plus vivement que les autres nations à quel point elle vit dans un interrègne et qu'elle cherche « la loi du siècle » qui n'est pas en effet celle des deux siècles précédents. L'Europe peut se donner enfin le projet, au milieu des périls et à cause d'eux, de former volontairement une nation¹².

¹² Ce texte est la transcription révisée de l'intervention de Bruno Latour lors du colloque organisé par le Grand Continent en Sorbonne le 17 mai : « Après l'invasion de l'Ukraine, l'Europe dans l'interrègne ».





Après l'invasion de l'Ukraine : géopolitique de l'anthropocène

Helen Thompson, Laurence Tubiana, Mona Ali, Stefan Aykut, Amy Dahan, Tim Sahay

Écologie de guerre : transformer, planifier, réguler

Éric Monnet, Cédric Durand, Razmig Keucheyan, Massimo Amato, Magali Reghezza-Zitt

Configurations politiques à l'âge des guerres fossiles

Pierre Charbonnier, Angélique Palle, Adrien Estève, Florian Opillard, Étienne Balibar, Bruno Latour